

STRATEGIE ANGLAISE

COLONEL ALERME

STRATEGIE ANGLAISE

1942

ÉDITIONS DU CENTRE D'ÉTUDES DE L'AGENCE INTER-FRANCE
27, rue de la Michodière, PARIS - 2^e

**AAARGH sur Internet
2005**

AVANT-PROPOS

A Waterloo, les soldats de Sa Gracieuse Majesté britannique ne formaient pas tout à fait la septième partie des troupes opposées à celles de Napoléon. Cela n'a nullement empêché l'Angleterre de s'attribuer les lauriers et le profit de la victoire, ni même d'en faire un de ses grands sujets d'orgueil ; de la commémorer à outrance ; de donner son nom, rien qu'à Londres, à une place, à un pont, à un parc, à un escalier, à une gare et à un quai, sans parler de plusieurs rues ; d'en lier le souvenir aux mirages des succès escomptés ; de revigorer les espoirs, à toute occasion, par la promesse d'un nouveau Waterloo.

Qu'un général anglais ait pu décider de l'avenir de l'Europe, pour plus d'un siècle, en utilisant une majorité de combattants étrangers, n'était-ce pas là un symbole spécifique, le signe éclatant de la prédestination de la Grande-Bretagne à conduire les peuples, à les prendre en tutelle ?

Soucieuse de conférer à ce symbole une valeur encore plus évidente, elle aurait pu se rappeler que le 18 juin 1815 s'étaient déroulées sur le plateau de Mont-Saint-Jean, non pas une mais deux batailles et que, si l'armée prussienne de Blücher avait gagné la seconde et emporté la décision, Wellington avait bel et bien perdu la première et compromis gravement les chances de son camp. L'Angleterre, magnanime, a préféré négliger ce détail.

Quant à la victoire de la Marne, dont nous avons tendance à réclamer notre part, les critiques militaires d'outre-Manche affirment que la gloire en revient de droit à M. W. Churchill, qui aurait bouleversé, ni plus ni moins, le plan stratégique de l'Etat-major allemand en jetant quelques bataillons de la Royal Navy dans Ostende.

Quitte à diminuer dans une certaine mesure le rôle déterminant de M. W. Churchill, ces critiques n'hésitent pas, il est vrai, à faire remarquer que nos adversaires ne laissaient point, à ce moment-là, de se montrer nerveux parce qu'ils craignaient de voir surgir soudain sur la ligne de jeu le petit corps expéditionnaire du maréchal French.

En guise de conclusion, ils affirment qu'on ne connaît pas, dans toute l'Histoire, une bataille qui ait nécessité moins de combats proprement dits que celle-là. Ils n'ont pas tort de s'exprimer de la sorte s'ils en jugent d'après la conduite du corps French qui, n'ayant pas cru opportun d'intervenir en l'occurrence, a, quant à lui, trouvé le moyen de réduire au minimum les péripéties et les risques de la lutte.

Il serait aisé de multiplier les exemples similaires, mais cette étude ne prétend nullement ironiser sur la haute idée que l'Angleterre se fait d'elle-même et sur les illusions qu'elle professe au sujet du rôle providentiel qui lui serait dévolu sur la planète. Un peuple a toujours raison d'être fier de lui et le peuple anglais en a le droit. Cette étude se propose simplement de montrer, à la lumière des événements, que la vieille stratégie du Royaume-Uni, infaillible pendant si longtemps, ne s'accorde plus aux conditions de guerre actuelles.

Il apparaît qu'aucun des éléments qui fondèrent et assurèrent jadis la grandeur britannique n'a conservé dans le présent sa pleine valeur.

Déjà la dernière guerre, encore qu'elle se soit terminée par une victoire anglaise et même, à proprement parler, par la victoire de la seule Angleterre, avait marqué la fin de la grande époque victorienne, apogée de la puissance britannique à travers le monde. Elle avait laissé entrevoir le desserrement des liens de l'Empire et inauguré l'ère de la rivalité anglo-américaine.

Cette fois-ci le déclin s'affirme. Pour qui regarde les choses avec une entière liberté d'esprit, il ne saurait faire de doute, au point où en est arrivé le conflit auquel nous assistons, que le temps de l'hégémonie anglaise ne soit passé. Grandeur et décadence : l'Histoire abonde en accidents analogues. Sans remonter à des temps plus anciens, l'Espagne, au XVIIe siècle, la France, au XVIIIe, n'ont-elles point connu un sort identique ?

La Grande-Bretagne proclame elle-même sa faiblesse en multipliant par le truchement de la B. B. C. ses appels à l'aide. Il est visible que sa stratégie de compensations multiples, entreprise aux dépens de la France et de quelques pays neutres, n'est qu'une stratégie d'expédients à laquelle recourt, faute de mieux, une nation déjà battue. Tout se passe comme si John Bull se hâtait de prendre des gages avec l'idée de les jeter dans la balance lors des futures négociations de paix et de récupérer, si possible, grâce aux territoires ravis à autrui, une part de ceux qu'il a perdus dans la bataille.

En attendant, le gouvernement de Londres, désespérant de ramener la victoire sous ses drapeaux, s'efforce par habitude de provoquer la révolution sur le continent avec l'espoir de ressaisir ainsi ses

privilèges et sa domination.

Cependant, sur terre comme sur mer, les événements se précipitent dans un sens invariablement contraire aux intérêts britanniques. Jamais les armées allemandes, quand elles se sont mises en mouvement, n'ont marché aussi vite qu'en Russie et jamais plus vite, en Russie que ces derniers mois. La menace bolchevique qui pesait depuis des années sur l'Europe occidentale est désormais écartée.

La France se doit de regarder les choses en face et d'en tirer la leçon. Il existe une grande Allemagne unitaire que rien ne saurait plus détruire, une Allemagne révolutionnaire au sens le plus élevé du mot. L'ancien ordre politique, économique et social, basé sur l'argent et le profit, se meurt de n'avoir pas réussi à assurer un rapport acceptable entre les forces spirituelles et matérielles.

Une nation comme la nôtre a le devoir de prendre dans la nouvelle Europe une place digne de son génie, de ses ressources et de ses fastes. Puissance continentale, elle a des obligations certaines envers la communauté européenne.

Dans les circonstances dramatiques qu'elle traverse, l'abstention et l'attentisme ne sauraient être que des façons détournées de prendre parti pour le passé contre l'avenir. Nous n'avons pas le droit de nous désintéresser d'un lendemain qui renouvellera l'Histoire.

Une longue période de la vie des peuples est close. Lorsque les canons se seront tus, à l'heure du règlement des comptes, chacune des nations, belligérantes ou neutres, sera payée suivant l'importance de l'effort qu'elle aura consenti à faire pour la reconstruction européenne.

Prenons garde que notre effort, qui aurait pu être si grand, si original et si fécond, ne soit alors regardé comme trop léger.

Si jamais certains de nos compatriotes se sont égarés jusqu'à concevoir et même jusqu'à admettre que le chemin de la France dans le monde fût tracé par l'Angleterre, leur aberration ne saurait trouver dans les faits présents aucune excuse.

Il n'est pour le démontrer que de rappeler les faits sans nulle passion mais avec la rigueur qui s'impose.

Le livre que voici n'a pas d'autre ambition.

NOTE DE L'ÉDITEUR

L'ouvrage du colonel Alerme est sorti des presses quelque temps avant le jour où l'opération anglo-américaine sur l'Afrique du Nord, coïncidant elle-même avec la manoeuvre de repli des troupes du maréchal Rommel en Libye, produisait sur l'opinion le choc psychologique le plus rude qui l'ait secouée depuis l'armistice.

En vingt-quatre heures, le Maroc et l'Algérie tombaient aux mains des Anglo-Saxons.

A ne se fier qu'aux apparences, quel coup de théâtre éclairant soudain la véritable situation des forces en présence ! Quelle preuve éclatante de la maîtrise militaire des Etats-majors alliés, et de la supériorité de leurs armes ! Il ne restait à l'auteur qu'à mettre au pilon un livre auquel ce fait nouveau semblait apporter un irrécusable démenti.

Or, non seulement l'éditeur met ce livre en vente, mais il en double dès aujourd'hui le tirage.

C'est que la prétendue victoire de la stratégie britannique apparaît, jusqu'à plus ample informé, comme un de ces coups de poker auxquels se complaisent les Américains.

La pseudo-conquête de l'Algérie et du Maroc par les forces anglo-saxonnes n'est au vrai que la capitulation de territoires livrés d'avance à des puissances étrangères dont l'or et la propagande avaient depuis longtemps accompli leur oeuvre aux bons endroits. Quant au maréchal Rommel, qui pour la troisième fois a jugé expédient de prendre du champ, laissons aux événements le soin de décider s'il a des leçons à recevoir de quiconque dans cet art de la guerre où il est de toute évidence passé maître.

Au fur et à mesure que le voile se déchire, les thèses du colonel Alerme trouvent une vérification supplémentaire. L'avenir, d'ailleurs, se chargera d'illustrer et d'enrichir un ouvrage qui tire une force nouvelle des faits mêmes qu'un lecteur sans réflexion serait tenté de considérer comme susceptibles d'en affaiblir les conclusions.

Le plan d'invasion de l'Afrique du Nord n'a pu être exécuté que grâce à la complicité des factions françaises civiles et militaires qui ont délibérément livré ce morceau de notre chair au Shylock américain. Ces factions depuis deux ans, s'acharnent à faire revivre, de gré ou de force, l'alliance franco-britannique. Ce sont les mêmes dont Georges Champeaux a dépeint l'action antérieure à la guerre dans le second tome de *La Croisade des Démocraties* qui paraîtra sous peu. L'une d'elles a pris depuis l'armistice une importance aussi paradoxale que funeste : c'est *la faction militaire*. La faiblesse organique du Gouvernement français né de la défaite lui a permis de se développer comme un Etat dans l'Etat : profitant de sa liberté elle n'a cessé de tourner ses activités contre l'Allemagne et contre les Français acquis à l'idée du rapprochement avec l'Allemagne. A INTER-FRANCE nous étions parfaitement fixés sur ces dangereuses activités. Mais comment prévoir l'ampleur de leurs conséquences funestes et le secours inattendu qu'elles allaient délibérément apporter à la « stratégie anglaise ».

Avant que surviennent les événements inouïs des 8 et 9 novembre, il ne pouvait être question pour le colonel Alerme de mettre en cause les responsabilités françaises. Aujourd'hui, par contre, il est aisé de les mesurer exactement et de comprendre le rôle qu'elles ont joué dans l'évolution de la situation militaire.

Nous-mêmes, dans cette note sommaire, ne saurions entrer dans le détail des intrigues et des luttes secrètes, mais acharnées, qui se sont livrées dès le lendemain de la défaite autour des leviers de commande de la France et qui ont abouti à ce qu'il faut bien appeler la livraison aux Anglo-Saxons de notre Empire africain. Du moins nous a-t-il paru nécessaire d'appeler l'attention du lecteur sur l'actualité plus grande que jamais des thèses que le colonel Alerme développe dans son ouvrage.

20 novembre 1942.

CHAPITRE PREMIER

Stratégies d'hier et d'aujourd'hui. - L'Angleterre a une philosophie particulière de la guerre et ne prend modèle sur personne. - Ses « experts » contestent la valeur des doctrines militaires en honneur sur le continent. - A nue situation économique et politique hors de pair doit correspondre une stratégie d'exception. - La stratégie de choc est une stratégie de pauvre, celle des Britanniques ne se base que sur la Géographie et l'Histoire. - La guerre est une affaire. - Primauté et avantages du blocus. - Sens anglo-saxon de l'honneur. - Londres n'entend pas renouveler les sacrifices consentis pendant la première guerre mondiale.

Nous voudrions exposer au cours de cette étude, aussi brièvement que possible, sans entrer dans l'inutile et fastidieuse complication des détails techniques, comment l'Angleterre comprend la conduite de la guerre et à quels résultats la mène l'application de ses théories. Il sera donc ici question non pas de stratégie en général, mais uniquement de la stratégie telle que les Britanniques la conçoivent et la pratiquent.

Il convient néanmoins de définir le sens donné pour l'heure à ce vieux terme dont l'acception s'est singulièrement élargie, du jour où les conflits modernes ont mis en jeu la totalité des ressources morales, physiques et matérielles des nations.

Aux temps lointains des petites armées professionnelles, lorsque les conflits n'intéressaient que les dynasties laissaient les peuples à peu près indifférents et troublaient relativement peu leur existence courante, on qualifiait de « stratégique » l'art de manoeuvrer les forces armées de l'ennemi.

Cet art spécifiquement militaire consistait à obliger l'adversaire, par une série de mouvements appropriés, après s'être emparé par exemple de ses lignes de communication, à évacuer un territoire, à lever un siège ou à combattre dans les conditions les plus défavorables.

Le XVIIe et le XVIIIe siècle ont encore été témoins de nombreuses campagnes au cours desquelles les armées belligérantes s'observaient et manoeuvraient pendant des mois non seulement sans chercher à en venir aux mains, mais encore en évitant les batailles. Cela pour bien des raisons, dont la principale paraît avoir été que les soldats de métier coûtaient fort cher au trésor royal et qu'il était long et difficile de les recruter. Aussi chacun des adversaires ménageait-il ses effectifs et s'efforçait-il d'obtenir une décision par tous moyens qui ne risquaient pas d'anéantir ses précieuses troupes.

Les généraux préféraient les objectifs géographiques et les investissements de places fortes aux durs et aléatoires combats en rase campagne, à moins, cela va de soi, que ne s'offrit une occasion exceptionnelle de s'assurer la victoire à peu de risques. Tout chez eux était calcul et prudence ; ils ne laissaient rien au hasard, temporisaient volontiers, n'ignorant pas que la diplomatie demeurerait active entre les cours belligérantes et ne perdait pas ses droits. Il n'est que de lire les ouvrages techniques antérieurs à la Révolution française pour se rendre compte des vertus qu'on attribuait alors aux positions, aux marches, aux contre-marches, aux marches de flanc, à toute une série de mouvements qui paraîtraient aujourd'hui ridiculement dilatoires et parfaitement inopérants.

Par opposition à la stratégie, on rapportait à la tactique les méthodes d'emploi au combat des différentes armes, infanterie, cavalerie et artillerie.

Avec la nation armée, la stratégie a pris une signification tout autre. De nos jours, elle est l'art de faire converger tous les moyens politiques, psychologiques, économiques, financiers et militaires dont peut disposer un pays afin d'obtenir non plus la capitulation des forces armées, mais celle du peuple ennemi tout entier. Ainsi comprise, elle embrasse l'effort total de la nation et utilise au maximum l'intégralité de ses ressources, l'activité militaire n'étant plus qu'une des manifestations particulières de cet effort. Par contre, la tactique n'a aucunement changé d'objet ; elle a seulement perfectionné ses moyens ; elle consiste toujours à employer et à faire coopérer les différentes armes dans la bataille.

Ces définitions admises, il est indispensable pour comprendre la stratégie anglaise, de savoir qu'elle repose avant tout sur deux principes incontestés outre-Manche, où l'on estime que leur excellence a été vérifiée par une expérience séculaire :

1^o) La Grande-Bretagne, en raison de sa situation géographique, jouit d'un privilège unique : elle est, de toutes les nations européennes, la seule qui puisse faire la guerre sans jamais mettre en cause son existence. De plus, en vertu des positions qu'elle a su occuper de par le monde et qui sont à l'abri de toute atteinte, elle est capable de continuer indéfiniment ses activités commerciales pendant la lutte.

2^o) La Grande-Bretagne ne saurait prétendre, à elle seule, gagner une guerre en Europe. Il lui faut deux fronts, l'un maritime, dont elle se charge, l'autre continental, qui exige le concours de puissances alliées.

De ces deux principes découle la différence que nous allons constater entre la façon anglaise de concevoir et de diriger les hostilités et celle des autres nations.

Cette conviction d'échapper à la loi commune, l'illusion qu'elle a de ne point risquer de destruction totale en cas de défaite et la nécessité où elle se trouve de recourir à une politique d'alliances pour s'assurer la victoire, ont créé chez les Britanniques une mentalité de guerre assez éloignée de la nôtre et particulièrement intéressante à étudier dans les circonstances présentes.

Avant de définir le plan stratégique anglais et de suivre à la lumière des événements ses bonnes ou mauvaises réalisations au cours du conflit actuel, il est indispensable de se rendre compte de l'état d'esprit dont il s'inspire.

Nos anciens alliés montrent moins de goût pour les systèmes et les idées a priori que pour un empirisme capable de s'inscrire dans les faits et d'évoluer avec eux. Si leurs militaires tiennent la technicité, la spécialisation pour indispensables aux subalternes, ils ne croient pas que ces qualités soient nécessaires aux grands chefs ; ils craindraient plutôt qu'elles ne fassent tort à leur liberté d'esprit. Ce ne sont pas des doctrinaires ; le côté pratique des choses retient surtout leur attention. Préoccupés avant tout de pourvoir à la sécurité intérieure d'un immense Empire, ils ne s'intéressent qu'au second degré aux exigences d'un conflit européen dont ils pensent à peu près unanimement que d'autres soldats que les leurs auront à supporter le poids.

Par contre, ils ont retenu des leçons de la première guerre mondiale l'importance majeure du matériel et ne négligent rien pour doter les quelques divisions de la Métropole d'un armement et d'un outillage de qualité. Mais, assurés qu'avec de l'or et du temps tout est possible à une Angleterre invulnérable, ils ne voient aucune raison de multiplier dès le temps de paix les unités de combat. Il leur suffit d'avoir constitué et d'avoir éprouvé dans les camps certaines formations modèles qu'ils décuplèrent en cas de guerre si par mal chance le besoin s'en faisait sentir.

Détestant la littérature, et surtout les polémiques, ils laissent aux « experts » et aux critiques le soin de se livrer dans la presse, dans les revues et dans les livres, à des discussions d'école sur les conditions des conflits modernes. Ils leur laissent tout dire, tout écrire, pourvu qu'ils ne se mettent pas systématiquement à la remorque des théories étrangères, car nos anciens alliés jugent l'Angleterre trop grande dame pour prendre exemple sur quiconque.

En fait, les experts britanniques professent sur la stratégie d'autres idées que les nôtres. La doctrine napoléonienne, celles de Clausewitz, de Moltke l'ancien ou de Schlieffen, ne trouvent pas auprès d'eux le même crédit que les leçons de Drake, de Blake, de Marlborough ou de Sherman. Ne les regardant plus comme classiques depuis que les armes nouvelles ont cloué les armées sur place de 1914 à 1918, ils les jugent mal adaptées à la complexité des problèmes que poserait une conflagration européenne appelée vraisemblablement à déclencher une lutte mondiale.

Par une sorte de paradoxe, la guerre de Sécession en Amérique, cette guerre civile dirigée en circuit fermé par des généraux presque tous improvisés, leur semble plus fertile en solutions dignes d'être méditées. Il en est de même de la campagne du Transvaal. Ils tiennent notre école française pour trop conservatrice, trop peu ouverte aux considérations politiques, économiques et sociales qui domineraient aujourd'hui toute conduite intelligente de la guerre. Ils l'estiment trop abstraite, trop encline à s'en tenir au raisonnement mathématique. Son enseignement, partiellement inspiré encore des campagnes types de 1866 et de 1870, leur paraît une médiocre interprétation de l'Histoire. Les conditions de la lutte ont, d'après eux, trop évolué depuis l'époque du fusil à aiguille et du chassepot pour qu'on puisse continuer de s'en rapporter aux conceptions des disciples d'un Maillard ou d'un Bonnal. Bref, ils nous trouvent très attardés et par trop soldats de carrière, au sens péjoratif du terme.

Les théories de Foch lui-même n'ont pas cessé depuis vingt-cinq ans d'être l'objet de leurs critiques, au point qu'on se demande si ces attaques systématiques ne se ressentent pas du malaise qu'éprouve encore aujourd'hui le vieil orgueil britannique à admettre qu'un Français ait pu commander les plus grandes armées que l'Angleterre ait jamais envoyées sur le continent. Londres a élevé une statue au Maréchal, mais le

sculpteur a représenté notre compatriote en uniforme de soldat de Sa Majesté ; et l'Histoire retiendra que nos voisins, dès qu'ils virent les offensives allemandes définitivement bloquées en 1918, s'empressèrent de demander son « limogeage » dans l'évidente arrière-pensée d'en finir avec un commandement unique impatiemment supporté.¹

A la vérité, il est contraire au caractère des Anglais et à leur instinct de faire bloc avec leurs alliés. Ils entendent se servir d'eux au maximum, mais en gardant entière leur propre liberté. Le Royaume-Uni ne voit rien en dehors de son intérêt particulier ; il ne se reconnaît d'obligation envers personne.

Le cabinet de Londres se flattait d'avoir des conceptions de guerre plus souples, plus détachées du passé que les nôtres, répondant mieux aux conditions de vie ou de mort des nations modernes, plus conformes à l'esprit essentiellement utilitaire de sa politique mondiale. Convaincu de posséder la supériorité stratégique universelle, quel que puisse être son adversaire éventuel, il envisageait les opérations d'un point de vue autre et géographiquement beaucoup plus large que le nôtre. Le côté purement militaire des choses ne lui paraissait pas nécessairement le seul intéressant ; entendant exploiter à son profit toutes les répercussions du conflit, il ne le séparait pas du côté commercial.

Parce qu'il n'était pas comme notre Commandement absorbé par la préoccupation immédiate de défendre ses frontières et de repousser une invasion, l'Etat-major impérial trouvait scolaires et futiles nos distinctions entre théâtres d'opérations principaux et secondaires. Sceptique sur la valeur des succès tactiques comme sur l'intérêt des gains de terrain, il admettait que nos conceptions pussent à la rigueur convenir à des sous-ordres chargés de quelque mission particulière dans un secteur limité, mais refusait d'y subordonner un plan général de guerre susceptible d'embrasser l'Europe entière et peut-être même le monde. Il nous reconnaissait une certaine valeur comme techniciens du combat, mais contestait que nous eussions des idées modernes et justes en matière de stratégie générale.

Convaincu des avantages que lui offrirait, grâce à une politique d'alliances, une généralisation du conflit, il voyait les choses à l'échelle de la planète et nous soupçonnait de ne les regarder qu'à la mesure de nos petites régions françaises de l'Est et du Nord-Est. Il attribuait l'étroitesse de notre horizon à notre position sur la carte et à nos traditions guerrières : nous étions, à ses yeux, trop vieux rivaux de l'Allemagne, trop mal placés vis-à-vis d'elle, trop exposés à ses coups, pour conserver la liberté de nous élever à des vues aussi vastes que les siennes. En somme, se situant fort au-dessus du plan technique, il traitait notre Commandement avec la condescendance qu'on doit avoir pour un collaborateur instruit, loyal, utile, nécessaire même, mais à tout prendre subalterne.

Dans le même ordre d'idées, il répudiait notre doctrine de l'offensive, niait que la destruction de l'armée ennemie fut le premier des buts à atteindre et ne voyait pas de raison pour que la bataille fut considérée comme l'unique argument de la guerre. Il niait la vertu du principe de la concentration des forces, pensait que pour atteindre un objectif il faut s'en proposer plusieurs et penchait pour les méthodes indirectes qui procurent le succès plus lentement que les autres, mais à plus bas prix. Il ne croyait pas à « l'Art », au coup de théâtre obtenu par la manoeuvre. Ses préférences allaient à ce qu'il appelait la stratégie des harcèlements multipliés.

Selon lui, des luttes aussi gigantesques que seraient celles de l'avenir, engagées sur d'immenses théâtres d'opérations, ne pouvaient se terminer en quelques semaines par une grande victoire décisive. Les armes automatiques, les fortifications cuirassées des frontières avaient définitivement rejeté ce genre de solution parmi les souvenirs du passé. L'idéal lui paraissait être d'avoir raison du peuple ennemi sans combattre, ou en combattant le moins possible, par le jeu d'une sorte de mécanisme pressant ce peuple de toutes parts et l'étouffant progressivement. D'où sa théorie du blocus.

La vraie mission des armées, ce serait de concourir à la paralysie, à l'asphyxie de l'ennemi. Elles compléteraient à leur manière l'action maritime, économique, politique et psychologique du blocus, en réprimant brutalement toute tentative des forces adverses pour en briser l'encerclement. Cette tâche ingrate et absorbante, on la confierait aux alliés, cependant que l'Angleterre, grâce à la maîtrise des mers, continuerait de développer ses activités commerciales et d'accumuler les profits. Ainsi comprise la guerre devenait une oeuvre de coercition poursuivie par toutes sortes de moyens au nombre desquels la démoralisation de

¹ Il avait fallu l'effondrement de Lloyd George, qui voulait à toute force rembarquer ses troupes après le désastre de l'armée du général Gough en Picardie, pour faire décider ce commandement unique à la conférence de Doullens, malgré l'opposition tenace de sir Douglas Haig et de l'Etat-major impérial. Encore la chose ne fut-elle acceptée, grâce à l'autorité de lord Milner, avec d'ailleurs des restrictions mentales, que parce que nous avions sauvé la situation en jetant vingt-cinq de nos meilleures divisions dans la brèche ouverte par la défaite britannique. Si le récit véritable de cette dramatique conférence n'a jamais été publié, c'est que Clemenceau s'opposait à ce qu'on « défigurât l'image que nos peuples se sont faits de la victoire ».

l'adversaire figurerait au premier rang, puisqu'on s'en prendrait à ses familles et à ses biens au moins autant qu'à ses soldats.

Pour Londres, notre situation particulière, en limitant notre champ d'action de la Mer du Nord à la Suisse, faisait de nous des associés de second rang, pour ne pas dire des auxiliaires. Nous n'avions par conséquent aucun titre à discuter sa façon de voir. Sa stratégie, basée sur des avantages géographiques et maritimes exceptionnels, comme sur d'immenses possibilités industrielles et financières, avait sa vérité à elle, très supérieure à la nôtre. Il était normal qu'elle prévalût, parce qu'elle était seule capable d'aboutir aux moindres risques et avec une absolue certitude à la dislocation politique et morale de l'ennemi, à l'effondrement de son économie et à sa capitulation totale. Peut-être était-ce une stratégie de siège, mais tout aussi offensive que nos conceptions hasardeuses de spécialistes du coup de force, en tout cas moins sanglante, moins onéreuse et beaucoup plus efficace, puisque, si elle ne détruisait pas ses troupes, elle épuiserait l'ennemi et le ruinerait pour des années. On l'avait bien vu en 1918 : la reddition des escadres allemandes à Scapa-Flow n'avait ressemblé en rien à l'éclatant et coûteux triomphe de Trafalgar, mais elle avait été tout aussi profitable à l'hégémonie britannique sur l'Océan.

Notre Commandement se réclamait des leçons de Napoléon, l'Etat-major impérial ne s'en réclamait pas moins. Napoléon n'avait-il pas lui aussi cherché à vaincre l'Angleterre, en quelque sorte par la bande, en l'attaquant sur le Danube, en Egypte, au Portugal, en Espagne, au Danemark ? N'avait-il pas essayé de la réduire par le blocus continental ? S'il avait échoué, c'était pour des raisons qui ne mettaient pas en cause la justesse de ses vues.

C'est nous, Français, qui avons mal compris l'Empereur en ramenant ses souples méthodes à trois ou quatre principes absolus. C'est nous qui avons dénaturé ses idées à force de les pousser à l'extrême. Partageant l'erreur de Clausewitz, nos professeurs à oeillères en avaient fait un doctrinaire alors que l'étude de ses campagnes démontre qu'il n'y eut pas de plus grand opportuniste, de militaire plus affranchi des formules. Politique autant et peut-être plus encore que soldat, c'est parce que ces deux qualités s'accordaient au plus haut point en sa personne qu'il avait fait de grandes choses.

Enfin l'histoire anglaise valait bien celle de la France : ne contenait-elle pas des enseignements aussi probants que la nôtre ? Sans remonter jusqu'aux guerres d'esprit commercial des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles, les alliés n'avaient-ils pas acculé l'Allemagne à la défaite, en 1918, sans avoir gagné une seule bataille décisive, sans avoir détruit ses armées de terre et de mer, sans même avoir envahi son territoire, par le seul jeu d'un blocus de plus en plus resserré ? N'était-ce pas la preuve de la supériorité de la stratégie anglaise sur les concepts de guerre français ? Pourquoi rechercher la bataille au prix où se paie le succès avec les armes actuelles, quand il est possible d'étrangler l'ennemi sans entamer ses propres ressources ? Il n'y a de vainqueur que celui qui termine la guerre avec ses forces intactes. Pour avoir voulu en finir d'un coup, en soldats, nous avons failli tout perdre, nos théories offensives n'avaient abouti qu'à des hécatombes insensées. L'opinion anglaise se faisait une idée trop positive de la conduite des opérations pour y mêler des arrière-pensées de vaine gloire. Accoutumée aux échecs, la seule chose dont elle pensait qu'il fut permis de s'enorgueillir c'était de marquer le dernier point, et non pas de réussir telles opérations plus ou moins correctes et brillantes d'après la doctrine.

Le gouvernement de Sa Majesté partageait ce sentiment et se défiait des préjugés professionnels. Il se ralliait volontiers à cette opinion bien connue du maréchal lord Wellesley, que les meilleurs sous-ordres font rarement les meilleurs chefs. De fait, M. W. Churchill, médiocre lieutenant de hussards, est devenu le super-stratège de l'Empire.

Insulaires et coloniaux, les Anglais raisonnent en s'appuyant sur le dogme de l'inviolabilité de leur pays, en se basant sur le préjugé de sa toute-puissance maritime, commerciale et financière. Ils ne perdent pas de vue la mappemonde. Pour eux, l'Europe n'est qu'une petite partie de ce globe dont ils contrôlent, ou peu s'en faut, toutes les ressources immédiatement exploitables, une partie en somme moins étendue que le Canada ou l'Australie. Ils la regardent de haut et s'expliquent mal que les Etats dont elle se compose puissent émettre la prétention de se soustraire à leur volonté.

Détenteurs d'inépuisables richesses, maîtres des carrefours de la terre, vivant à profusion de la substance d'immenses populations de couleur, inspirant ou imposant leur politique à une douzaine de nations européennes, ils ont édifié sur ces privilèges inouïs une stratégie qu'ils jugent infiniment supérieure à celle des pays dépourvus de possibilités pareilles aux leurs.

Qu'une nation pauvre, sans colonies, exclusivement continentale comme l'Allemagne, aussi manifestement surclassée à l'égard des matières premières, en soit réduite en cas de guerre à chercher une

décision de champ de bataille, et une décision rapide, voilà qui apparaît à ces marchands comme le signe de son irrémédiable faiblesse. Si elle prétend vaincre et se hausser au premier rang, une telle nation n'a pas le choix : sa seule chance est de s'armer à outrance, de se tenir prête à se jeter sur l'adversaire avant que celui-ci ait eu le temps de réunir ses moyens. Mais l'Angleterre, au delà des mers, est à l'abri de toute surprise. Un grand empire mondial comme le sien n'en est pas et n'en sera jamais réduit aux expédients. Il échappe aux contingences. Ses activités maritimes et commerciales ne sauraient être atteintes, en aucun cas. Si donc il lui fallait mobiliser, il le ferait à loisir, couvert sur le continent par les armées de ses clients européens.

Et cette fois plus que jamais, car, fait nouveau et essentiel, les organisations défensives de la ligne Maginot avaient enlevé à l'Allemagne toute possibilité de victoire brusquée. Les usines anglaises et françaises se monteraient, se multiplieraient et travailleraient méthodiquement derrière cet infranchissable rempart. Que le Reich s'épuisât contre lui en sanglants et vains assauts, ce serait la preuve qu'il ne disposait d'aucune solution de rechange, que sa stratégie était d'avance jugulée par des facteurs échappant à son contrôle et qu'il lui faudrait bon gré mal gré en passer par la volonté de son adversaire. La ligne Maginot, en tant qu'élément d'infrastructure de la stratégie d'outre-Manche, jouissait d'une grande faveur au War Office. Elle justifiait cette stratégie et, si paradoxal que cela parut, lui conférait l'initiative si nécessaire à la guerre.

A l'Etat-major impérial, personne n'aurait supposé que la nation put en être réduite un jour à subir la loi de l'adversaire. Et s'il fallait, pour accélérer le cours des événements on pour parer à quelque accident, en venir à des coups de force, ce serait l'affaire des alliés, de ces alliés qu'on trouve toujours avec de l'or. La méthode des mercenaires et des subsides avait réussi pendant trois siècles et dans des conditions autrement aléatoires, pourquoi vaudrait-elle moins à une époque où le Royaume-Uni était plus fort, plus prestigieux que jamais, alors que l'ennemi était littéralement muré à l'Ouest et que son potentiel de guerre dépendait de denrées et de matières que la Providence avait eu l'esprit de remettre en quasi totalité entre les mains de son adversaire ?

Ainsi s'était édifiée sur des bases en apparence inattaquables une stratégie à laquelle des nations sans colonies, sans expansion maritime et sans or, ne pouvaient en aucune façon prétendre, une stratégie à prolongements illimités dans le temps et dans l'espace, une stratégie au seul usage des Britanniques parce qu'accordée à leurs énormes ressources. L'Allemagne, comme par le passé, resterait prisonnière de formules de guerre agressives, mais à coup sûr inefficaces puisque aucune d'elles ne pourrait mettre en question la résistance et encore moins l'existence de son ennemie. Qu'elle fit décimer ses effectifs en vaines batailles continentales, en sacrifices démesurés, cela ne pouvait qu'être agréable à l'invincible Angleterre : l'infériorité de sa position géographique et de ses forces économiques la condamnait par avance à la défaite.

La stratégie impériale ne se plierait donc à aucune règle d'école, elle revêtirait un caractère multiforme et pour ainsi dire tentaculaire ; elle mènerait la lutte à sa guise, comme la pieuvre qui finit par avoir raison de sa proie en paralysant tour à tour ses diverses défenses. On n'en était plus outre-Manche aux pages héroïques d'Azincourt et de Blenheim. La City avait eu depuis lors le temps de naître, de se développer et d'exercer son influence réaliste sur les esprits. Son goût du lustre n'allait pas loin en ce qui concerne les armes. Elle pensait prosaïquement qu'il faut vivre avec son temps et que lorsqu'on est le plus riche, le plus écouté et le mieux placé dans le monde, il n'est pas de valeur morale ou militaire qui compense ces avantages. Et elle concluait que ce ne serait plus dans de glorieuses batailles que se déciderait la victoire, mais par un travail méthodiquement conjugué d'obstruction et de destruction des centres nerveux de l'ennemi aujourd'hui plus vulnérables qu'autrefois. Bref, elle se flattait d'une objectivité, d'une souplesse, d'une variété et d'un modernisme auxquels nos traditions de soldats, nos vieilles querelles et surtout notre frontière commune avec l'Allemagne nous empêchaient de parvenir.

Ses historiens sont unanimes à le reconnaître, la guerre n'intéresse l'Angleterre qu'en tant qu'affaire lucrative. La Grande-Bretagne ne se bat que pour s'affirmer et s'agrandir encore. Son ascension au rang de super-nation a été à ses débuts le résultat d'une série d'entreprises privées, encouragées plus ou moins ouvertement par l'Etat, dont personne ne nie, de l'autre côté du Canal, qu'elles aient eu un net caractère de piraterie. Il s'agissait d'effectuer, à coups de canon, des opérations commerciales dont on attendait de substantiels dividendes. Chasser des mers les pavillons étrangers, dépouiller le Portugal, l'Espagne, la Hollande et la France de leurs possessions d'outre-mer n'était pour les marchands britanniques qu'une façon plus radicale, plus expéditive que les autres de supprimer la concurrence et de s'acheminer vers le monopole du trafic maritime et colonial. Toute la question était d'y réussir aux moindres risques et surtout aux moindres frais. On n'en venait à la bataille que faute de l'emporter par l'intrigue, la menace ou le chantage. Rendons-leur cette justice, souverains et Parlements, armateurs et négociants, ont montré, dans la recherche des solutions de ce problème utilitaire, à défaut d'honnêteté, une unité de vues et une constance auxquelles

leur pays doit sa prédominance mondiale, et, ce qui est plus singulier, son prestige auprès de ceux-mêmes qui furent ses victimes.

Cette politique exaltée dans tant d'ouvrages d'outre-Manche, et d'autant plus vantée qu'elle a coûté moins de sang et rapporté plus de profits, a fini, avec le temps, par faire naître chez les Anglais un sens de l'honneur assez différent du nôtre. Elle leur a donné de plus le sentiment qu'il ne saurait y avoir aucune commune mesure entre eux et les autres peuples, ni dans l'ordre moral, ni dans l'ordre matériel. Qu'on se souvienne de ce mot trop peu connu de lord Cecil, un des plus zélés et des plus pieux protagonistes de la Société des Nations : « Les Nègres commencent à Calais. » Trait d'humour à la Swift, dira-t-on, mais combien significatif de l'état d'esprit de nos voisins : il donne une idée de la conviction qu'ils ont de leur prééminence en tout. L'honneur, pour un Britannique, c'est le dévouement exclusif aux intérêts de sa nation, quelles que soient les injustices et les dommages qui puissent en résulter pour les tiers. Il n'y a pas en Grande-Bretagne d'honneur en valeur absolue. Il y a un honneur anglais comme il y a une justice, une diplomatie, un commerce anglais, un honneur sans rien de chevaleresque, subjectif, variable suivant les circonstances et ne relevant que du libre examen cher aux consciences d'outre-Manche. Sentiment souvent paré d'un souci de respectabilité extérieure qui lui sert de manteau de Noé, mais parfaitement indifférent au jugement de l'étranger. Le sujet de Sa Majesté est un gentleman avant tout réaliste, même quand il porte l'uniforme. Il ne conçoit l'altruisme qu'en tant que thème de propagande et comme manifestation à l'usage externe de sa moralité chrétienne. Il est trop imprégné de matérialisme pour se laisser entraîner à des guerres d'idéologie ou de solidarité. Il n'a pas le goût des croisades. A qui pourrait en douter, il suffirait de rappeler, pour ne parler que du présent, ses attitudes successives en 1940 et 1941 vis-à-vis de la Finlande, certaines scènes odieuses de la retraite de Dunkerque, l'attentat de Mers-el-Kébir, ses entreprises sur Dakar, le Gabon, le Congo, Tahiti, la Nouvelle-Calédonie, la Syrie et Madagascar, enfin sa scandaleuse alliance avec le bolchevisme russe. Son insensibilité à l'égard des souffrances d'autrui, son mépris du sang des autres témoignent de sa certitude que tout se justifie et s'absout par les résultats acquis. Ainsi s'expliquent tant de forfaitures et de violences qui déconcertent quand on lit les annales de ce grand peuple.

L'Angleterre regarde l'égoïsme comme la plus cardinale de ses vertus politiques. Elle est la seule nation qui ne se soit pas pardonné les sacrifices sanglants consentis à la cause commune au cours de la première guerre mondiale. Elle estime qu'en rompant avec sa vieille tradition de faire faire la guerre continentale par ses alliés, elle a commis, de 1914 à 1918, la plus grande faute de son histoire. Elle reproche à ses dirigeants d'alors de s'être laissés entraîner par l'Etat-major français à jeter deux millions d'hommes sur notre sol et nous tient rigueur d'avoir voulu et cherché une décision d'ordre militaire, en prenant l'offensive en Lorraine et en Belgique, à la fin d'août 1914.

Elle prétend que c'est la destruction des meilleurs éléments de nos troupes dans la bataille des frontières qui, par la suite, a causé la mort de tant de ses fils ensevelis dans les plaines des Flandres et de la Picardie. Ses experts affirment que, si nous avions gardé une attitude défensive, nous aurions contenu la poussée allemande avec l'appui du petit corps du maréchal French et que la guerre eut été gagnée - comme en effet elle l'a été - par le simple jeu du blocus, mais sans encourir autant de frais et de risques.

Elle voit, dans le fait que lord Kitchener et le général sir Henry Wilson ont réussi à l'engager à ce point dans la lutte continentale, une preuve du danger qu'il y a à s'en rapporter à des chefs de formation étroitement professionnelle. Aujourd'hui, Kitchener, malgré ses lauriers, passe outre-Manche pour un technicien à oeillères ; quant à Wilson, il lui sera toujours reproché de s'être inféodé aux doctrines militaires françaises au point d'en avoir oublié la tradition britannique. Pour n'avoir pas su résister aux suggestions de ces deux hommes, le gouvernement de Lloyd George est assuré de ne pas faire grande figure dans l'Histoire.

Le premier des Pitt s'était montré d'une autre trempe, qui avait gagné la Guerre de Sept ans sans envoyer en Europe autre chose que des subsides.

Depuis quatre lustres, les discussions conduites de la première guerre mondiale ont tourné en Grande-Bretagne à l'avantage des partisans du retour à la stratégie nationale. Les événements leur faisaient la partie belle. Ils démontraient la stupidité des tueries dues aux erreurs de l'Etat-major français. Ils prouvaient que si, au lieu de se jeter à corps perdu dans une lutte terrestre qui n'était pas son affaire, leur pays s'était borné à ravitailler ses alliés ; que s'il avait limité son effort au resserrement du blocus et à l'attaque de certains points excentriques de la coalition ennemie ; que, surtout, s'il avait fait une politique vraiment anglaise, il n'aurait pas terminé la guerre dans l'état d'épuisement physique et moral dont sa politique intérieure et extérieure a souffert au cours des années qui ont suivi. Car le relèvement de l'Allemagne n'avait

été possible que parce que les vainqueurs étaient sortis du massacre aussi mal en point que les vaincus. Ils convainquirent tout le monde, politiciens et militaires, gens d'affaires et gens de la rue, d'en revenir à la méthode qui avait eu raison du génie de Napoléon et qui avait porté l'Angleterre au premier rang des nations. Dès qu'on eut appris le réarmement de l'Allemagne, il fut entendu qu'on referait une guerre d'usure, mais qu'on s'arrangerait pour que cette guerre n'usât que les ennemis et les alliés. L'Amirauté avait poussé vigoureusement dans ce sens. Elle craignait qu'une stratégie à la française n'enflât le budget du War Office au détriment de ses crédits et elle se considérait comme le pivot de la stratégie impériale, comme la cheville ouvrière de la victoire.

Notre Commandement n'a trouvé grâce devant le Cabinet de Londres que parce qu'il s'était rallié à l'idée de ne plus courir d'aventures. Les insulaires lui savaient gré de ne plus leur demander d'armées, d'avoir construit la ligne Maginot et de s'employer à compléter les organisations défensives du front Nord. Ces fortifications répondaient pleinement à leurs vues ; elles faisaient partie des éléments constitutifs du blocus. Si l'Angleterre admettait de nous envoyer quelques corps motorisés dotés d'un outillage de luxe, c'était pour faire acte de présence et donner à nos soldats une haute idée de la puissance britannique. Elle comptait exploiter son geste munificent à la conclusion de la paix. Mais aller au delà de cette manifestation symbolique et s'exposer à perdre encore plusieurs centaines de milliers d'hommes sur notre sol, elle s'y refusait absolument.

C'est pourquoi nous l'avons vu procéder avec une extrême lenteur à une mobilisation spectaculaire et réduite. L'opinion française avait fini par s'émouvoir de ces retards dont elle ne s'expliquait pas la raison ; elle réclamait la conscription et le service obligatoire. Notre Gouvernement intervint pour qu'aucune campagne de presse ne fut menée qui put indisposer nos alliés. C'est après le désastre de juin 1940 seulement que les Britanniques, comprenant que leur stratégie traditionnelle les menait à la faillite et qu'il leur faudrait, cette fois, combattre pour leur existence, se sont rendu compte que lord Kitchener et le général Wilson pouvaient n'avoir pas eu tout à fait tort en les poussant dans la voie de la « nation armée ».

Ainsi, l'Angleterre était décidée à ne prendre part aux opérations continentales que dans la mesure où la présence de ses troupes garantirait la bonne tenue de ses associés. Encore le ferait-elle sans conviction, à moins cependant -que ne s'offrit une occasion de s'emparer à bon compte de quelque territoire sans défense, susceptible de servir plus tard de gage ou même d'entrer dans le Commonwealth. Elle instruirait, elle équiperait des soldats, mais le moins possible d'Anglais, pour ne pas troubler ses activités normales. Elle emploierait les divisions impériales, c'est-à-dire les Britanniques de seconde zone : Canadiens, Australiens, Sud-Africains, Néo-Zélandais, et tous ses peuples de couleur, puisque, hélas ! l'heureux temps était passé où elle pouvait acheter des mercenaires aux principicules de l'Europe centrale.

Elle prendrait, bien entendu, la direction supérieure des hostilités pour les maintenir dans le cadre de sa stratégie générale, mais son effort particulier, elle le porterait sur la mer et sur le blocus, ce blocus dont l'efficacité ne manquerait pas de compenser tous les échecs terrestres.

Car, puissance maritime, et la plus forte du monde, elle partait de cet axiome que la guerre serait gagnée grâce à la maîtrise des océans dont elle était seule à disposer. Elle estimait qu'en mettant sa flotte militaire et commerciale au service de ce qu'elle appelait la cause commune, elle ferait pour le succès plus qu'aucun autre de ses alliés. Le facteur essentiel et décisif, faute duquel tout ne pouvait être qu'incidents, chances diverses ou revers, c'est elle qui l'apporterait. Se rallier à elle, c'était donc se rallier à la victoire.

Cet argument, confirmé par les fastes d'une longue histoire, rencontrait peu de contradicteurs dans les chancelleries européennes, en France moins que partout ailleurs. Ses défenseurs n'oubliaient qu'une chose, c'est que, si la victoire était anglaise, la paix, aussi, serait anglaise, comme autrefois, comme toujours.

Autre dogme fondamental de la stratégie britannique : la guerre ne paye que si l'ennemi seul est à bout de forces et pour longtemps épuisé au moment de déposer les armes. La guerre d'usure pour tout le monde ne fait ni vainqueur ni vaincu. C'est la pire des solutions. Or, le Royaume-Uni ne combat que pour abattre un rival et développer sur ses ruines sa propre puissance industrielle et commerciale. Il doit donc dépenser dans la lutte un minimum de forces, conserver et même étendre pendant cette lutte ses activités économiques, ménager ses troupes, ne les mêler que le moins possible aux batailles et les garder pour le jour où les ennemis comme les alliés, à bout d'énergie, totalement fourbus, seront obligés de cesser le feu. Au point de vue politique, l'Angleterre ne voit que des avantages à ce que les uns et les autres restent ruinés et décimés. Elle ne commet pas l'erreur de distinguer entre compagnons d'armes et adversaires. Point de sentiment en affaires. Dans une guerre de coalition, n'est victorieuse que la nation qui sort sans blessures graves, sinon

indemne de la tourmente, alors qu'associés et ennemis vont devoir souffrir et peiner pendant des années pour panser leurs plaies et se relever. Et l'Angleterre entend bien être cette nation-là. Aussi sa stratégie tient-elle compte des éventualités de l'après-guerre. La fumée et le bruit des canonnades ne l'empêchent pas de les envisager distinctement, ne la détournent point de se préparer à les exploiter à son profit. Ses opérations sont toutes combinées en fonction de ses préoccupations mercantiles et, du moins tant que les événements ne prennent pas trop mauvaise tournure, son idéalisme n'est qu'un masque mis sur son visage véritable pour galvaniser ses alliés. De ces considérations, il résulte en fin de compte que l'Angleterre, faisant litière de tout ce qui, lois humaines ou divines, risquerait d'en compromettre l'effet, édifie toute sa stratégie sur un blocus de l'ennemi organisé à la mesure de ses moyens : blocus gigantesque, multiforme, englobant au besoin la terre entière. Elle se fait de ses droits de belligérante une conception hautaine et simple, résumée dans cet orgueilleux et immuable sophisme : « Je combats pour la défense de la civilisation contre la barbarie, ma victoire signifiera la liberté de tous les peuples ; par conséquent, tous les peuples doivent m'aider à la remporter, sous peine de perdre leur indépendance. »

Comment une position aussi superbe et aussi nette pourrait-elle ne pas lui conférer des droits prééminents vis-à-vis des nations assez inconscientes pour refuser de se ranger à ses côtés ? Aussi prétend-elle leur faire comprendre que ses actes à leur égard ne sont, sous leur apparence parfois brutale, que manifestations généreuses de sa volonté désintéressée de les sauver, malgré eux, de l'esclavage.

D'un pareil principe il découle que quiconque entend rester neutre et continue de commercer avec l'adversaire de l'Angleterre, s'avère l'ennemi des libertés européennes. En le bloquant, en l'affamant, en saisissant ses navires, en s'emparant au besoin de son territoire, en l'entraînant même dans la guerre, la Grande-Bretagne fait à sa place oeuvre de prévoyance et lui rend un immense service. Ainsi Londres excuse-t-elle, au nom d'une moralité supérieure, le rapt plus ou moins déguisé de près de dix millions de tonnes de bâtiments neutres et toute une série d'exactions et de violences dont personne ne devrait avoir le front de se plaindre.

L'Anglais excelle à exploiter son prestige, à spéculer sur la veulerie d'autrui et à couvrir ses brigandages de prétextes humanitaires et religieux. Ses agressions préméditées contre les peuples qui n'ont rien à voir dans sa guerre et contre les plus faibles d'entre eux, ses agressions qui feraient croire à première vue qu'elle cherche des succès faciles partout où l'ennemi ne se trouve pas, revêtent au fond un caractère essentiellement utilitaire et méthodique. Elles se relient étroitement à sa stratégie d'ensemble, elles en font partie intégrante et contribuent chacune pour si négligeable qu'elle puisse sembler aux yeux d'un observateur superficiel, à resserrer les écrous de cet énorme mécanisme politique, économique et militaire que constitue le blocus.

CHAPITRE II

Conception anglaise de la stratégie de coalition. - Le droit au commandement. - Tout le monde peut et doit vivre... sous la dépendance britannique. - L'espace vital vu de Londres. - Des mercenaires pour cette basse besogne qu'est la guerre. - La victoire dépend de la puissance navale, c'est-à-dire de l'Angleterre ; elle ne peut donc être qu'anglaise. - Préoccupations secondaires en ce qui concerne les forces de terre et de l'air. - Militairement les Britanniques n'ont pas besoin d'être prêts, au sens continental du terme. - Il n'est pas de meilleures armes que l'intrigue, le chantage, la propagande et l'or.

L'aristocratie Angleterre ne conçoit que des guerres de coalition ; elle ne se battrait jamais seule, ce qui prouve par parenthèse que cette souveraine puissance dont elle fait si grand étalage est plus apparente que réelle. Elle achète des concours, impose sa stratégie, arme des millions d'Européens, d'Asiatiques et de Noirs, mais elle épargne ses propres hommes pour rester maîtresse du jeu. Et, si paradoxal que cela paraisse, elle justifie cette attitude par son désintéressement : sa politique, prétend-elle, ne saurait être soupçonnée d'égoïsme, c'est une politique de protection, de soutien, d'assistance, comme d'ailleurs sa stratégie. La croire envieuse, jalouse, accapareuse serait se tromper. A son niveau on est au-dessus de toute ambition.

Cependant, pour décider les autres à se faire tuer, force lui est bien de s'allier avec eux. Or, par principe, l'Angleterre n'aime pas les alliances. Elle s'en défie ; elle les regarde comme des pis-aller, des expédients valables seulement pour le temps de guerre, indignes d'elle en période normale. Des années durant, elle a fait miroiter son appui aux peuples qu'elle voulait dresser contre le Reich, sans jamais s'engager ferme, même avec la France dont le concours lui était pourtant indispensable en cas de conflit. Il a fallu l'entrée des Allemands à Vienne et à Prague pour que, inquiète au sujet de sa prédominance dans les Balkans, elle ait consenti à garantir in extremis l'intégrité de la Pologne, de la Roumanie et de la Grèce. Elle avait, la première, abandonné la Tchécoslovaquie, et ce n'est que du jour où elle s'est résolue à recourir à la force qu'elle nous a promis formellement son « assistance ».

Pourquoi cette affectation de « splendid isolation » alors qu'elle ne cesse d'intriguer dans les chancelleries en vue d'étendre son contrôle sur l'Europe ? Pourquoi cette persistance dans les attitudes équivoques jusqu'au bord des catastrophes, et ces réticences qui finissent par rendre ces catastrophes inévitables comme en 1914 ?

Parce que s'allier, c'est se lier et qu'une altière nation, maîtresse des deux cinquièmes du monde, une sorte de super-nation, ne saurait s'allier sans se mésallier et, surtout, sans aliéner sa liberté.

La pharisaïque Angleterre se plaît à faire entendre qu'elle n'a besoin de personne, qu'elle surclasse, protège et conseille, comme il se doit à son rang. Lorsqu'elle condescend à s'engager, c'est par générosité, pour défendre quelque grand principe, mais c'est aussi et toujours sous la forme la plus transitoire, pour la durée d'une crise grave. Cette crise passée, dès que les concours et que les soldats deviennent inutiles, elle reprend sa liberté ; aucune de ses promesses ne tient plus. Se flattant d'avoir sauvé ses associés, elle trouverait inconvenant que ceux-ci lui fissent part d'autre chose que de leur reconnaissance. Elle ne donne pas, elle prête en échange de substantielles et durables compensations. Son appui, paré des plus beaux prétextes, n'est jamais qu'un moyen de faire prévaloir ses intérêts. Elle admet, bien entendu, que tout le monde vive, mais sous la réserve que ce soit sous sa dépendance.

Les nations qui émettent la prétention de se passer d'elle, de ses agents, de ses navires, de son « aide » économique et financière, celles qui veulent vivre leur propre vie, commettent à son égard un acte inamical, pour ne pas dire hostile, et doivent s'attendre à des sanctions. On l'a vu en 1935 quand l'Italie, après avoir subi la tutelle de l'Angleterre pendant plus d'un siècle, s'est avisée de s'inspirer de son exemple en conquérant l'Abyssinie. Cette puissance pauvre et surpeuplée avait pourtant de pressantes raisons d'acquérir des territoires d'expansion ; elle ne nuisait à personne en se proposant de transformer les derniers marchés d'esclaves en foyers de civilisation. La France n'avait-elle pas soumis depuis 1830 une grande partie de l'Afrique ? En 1900, l'Angleterre n'avait-elle pas asservi par la force, non pas des nègres mais des Hollandais, au Transvaal, pour s'emparer de leurs mines d'or après les avoir autrefois dépossédés de leur colonie du Cap en violation des traités ? En 1894, les Etats-Unis n'avaient-ils pas cherché à l'Espagne la plus odieuse des

querelles pour la chasser des Antilles et des Philippines ?

Mais la Grande-Bretagne n'a pas le sens de la réciprocité. L'équité et la liberté ne figurent à son vocabulaire que pour masquer ses intérêts. Se considérant comme hors concours, elle n'accepte pas que d'autres puissent se permettre d'imiter sa politique, même sur une petite échelle ; aucun pays ne s'est plus énergiquement prononcé contre la théorie de l'espace vital et aucun n'a appliqué cette théorie avec plus de continuité et de dureté.

Si Londres n'a pas alors déclaré la guerre à l'Italie, c'est d'abord parce qu'il eut été impossible de déclencher une conflagration européenne à propos de l'Ethiopie ; c'est ensuite parce qu'à l'époque la Royal Navy n'avait pas dans ses dépôts les munitions nécessaires pour trois jours d'hostilités. L'incurie du gouvernement Mac Donald et la réserve des chancelleries ont permis aux Italiens de mener à bien leur entreprise.

Le royaume britannique, fétichiste des vieilles coutumes, en est resté aux méthodes du XIIIe siècle. Il a conservé le goût de faire régler ses querelles par des valets, comme au temps de George III.

Il répugne à se commettre ; ce serait reconnaître à ses partenaires une sorte d'égalité. Inspiré par son mépris de tout ce qui n'est pas anglais, il préfère traiter de supérieur à inférieur en faisant tinter son or. L'or, pour qui sait s'en servir, est un argument de maître. Il fait lever des armées. Et si par malchance il échoue, quoi de plus simple que de recourir au coup de force, comme en 1941 à Belgrade, à Bagdad et à Téhéran.

Leurs Seigneuries avaient déjà en 1801 comploté l'assassinat du tsar Paul 1^{er}. L'Angleterre sait le moyen de se faire comprendre des dirigeants et de s'assurer les subalternes, et elle agit en si grande dame que ceux qu'elle achète s'en trouvent souvent fort honorés.

De tous les pays du monde, elle est le seul qui ait non seulement gardé mais perfectionné et élargi le vieux système des sergents recruteurs. Pour cette basse besogne qu'est la guerre, il lui faut autant que possible des mercenaires. Même dans la marine, objet de son grand orgueil, sang de son cœur, expression de sa toute-puissance, ses équipages sont composés d'étrangers dans la proportion de 50%, sauf sur les navires de bataille. En temps de guerre, tout ce qui, blancs, noirs ou jaunes, sue, peine ou crève dans les fonds, tout ce qui sombre avec le navire ou bourlingue par tous les temps sur des bâtiments sacrifiés, elle le recrute de gré ou de force, à grands coups de gin et de whisky, dans les escales du monde entier. Seuls les officiers, la maistrance et, pour une part, l'armement des artilleries sont de vrais sujets de Sa Majesté.

Cette façon d'honorer le métier des armes n'a rien de très idéaliste ; elle rappelle par trop la chiourme. Cela n'empêche pas la propagande londonienne de se livrer à des considérations de grand style sur la fraternité humaine ; quand on se bat pour des coffres-forts on n'y regarde pas de si près en matière de probité intellectuelle. Mais ce mépris des sentiments et de la liberté du bas personnel chargé de soutenir l'honneur de l'Union Jack ne va pas sans inconvénients. Il pourrait bien être à la base de cette infériorité constante montrée par les Britanniques dans leurs rencontres avec un ennemi qui, lui, combat pour sa vraie patrie, avec ses propres enfants. Chose plus grave, cette exploitation outrancière de pauvres bougres ramassés un peu partout signifie jusqu'à l'évidence que l'Angleterre est incapable, à elle seule, de justifier par la force sa prétention à l'hégémonie mondiale. L'Histoire dira si elle a raison de ne pas vouloir se souvenir que Carthage a péri pour avoir confié ses destinées à des armées de mercenaires et que l'Empire romain a commencé de s'effondrer le jour où il a remplacé dans ses légions les citoyens par des barbares.

Quand on ne lutte pas pour son existence, mais pour mettre chaque peuple à la place qu'on juge convenable de lui assigner ; quand on se bat par altruisme pour instaurer dans le monde une nouvelle et bienfaisante paix anglaise, on est en droit de réclamer l'exercice du Commandement. Il ne serait plus question, cette fois, de commettre la folie de faire dépendre la stratégie anglaise de la stratégie française, comme en 1914. Le Cabinet de guerre était décidé à faire prévaloir ses vues et ses méthodes. Envisageant l'étranglement progressif du peuple ennemi, il voyait dans sa démoralisation un des plus sûrs moyens de préparer la victoire. Selon lui, l'Allemagne se trouvait dans de moins bonnes conditions de résistance qu'il y a vingt-cinq ans. Elle n'avait en quantité suffisante ni or, ni pétrole, ni matières premières. Son armée, nouvellement formée, ne disposait pas de plus de quatre ou cinq classes instruites, elle manquait de cadres supérieurs et subalternes et n'avait eu ni le temps ni les moyens de reconstituer entièrement son matériel. Sa population, sous-alimentée depuis longtemps, subissait la tyrannie d'un parti encombrant et agressif, mais fort éloigné de représenter l'unanimité du pays. Le national-socialisme, s'il ne s'effondrait pas aux premiers revers, s'effriterait vite sous les coups de la guerre économique. La nation supportait mal un régime autarcique exigeant d'elle une tension anormale de ses diverses activités. Elle n'était pas remise des terribles crises sociales traversées après la défaite.

Trop d'intérêts avaient été lésés, surtout dans les classes dirigeantes et moyennes, pour que ces classes ne conservassent pas un secret espoir de revanche. L'Allemagne impériale, autrement solide que la dictature hitlérienne avait, malgré ses victoires, succombé aux misères et aux souffrances imposées par le blocus ; la même cause produirait les mêmes effets. Londres s'abandonnait à l'optimisme sur la foi des renseignements qu'apportaient à qui mieux mieux les émigrés juifs d'outre-Rhin. Les discours de ces ardents bellicistes éveillaient d'autant plus d'échos dans les milieux dits informés qu'ils s'accordaient avec la volonté de la City d'en finir avec les méthodes commerciales du nouveau Reich dont les gens d'affaires et de finance craignaient qu'elles n'arrivassent à ruiner le système économique qui avait fait leur fortune.

Le Cabinet de Downing Street s'en tenait donc plus que jamais à son système de bloquer l'Allemagne, de l'affamer, d'empoisonner son moral, de multiplier le nombre de ses ennemis et d'attendre avec confiance les effets de cette stratégie en vertu du vieux principe que le temps travaille toujours pour l'Angleterre. Il entre dans le complexe de guerre britannique autant d'esprit commercial que d'esprit politique ou militaire. Une lutte qui paralyserait les affaires au lieu de faciliter leur développement ne vaudrait pas d'être entreprise. Le blocus a, entre autres mérites, celui d'offrir maints prétextes à combinaisons profitables dans le présent et pour l'avenir. C'est ainsi qu'on a vu, en avril 1940, le gouvernement fonder l'*English Commercial Corporation* pour mettre la main sur toutes les firmes industrielles et commerciales des Balkans. Il se proposait, sous le couvert d'une société privée dont le capital serait fourni par l'Etat, d'éliminer totalement les Allemands de cette région très riche en matières premières et de s'y installer en maître.

L'arme de choix de cette stratégie composite c'est la marine, aussi la flotte est-elle l'objet de toutes les sollicitudes du gouvernement de Sa Majesté. Le Parlement lui consacre des milliards sans discuter parce qu'il sait par expérience que ces milliards auront un admirable rendement politique et financier. Comparé à l'Amirauté, le War Office fait piètre figure. Il n'a pas droit aux mêmes largesses. Les militaires ne jouent qu'un rôle de parents pauvres dans le royaume. S'ils n'assuraient la police des territoires d'outre-mer, leur influence serait négligeable dans les Conseils de la Couronne.

Car l'opinion est unanime à penser que la Royal Navy suffit à tout et permet de faire l'économie d'une grande armée organisée sur le modèle continental. Son raisonnement est des plus simples, mais il est riche de conséquences psychologiques et politiques ; le voici résumé en quelques mots : « Le pire qu'on puisse prévoir dans la lutte terrestre, c'est qu'il s'établira entre les armées adverses, comme en 1917, une sorte d'équilibre statique qu'aucune de ces armées ne serait en mesure de rompre. Dans ce cas, le plus défavorable et aussi le plus probable du fait de l'existence des lignes Siegfried et Maginot, c'est le dynamisme des flottes britanniques, lequel n'a pas de contre-partie chez l'ennemi, qui fera pencher la balance en faveur des alliés. L'expérience a été faite dans le passé, elle a toujours réussi. D'où cette conclusion assez brutale, mais en somme très naturelle pour les sujets de Sa Majesté, que la victoire devant être déterminée par le seul facteur exclusivement anglais du problème, c'est-à-dire par la marine, cette victoire serait d'abord et avant tout celle de la Grande-Bretagne et, par conséquent, exploitable comme telle.

Les quelques divisions de volontaires entretenues par la Métropole sont des unités-types, destinées à instruire les cadres et les éléments spécialisés des troupes impériales. Elles étudient la tactique, expérimentent le matériel et fixent les modalités de son emploi, mais elles n'ont aucune prétention à représenter la nation en armes. Celle-ci les habille, les équipe et les entretient sur un pied d'autant plus luxueux qu'elles sont moins nombreuses. Il lui suffit qu'elles donnent, lors des grandes parades militaires, une haute idée de ce que pourrait être l'armée anglaise si les circonstances l'exigeaient. Porter l'uniforme outre-Manche, c'est pour beaucoup de paresseux une façon simple et facile d'obtenir une situation sociale supérieure à celle qu'offrent bien des métiers.

Seule l'aviation et les forces motorisées ont sérieusement retenu l'attention des stratèges britanniques.

Parce que ces stratèges prévoient leur rôle essentiel dans une guerre européenne ? Non point ; mais tout bonnement parce que l'aviation et les forces motorisées se sont montrées capables à l'usage d'assurer la sécurité intérieure des possessions coloniales à très peu de frais, avec un minimum de risques, avec une facilité et une rapidité inconnues des anciennes expéditions punitives.

De fait, l'Angleterre a brisé, depuis 1918, toutes les tentatives de révoltes dans ses territoires d'outre-mer avec sa seule aviation. Dès que des peuplades faisaient mine de se soulever, le Commandement envoyait quelques avions bombarder et mitrailler villages et campements d'où le mouvement était parti. Expéditions sans le moindre danger, les insurgés ne disposant d'aucun moyen de défense anti-aérienne : quelques bombes jetées sur leurs familles et leurs troupeaux, quelques villages incendiés les convainquaient très vite de l'inutilité de toute résistance.

Les choses se sont passées ainsi dans le Waziristân, dans le Yémen, au Soudan, en Somalie, dans l'Irak,

dans les régions du Nord-Ouest de l'Inde : en deux ou trois heures de vol, parfois moins, une petite escadrille d'avions faisait un travail de répression que n'eussent pas réalisé en plusieurs mois de grosses colonnes d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie, à force de marches épuisantes et au prix d'affaires souvent très chaudes. Quelques auto-mitrailleuses, quelques chars occupaient ensuite les points stratégiques du pays et tout rentrait dans l'ordre. L'économie de temps, de personnel, de matériel et d'argent ainsi réalisée a mené la Métropole à créer une assez vaste organisation du contrôle aérien de ses possessions impériales et de leurs liaisons entre elles.

Ces résultats concluants n'en ont pas moins laissé la discussion ouverte sur la forme que prendrait dans l'avenir la tactique des avions et des chars de combat dans les grandes batailles européennes. Il est vrai que l'Angleterre, comptant éviter de prendre part elle-même à ces batailles, n'avait pas de fortes raisons d'approfondir la question. Toujours est-il qu'en septembre 1939 les idées anglaises étaient loin d'être éclaircies sur ce chapitre, même en ce qui concerne l'aviation navale. Au Royaume-Uni, très peu d'experts avaient acquis la conviction que l'expression « maîtrise des mers » n'a aucun sens si elle ne sous-entend simultanément la maîtrise des airs.² Les désastres maritimes de Norvège leur ont appris cette vérité, alors seulement l'Amirauté s'est rendue à l'évidence. Aujourd'hui que les Allemands sont installés sur les rives de la Mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique, elle s'efforce de rattraper le temps perdu.³

Donc l'Angleterre n'était pas prête militairement, au sens continental du terme, mais sa position géographique et ses immenses ressources mondiales lui assuraient a priori une telle supériorité sur l'ennemi qu'elle ne s'en inquiétait pas. Inviolable dans son île, elle se flattait de ne pas être de ces nations qui ne peuvent vivre tranquilles et respectées qu'à la condition de se tenir en permanence l'arme au pied. Sa stratégie envisageait une guerre de coalition organisée sous son contrôle, une guerre conduite à loisir puisqu'il ne s'agirait pas d'écraser l'ennemi dans de grands chocs décisifs, mais de l'étrangler progressivement en lui donnant le moins possible de prise. L'essentiel était que la marine fût à la hauteur de sa tâche, ce dont personne n'aurait eu l'inconvenance de douter. Le reste s'accomplirait à son heure par une série de coordinations méthodiques des opérations politiques, économiques, maritimes et militaires. D'ailleurs, tant que la puissante armée française tiendrait dans ses casemates cuirassées de la ligne Maginot, aucun problème d'urgence ne pourrait jamais se poser.

Le peuple anglais est brave, mais ce n'est pas un peuple de soldats. Il a, toujours préféré les intrigues diplomatiques aux entreprises militaires. La guerre pour lui n'est qu'un moyen plus énergique que les autres d'arrondir son capital et d'augmenter ses dividendes. Il a horreur de la cocarde et ne tient pas la gloire des armes pour la plus prestigieuse de toutes. Trop riche pour être généreux, il entend imposer sa volonté aux moindres frais. Il n'ignore pas que sa politique de divisions et d'intrigues européennes lui a toujours rapporté davantage dans le passé que le sang répandu par ses enfants, c'est pourquoi sa stratégie donne aux facteurs psychologiques une aussi grande importance qu'aux facteurs politiques, économiques et militaires. Démoraliser l'ennemi, miner ses énergies par une propagande incessante, coûte moins cher que détruire ses armées. Et ce peuple, qui ne décide aucune affaire sans être d'abord assuré qu'elle offre moins de risques que de profits, a tout de suite déclenché contre l'Allemagne une campagne de fausses nouvelles, si violemment offensive qu'il aurait vaincu depuis longtemps si les paroles pouvaient tuer comme des balles.

De tout ce qu'il a entrepris depuis septembre 1939, rien ne saurait être comparé, quant à leur envergure, leur constance et leur audace à ses campagnes par T. S. F. Jour et nuit les postes de l'Empire n'ont pas cessé de répandre dans toutes les langues les vérités « made in England » qui n'ont qu'un très lointain rapport avec la vérité toute nue. Informations inventées, déformées ou tendancieuses, pronostics extravagants, impostures, menaces, plaintes, vantardises, leçons de morale et de religion, appels à la révolte, voire à l'assassinat, annonces de victoires et d'avances dont aucune ne peut être marquée sur la carte, tout cela se multiplie, se

² En l'espèce, le préjugé britannique n'avait pas changé depuis le jour de septembre 1938 où M. Churchill écrivait dans Paris-Soir : « On nous assurait, il y a quelque temps, que les flottes de guerre étaient tombées en désuétude et que les grands cuirassés - dont les frais de construction s'élèvent à 7 ou 8 millions de livres sterling - pourraient être facilement détruits par des avions ne coûtant que quelque milliers de livres... Depuis cette époque, la défense aérienne, tant active que passive, a été soigneusement développée sur les navires de la flotte britannique. Et maintenant il semble que le danger ait été fortement exagéré. Bref, que ce danger ait été réel ou non, il est certainement bien moins grand aujourd'hui, alors que les bateaux anglais sont munis d'un système puissant et formidable. »

³ Jusque là, elle ne soupçonnait pas ses infériorités. Si on en juge par leur indigence, ses règlements d'emploi tactique et stratégique ne valaient pas mieux que ceux de l'aviation française. On n'y trouvait même pas d'allusion aux immenses possibilités de la nouvelle arme comme organe de transport et de ravitaillement en hommes, en vivres et en munitions. En ce qui concerne le combat et la coopération avec les troupes à terre, ils se bornaient à codifier sous une forme d'ailleurs assez vague les enseignements tirés des expériences rudimentaires de la Grande Guerre. C'est la Luftwaffe qui a appris son métier à l'Etat-major de la R. A. F.

croise et se contredit dans l'éther, au point de donner une impression d'énervement et de confusion surprenante de la part de la « flegmatique » Angleterre. Dans le domaine de la parole, John Bull ne s'en remet pas à d'autres pour mener les offensives ; il daigne descendre de son piédestal et payer de sa personne avec la dernière vigueur. En l'occurrence, plus question de fair-play, encore moins d'impassibilité. Il s'agit d'ameuter l'univers contre le pire de ses ennemis, de démontrer que cet ennemi est d'ores et déjà perdu, qu'il manque de tout, qu'il n'en peut plus, que son effondrement est proche, tandis que les succès des puissances démocratiques s'affirment de jour en jour et partout. Pigault-Lebrun se plaisait à dire que tout ce qui est exagéré est insignifiant. La radio de l'Empire ne partage pas cet avis ; elle estime qu'elle n'ira jamais trop loin, ni trop fort dans l'excès, le mensonge et la sottise.⁴

Cette propagande témoigne d'un immense effort pour rallier, sinon les élites, du moins les masses dont l'ignorance ou l'absence de sens critique sont plus faciles à exploiter. Les émissions de Londres cherchent moins à atteindre l'ennemi qu'à retenir dans l'orbite de la Métropole une clientèle mondiale que des échecs répétés risqueraient à la longue d'en détacher. Pour garder cette clientèle, il faut lui fournir des raisons de rester fidèle à son credo. L'Angleterre est prisonnière de sa politique de prestige. Il ne lui est pas possible de laisser supposer à des millions d'être humains habitués à obéir, que l'Empire puisse s'écrouler.

Aussi, dans sa façon de présenter, de commenter les péripéties de la lutte, spéculait-elle plus que jamais sur la bêtise qui fut toujours la meilleure artisanne de sa puissance. Elle sait trop que du jour où les peuples soumis à sa domination avouée ou occulte envisageraient l'éventualité de sa défaite, d'un bout à l'autre de la terre soufflerait contre elle un vent de révolte. Force lui est donc et lui sera jusqu'à la fin de plastronner. Il n'en reste pas moins que sa propagande si excessive et si pauvre a la fois dans le choix de ses arguments conserve un grand crédit, même en Europe où l'on est pourtant bien placé pour juger de sa valeur à la lumière des événements.

Mais cette guerre des nerfs par radio n'est que la plus moderne des multiples activités de la stratégie britannique dans l'ordre psychologique. La fomentation des intrigues est une vieille et solide institution nationale ; elle date de l'époque où le Royaume-Uni s'est aperçu qu'il ne créerait son grand Empire colonial qu'à la condition de semer et d'entretenir en permanence la discorde entre ses rivaux européens. Depuis, elle n'a pas connu de chômage. Les historiens des guerres du premier Empire s'étonnaient déjà du nombre des agents que Pitt envoyait sur le continent combattre la politique française et entretenir le zèle des ennemis de Napoléon. De 1792 à 1816, la presse britannique n'a été qu'un long pamphlet contre la France. Les libelles contre l'Empereur, répandus par millions non seulement dans les capitales, mais jusqu'au fond des campagnes, ont plus fait pour le soulèvement de l'Europe que les poèmes d'Arndt et de Koerner. Les méthodes n'ont pas changé ; elles procèdent toujours du principe que la diffamation, la corruption et le chantage coûtent moins cher et rendent plus de services que les soldats.

Aujourd'hui la propagande de bouche à oreille, orchestrée par l'« Intelligence Service », trouve d'innombrables truchements dans les gens qui se prévalent d'en savoir davantage que le voisin, de s'être renseignés aux sources, de jouir d'amitiés en haut lieu. Il n'est pas de milieu, public ou fermé : usines, magasins, banques, cafés, terrains de sport ou salons, où ne se rencontrent ces gens « très informés » dont la vanité ou la sottise colportent, sur le ton de la confiance, les histoires machinées par Londres. La grande armée anglaise sur le continent, celle qui ne s'est jamais rembarquée, c'est celle des agents politiques et celle des affolés qui pendant les batailles de France avaient décelé partout l'action de la fameuse cinquième colonne. Aujourd'hui personne ne voit ou ne veut voir cette armée de mercenaires de l'intrigue, confortablement installée dans tous les observatoires de l'Europe, depuis les antichambres ministérielles et les salons des ambassades, jusque dans les plus humbles foyers. Ses effectifs sont si nombreux, si habilement répartis et camouflés aux divers degrés de l'échelle sociale, si bien acceptés par une opinion travaillée depuis des années, le réseau qu'ils tendent est si serré, il fait si étroitement corps avec les nations, que celles-ci n'ont pas l'air de s'apercevoir du danger que présente pour elles cette incessante activité.

⁴ Et nous ne parlons pas de la radio en langue française qui ne vaut pas l'honneur d'être nommée. Ses émissions ont fourni aux Juifs l'occasion de montrer leur vrai visage. Sa bassesse, sa grossièreté dans les idées et dans les termes, ses appels à l'instinct démagogique ont apporté la preuve quotidienne de leur mépris pour notre pays.

CHAPITRE III

La guerre. - Une application de la stratégie d'encerclement et de blocus conforme à la doctrine du « wait and see ». - Constitution du front continental. - Son dispositif primitif. - Tout s'annonce normalement. - Londres accueille avec flegme la défaite polonaise et l'interprète à l'avantage des démocraties. - Les alliés se désintéressent du conflit russo-finnois, mais cherchent à en tirer prétexte pour envahir la Norvège. - Surprise et retraite de la Royal Navy. - Campagne de Scandinavie et raisons de son échec. - Premier remaniement du plan d'encerclement et de blocus de l'Allemagne. - Le coup de tonnerre du 10 mai 1940.

Nous allons étudier maintenant le plan de l'Etat-major impérial et en suivre les développements au cours de la présente guerre.

L'idée fondamentale c'est toujours, c'est plus que jamais l'étouffement économique du peuple ennemi par son encerclement géographique, maritime et militaire, c'est le blocus, établi et de plus en plus resserré au fur et à mesure du contrôle des océans et de l'action au début plus répressive qu'offensive des forces armées terrestres. Idée de siège, inspirée du désir de gagner le maximum en risquant le minimum et réalisée par la constitution des deux fronts traditionnels, l'un naval, dont l'Angleterre fait son affaire, l'autre continental, à la charge des alliés.

Le front de mer revêt un caractère à la fois économique et militaire ; son objet est d'enlever à l'ennemi toute possibilité de trafic maritime, de détruire ses flottes et de s'emparer de ses positions commerciales à l'extérieur. Le front de terre, spécifiquement militaire, complète l'effet du premier en brisant toute tentative de l'adversaire pour se soustraire à son étreinte et l'emporter de vive force. Il va de soi que ce second front dépend étroitement du premier, qu'il en est comme le corollaire, les armées ne pouvant vivre et combattre sans le secours des navires, en grande majorité britanniques, qui assurent leurs divers ravitaillements. D'où cette conviction des Anglais que le sort de la guerre dépend de la puissance combative de leur flotte ; que cette flotte est le seul élément essentiel du succès. D'où aussi leur indignation quand on prétend qu'ils ne se battent pas alors qu'ils ont le sentiment d'être les grands, les vrais artisans de la victoire.

C'est d'ailleurs en s'appuyant sur ce principe de la primauté de l'action maritime que, lorsque Paris hasardait quelque suggestion touchant l'importance de faire en Angleterre un effort comparable à celui de la France, Londres répondait qu'assumant la charge d'assurer la liberté des mers, ses devoirs et ses responsabilités dépassaient de beaucoup les nôtres.

De toute évidence, ce plan simple, mais grandiose, puisqu'il peut, s'il le faut, embrasser tout l'univers, est dominé par la préoccupation mercantile et le souci de ne troubler que le moins possible la vie anglaise. Entre autres mérites, il a celui de placer d'emblée la Grande-Bretagne à un rang supérieur à celui de ses associés, puisque, partant du sophisme que ceux-ci ne peuvent rien sans elle, il justifie, en quelque sorte par construction, son droit à la direction suprême de l'ensemble des opérations. La guerre est conduite parallèlement, dans le domaine psychologique, sous la forme d'une incessante offensive de propagande et d'intrigues destinées à rallier les neutres et à forcer l'ennemi à capituler par persuasion.

Dès août 1939, le Cabinet de Londres se considère comme prêt à toute éventualité. La question de l'infériorité en nombre, en qualité et en matériel de son armée ne le préoccupe aucunement ; son intention n'est pas d'envoyer de gros contingents sur le sol européen. D'ailleurs l'armée allemande, qui n'est reconstituée que depuis quatre ans, ne compte pas, à son avis, plus de soldats instruits que ses troupes métropolitaines et impériales réunies. Comme il envisage une guerre lente, à resserrements progressifs, il estime avoir tout le temps de voir venir, de s'instruire et de combler les lacunes qui se révéleraient à l'expérience. Econome d'hommes et d'argent, il pense que, pour un pays n'ayant pas à redouter le choc direct de l'ennemi, se préparer longtemps à l'avance aurait entraîné de grosses dépenses dont il eut été fâcheux qu'elles s'avérassent par la suite en partie injustifiées. En somme, il s'en tient à la politique du « wait and see ».

Selon ses théories stratégiques, l'Angleterre est donc prête : bien entendu, aucune question ne se pose en ce qui concerne sa flotte ; quant à l'effort terrestre, elle est en droit de compter, tout au moins pour commencer, sur la France, sa marine et sa puissante armée, sur la Pologne, la Hollande, la Belgique, la Grèce

et même sur la Turquie depuis la conférence de Montreux du 20 juillet 1936 et les traités français de janvier 1937.

L'U. R. S. S. demeure incertaine, mystérieuse, réticente même ; elle vient de signer un accord de non agression avec l'Allemagne mais n'est-ce pas le pays des grands revirements diplomatiques ? Il y a des raisons de prévoir qu'un jour ou l'autre elle viendra se joindre aux Démocraties. L'Histoire a connu des conversions plus imprévues et plus difficiles. Même présomption, bien que plus faible, pour l'Italie, signataire du Pacte d'acier. De leur côté, les Etats, scandinaves ne se montrent pas défavorables. Restent les puissances balkaniques : Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie. Elles sont de celles que l'on persuade en faisant donner la cavalerie de Saint-Georges.

En somme, aucune difficulté sérieuse pour constituer le front continental ; à l'Ouest, aucune surprise à redouter derrière ce puissant rempart ultra-moderne que constitue la ligne Maginot.

Dans sa forme première le dispositif du blocus s'étend sur un immense arc de cercle du Cap Nord aux bouches du Danube en passant par Gibraltar, Alger et Alexandrie. Sur le continent, l'armée polonaise est en place et la France a procédé à une mobilisation partielle de ses forces. Tout s'annonce normalement.

Le 3 septembre, le Cabinet de Londres déclare l'état de guerre, suivi quelques heures plus tard par la France qu'il n'a pas pu décider à prendre elle-même l'initiative de ce geste décisif. Léger accroc aux accords franco-britanniques - il y en aura bien d'autres - mais qui ne met pas en cause le sacro-saint principe anglais de « l'assistance », puisque le prétexte de la guerre est d'honorer les garanties accordées à la Pologne.

Les événements se précipitent.

En trois semaines l'Allemagne a littéralement anéanti les armées polonaises ; les troupes russes, de leur côté, se mettent en marche pour procéder avec elle à un nouveau partage des territoires de l'allié de l'Est. C'est une catastrophe militaire doublée d'une catastrophe politique. Les Démocraties ont été jouées. Vont-elles se voir forcées d'entrer prématurément dans la phase aléatoire des opérations terrestres actives ?

Nullement. L'Etat-major impérial ne s'émeut pas. Plus convaincu que jamais de la nécessité de ne pas animer le front français, il se contente de faire répandre par sa propagande le bruit que les troupes du Reich viennent de s'épuiser pour longtemps en hommes et en matériel alors que les forces alliées gardent intactes leur fraîcheur et leur puissance de combat. D'autre part, il se flatte d'une façon assez curieuse de ce que l'écrasement de la Pologne va servir de leçon aux balkaniques, les effrayer et les faire passer plus rapidement dans son camp.

Aussi l'Angleterre accueille-elle avec flegme les nouvelles des désastres de Pologne, sans rien tenter pour venir en aide à son alliée de l'Est, sans même essayer de lui envoyer des avions. Après tout, elle ne lui demandait pas de vaincre, mais de se battre et de détruire le plus possible d'ennemis. Elle escomptait que la jeune armée allemande, si pauvre de cadres et de chefs expérimentés, sortirait de cette campagne trop décimée, trop désorganisée pour être capable d'entreprendre quoi que ce soit de dangereux sur le front Ouest avant le printemps de 1940. D'ici là, d'autres concours auraient été trouvés, le blocus se serait resserré et l'armée française, complétée de ses effectifs coloniaux, aurait été dotée d'un matériel ultramoderne, définitivement mis au point.

La Pologne avait joué son rôle. Elle n'avait pas tenu aussi longtemps qu'il eut été désirable, mais que pouvait-on exiger de plus ? L'Etat-major impérial, si convaincu qu'il ait été des avantages de la stratégie sur deux fronts, n'avait tout de même pas tant de naïveté qu'il espérât qu'avec ses cinquante divisions du type 1918 cette nation tiendrait en échec les forces allemandes de l'Est sur un front de 1.700 kilomètres, alors qu'il regardait comme impossible que les troupes françaises, autrement nombreuses, autrement outillées et commandées, pussent dans le même temps bousculer l'autre moitié de l'armée du Reich entre la mer du Nord et Bâle, sur un front cinq fois plus court.

Il fut simplement déçu que les batailles n'aient pas été plus longues et surtout plus meurtrières. D'après son expérience de la première guerre mondiale, il avait, en mettant les choses au pire, prévu une avance quotidienne des troupes ennemies de l'ordre de quatre à six kilomètres, acquise au prix de gaspillages énormes en hommes et en matériel, ce qui les aurait conduites à la Vistule au commencement de l'hiver. Or ces troupes avaient déjoué ses calculs et franchi dans certains secteurs plus de quatre-vingts kilomètres par jour sans subir de pertes vraiment graves. C'est qu'il s'était trompé dans ses conjectures sur l'emploi tactique des cuirassements motorisés. L'Etat-major français l'y avait aidé, qui considérait les chars comme des instruments de rupture et de combat destinés à soustraire les attaques de l'infanterie aux rafales des mitrailleuses de la défense. Il n'avait pas la moindre idée des grandes manœuvres d'encerclement telles qu'alliaient les exécuter les divisions de chars allemands en étroite coopération avec les escadrilles aériennes.

Dans son esprit la Pologne était sacrifiée d'avance. Pour la décider à se battre, il n'avait pas hésité à lui faire croire avec une insigne mauvaise foi qu'il lui éviterait la défaite en faisant déclencher par les Français une grande offensive sur le front Ouest dès la première attaque du Reich ; cependant, on l'a vu, il était bien décidé à s'en tenir au seul blocus et à nous interdire de passer à l'attaque si nous en avions eu l'intention. Il y eut là un de ces mensonges prémédités, un de ces abus de confiance dont est coutumière la diplomatie d'outre-Manche. Notre Commandement n'a pas craint, hélas ! de s'y associer. La Pologne était jouée, battue, anéantie. Qu'importait à l'Angleterre ! Il serait temps après la guerre d'aviser à régler le sort de cette alliée. Dans le présent, il ne s'agissait que d'une chose : récupérer le plus grand nombre possible de ses marins, de ses aviateurs et de ses soldats pour les envoyer se faire tuer sur d'autres théâtres d'opérations.

L'attitude des Anglais est tout de même plus embarrassée à l'égard de l'U. R. S. S., qui, non contente de s'être emparée d'une partie de la Pologne, s'emploie déjà à supprimer de la carte les trois Etats baltes nés du Traité de Versailles - Lituanie, Lettonie et Estonie. Championne de la liberté des peuples, l'Angleterre va-t-elle laisser ces petits Etats disparaître sans réagir énergiquement ?

Elle ne bronche pas.

Pour deux raisons : parce qu'elle vient de s'apercevoir à l'épreuve que sa prétention d'être de taille à faire respecter la stabilité européenne n'est pas aussi justifiée qu'elle le proclame ; et surtout parce que, ne perdant pas l'espoir de ramener à elle l'U. R. S. S., elle ne se soucie aucunement de déplaire à cette puissance et encore moins de la jeter dans les bras de l'ennemi. Quoi qu'il en soit, un mois s'est à peine écoulé depuis la déclaration de cette guerre « de la morale et du droit », et il ne lui est déjà plus possible de cacher que, chez elle, l'intérêt particulier l'emporte de loin sur les principes.

Et voici, chose pire, que les Soviets s'en prennent aussi à la Finlande, sans le moindre motif avouable. Cette fois l'Angleterre proteste ; elle va même jusqu'à parler d'assistance. Nouveau mensonge : elle n'a pas plus l'intention de secourir les Finlandais que d'attaquer leurs adversaires. Si aide il y a, ce sera aide matérielle, simplement parce que les affaires sont les affaires et parce que la City voit la guerre à sa manière, sans jamais se désintéresser de ce qui peut rapporter, sous une forme ou sous une autre.

A la vérité, l'Angleterre affecte surtout de s'indigner parce qu'elle voit dans ce conflit une occasion favorable de renforcer son front stratégique en occupant la Norvège et la Suède, tout en sauvant les apparences.

Mais il s'agit de jouer serré et de prendre l'initiative, car la question est d'importance. La mainmise sur ces deux Etats offrirait d'excellentes bases pour menacer le flanc nord du dispositif allemand. L'occupation de Stockholm, d'Oslo, de Stavanger et de Trondheim permettrait à la Royal Navy de contrôler la Baltique, le Kattegat, le Skagerrak et de libérer la Mer du Nord de toute incursion de l'ennemi. La route des minerais de fer serait coupée pour les puissances de l'Axe et utilisée à plein rendement au profit des Démocraties. Des côtes méridionales de la Norvège, la Royal Air Force pourrait aller facilement détruire les chantiers de constructions navales du Reich entre la baie de Jade et Memel, ainsi que ses régions du Nord et de l'Est. Peut-être même serait-il possible de préparer des débarquements en force dans le dos des armées adverses pour le jour où l'affaiblissement de ces armées permettrait de se risquer sans trop de danger. Enfin, la présence des Britanniques en Scandinavie impressionnerait la Russie et contribuerait à la ramener à une appréciation plus juste de la situation générale et de ses propres intérêts.

En tout cas, l'opération rendrait imperméable l'aile nord du blocus ; elle accentuerait son caractère offensif et annihilerait tout essai de contre-blocus. Elle écraserait un des poumons de l'ennemi et obligerait la Wehrmacht à faire les frais d'un nouveau front sur les rives de la Baltique. Point capital : elle hâterait le moment de la victoire en incitant l'Allemagne, talonnée par la faim et l'extinction de ses hauts fourneaux, à chercher coûte que coûte une décision dans des assauts aussi sanglants qu'inutiles contre les fortifications inexpugnables de l'Ouest.

Une action en Scandinavie avait toujours figuré parmi les développements éventuels du plan stratégique de l'Etat-major impérial. Après le désastre de la Pologne, elle s'imposait d'autant plus qu'avec une habile exploitation du conflit russo-finlandais on pouvait en trouver le prétexte sans trop heurter la « conscience universelle ». Dès la fin de février 1940, l'idée avait filtré sous forme d'allusions ou de suggestions plus ou moins claires dans les journaux d'outre-Manche sans, bien entendu, qu'il fut soufflé mot de Narvik. C'est que, déjà à cette époque, Londres procédait à la constitution d'un corps expéditionnaire franco-anglais destiné à « garantir sur place » la neutralité de la Norvège.

Mais le Commandement allemand veillait. Il s'était rendu compte du grave danger que présenterait la réalisation d'un tel projet et s'était préparé à l'empêcher. Dès qu'il eut vent des préparatifs faits en Ecosse et en France en vue de débarquements à Trondheim et à Stavanger, il résolut de prendre les devants.

Le 7 avril 1940, par une magistrale conjugaison de ses forces navales, aériennes et terrestres, il réussit à débarquer, à l'insu de l'Amirauté, des détachements légers dans les ports norvégiens à grand trafic, depuis Oslo jusqu'à Narvik. Certaines de ses flottilles de destroyers, chargées à couler de troupes et de matériel, parcoururent près de 2.000 milles en pleine Mer du Nord sans qu'aucune croisière anglaise n'ait décelé leur présence. La surprise fut absolue.

Le Cabinet britannique venait justement de donner l'ordre d'appareiller à son corps expéditionnaire. Dès qu'il apprit ce tour de force, il prescrivit à ses transports de virer de bord et découpla les unités de la grande flotte. C'était trop tard de quelques heures : celle-ci eut beau sillonner les eaux norvégiennes et visiter tous les fjords, elle ne trouva aucune grosse unité allemande. Par contre, elle fut assaillie avec violence par l'aviation ennemie qui lui fit subir de graves pertes.

L'Etat-major impérial n'avait pas compris que, du moment que les troupes du Reich s'étaient emparées avant lui des ports de débarquement norvégiens, la partie était perdue. Il décida, le 9 avril, de faire reprendre la mer à ses troupes et de les diriger sur Andalness, Namsos et Narvik, points où ne se trouvait aucun outillage pour la mise à terre d'un important matériel. Ce que furent ces débarquements effectués avec des moyens de fortune sous les bombardements incessants des stukas, ce qu'ils coûtèrent en bâtiments - la côte scandinave allait être jalonnée d'épaves - en hommes et en approvisionnements de toute nature, l'Histoire le dira un jour. Cependant, les unités du général von Falkenhorst avaient entrepris la conquête de l'intérieur du pays. Marchant sans désespérer, elles en chassèrent en moins d'un mois les éléments britanniques qui avaient réussi à y prendre pied et acculèrent à la capitulation les petites divisions du roi Haakon.

Echec retentissant. Pour la première fois les troupes de Sa Majesté s'étaient rencontrées avec les soldats de la Wehrmacht et elles n'avaient tenu nulle part. Leur retraite avait tourné au désastre. La totalité du matériel, de l'armement et des vivres débarqués était tombée aux mains de l'ennemi. Mais chose plus grave, le Commandement britannique s'était révélé inférieur dans la conception et dans l'exécution de l'opération et, pis encore, la Royal Navy se voyait forcée de reconnaître qu'elle ne possédait pas la maîtrise absolue de la mer.

L'Amirauté s'était crue en mesure d'assurer, où que ce soit, la sécurité et la régularité de ses convois. L'événement venait de prouver que contrairement à ses prétentions elle en était incapable. L'aviation et les sous-marins allemands avaient dispersé ses navires, les avaient retardés, les avaient obligés à la retraite, en avaient coulé ou avarié un grand nombre ; bref, avaient empêché tout courant de transport suivi. Aucun bâtiment ne mouillait en sûreté. Du dédale d'îles dont sont semées les eaux norvégiennes risquaient de surgir à tout moment des surprises susceptibles de rendre la navigation aussi précaire que dangereuse. La situation maritime s'avérait intenable.

Il était donc déraisonnable de s'obstiner à vouloir entretenir un corps expéditionnaire sur le continent sans posséder la suprématie aérienne en même temps que la supériorité navale. Or cette suprématie aérienne, l'Angleterre ne la possédait point. Aux escadrilles allemandes qui avaient occupé en quelques heures tous les aérodromes utilisables du pays et s'employaient à en créer d'autres avec une fiévreuse ardeur, elle ne pouvait opposer que ses avions embarqués. La Métropole était trop loin pour qu'il lui fut possible d'en faire partir de ses côtes ; ils n'auraient pas pu rentrer faute d'essence. Au contraire, les aviateurs du Reich étaient à pied d'oeuvre, faisant preuve d'une inlassable activité. Contre des adversaires aussi redoutables par leur nombre, leur résolution et leur expérience plus accomplie des conditions de la lutte aérienne, il n'y avait aucune chance de tenir la mer en permanence. La faute grave c'était de ne pas même s'en être douté.

De son côté, l'Etat-major impérial avait compté sur une résistance assez longue des troupes norvégiennes alertées depuis quelque temps. Il pensait que dans un pays de hauts reliefs, aux routes rares et parsemées d'ouvrages d'art, ces troupes lui laisseraient le temps de s'organiser. S'il consentait à accorder aux Allemands une certaine supériorité dans la guerre en rase campagne, il ne les croyait pas capables de surmonter rapidement de grosses difficultés de terrain sous le feu de détachements de montagnards très mobiles et connaissant bien les lieux. D'ailleurs les unités du Reich ne disposaient en Norvège que d'un armement léger. Peu nombreuses, isolées les unes des autres, assez mal ravitaillées, la plupart du temps par avion, elles ne tarderaient pas à être contraintes de se retrancher faute du matériel motorisé nécessaire pour pousser très loin leurs incursions. Au total, il les regardait comme extrêmement aventurées tant que la flotte anglo-française patrouillerait sur leurs lignes de communications.

L'Etat-major impérial se trompait, comme s'était trompée l'Amirauté. Les éléments allemands étaient en effet en petit nombre, mais composés de chasseurs de la Marche de l'Est, admirablement entraînés et équipés en vue de l'exécution de leur mission. Leurs effectifs et leurs moyens de combat avaient été calculés avec une exacte évaluation des conditions du théâtre d'opérations sur lequel ils auraient à s'employer. Ils suivaient un plan d'action mûrement étudié et leur situation était en réalité si peu précaire qu'ils surclassèrent les Norvégiens et les Anglais dans toutes les rencontres de cette courte et dure campagne.

Pour avoir insisté après les débarquements allemands, la Grande-Bretagne avait compromis son prestige aux yeux du monde. Elle avait voulu se mesurer directement avec l'ennemi au cours d'opérations conjuguées sur mer, sur terre et dans les airs. Et l'entreprise s'était terminée en quelques jours par une défaite qu'il était impossible cette fois de mettre au compte de ses alliés. Car ceux-ci, alpins français, légionnaires et polonais restaient les seuls, avec quelques unités canadiennes, à se maintenir devant Narvik. Ils gagnaient même du terrain sur les forces du général Dielt coupées de toutes communications, sauf par les airs quand le temps n'était pas bouché. Mais ces forces firent preuve de tant de ténacité dans leur défense que M. W. Churchill, impressionné par la tournure prise en France par les événements de mai et de juin, finit par envoyer aux assaillants l'ordre de lâcher prise et de se rembarquer pour l'Ecosse.⁵

L'Angleterre avait échoué parce que ses stratèges, faute de compétence technique, manquaient d'idées nettes sur la façon de concevoir, de préparer et d'exécuter une grande offensive et parce qu'elle n'avait pas la foi, cette foi qui soulève les montagnes.

En Norvège, comme partout ailleurs, elle comptait davantage sur les autres que sur elle-même. Tout en prenant la direction de la campagne, elle conservait l'arrière-pensée de s'en remettre dès que possible aux Norvégiens, aux Canadiens, aux Français et aux Polonais du soin de combattre. Les troupes qu'elle avait débarquées se composaient de territoriaux de nouvelle levée, sans rien de commun au point de vue de l'instruction avec ses volontaires de métier. Ces troupes étaient accourues sous la pression des circonstances, parce que les Norvégiens ne cessaient d'appeler à l'aide et que les alliés étaient en retard ; mais elles se promettaient d'assurer, sans plus, le service des ports, des garnisons et de l'arrière, dès que ceux-ci seraient arrivés en force.

Pour réussir, il eut fallu s'être préparé soi-même et depuis longtemps. Rien n'était plus facile ; il n'était pas question d'inventer à la hâte les moyens de parer à une situation de guerre surgissant à l'improviste. L'opération était envisagée depuis toujours ; elle faisait partie des éventualités prévisibles du plan stratégique anglais et figurait au nombre des problèmes exigeant des solutions d'urgence. A ce titre, elle aurait dû faire l'objet, au War Office, d'un dossier spécial prévoyant et groupant tous ses moyens d'exécution, militaires, aériens et maritimes : chef désigné à l'avance et états-majors responsables, plan avec ses variantes, bases d'opérations, troupes de toutes armes, navires classés par unités de transport et d'escorte, équipement, matériel, armement, munitions, etc. Constamment tenu à jour, un tel dossier aurait permis de déclencher la campagne au premier ordre et ne pas se laisser surprendre.

Or, rien de pareil n'existait. L'Etat-major impérial, qui par principe ne voulait pas s'engager seul, perdit du temps à discuter avec Paris sur l'importance et les modalités du concours français, à tergiverser sur les points de rassemblement et de destination, sur la tenue des troupes, sur leur importance, leur équipement et leur armement. Il s'embarassait dans les détails et perdait de vue l'essentiel. Il s'interrogeait à tout propos comme s'il se fût agi d'entreprendre quelque exploration des régions inconnues du Grand Nord. Il consultait même les spécialistes des terres froides, de la Norvège au Canada, si bien que finirent par s'en mêler des gens qui n'avaient rien à voir dans l'affaire. Il n'aboutit en fin de compte qu'à des demi-mesures ou à des erreurs dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles révélaient chez lui une fâcheuse incapacité d'établir une vraie hiérarchie des besoins. Une des plaies du Commandement britannique c'est de dépendre d'un petit aréopage de politiciens dont la compétence est douteuse, mais dont la prétention à tout conduire ne supporte pas d'objections.

Les Allemands, eux, avaient travaillé en militaires et réglé toutes choses avec une extrême précision. L'occupation de la Norvège ne figurait pas a priori au nombre de leurs projets stratégiques. Aussi bien, à l'inverse des Anglais, jugeaient-ils contraire à leur intérêt d'étendre la guerre à d'autres nations. Ils n'étudièrent la question que lorsqu'ils virent la menace transparaître à travers certains discours et se préciser lors de l'affaire de l'*Altmark*. Mais ils savaient ce qu'ils voulaient et, leur décision prise, ils ne s'amuserent

⁵ Cette décision était sage, car au moment où elle fut prise, les renforts envoyés par voie de terre par le général von Falkenhorst n'avaient plus que trois étapes à parcourir pour paraître sur le champ de bataille.

pas à faire calculer par leurs consuls les hauteurs d'eau dans tous les ports scandinaves à telle ou telle heure du jour et de la nuit. Ils connaissaient la nécessité du secret et entendaient débarquer les premiers dans les seuls chefs-lieux maritimes. Ils y réussirent, grâce à leur esprit de décision, à leur juste évaluation des conditions de la lutte à engager et à l'admirable unité de leur Commandement. Ils ne comptaient pas sur autrui, bien que l'infériorité de leur flotte en nombre et en puissance de feu put paraître de nature à les décourager. De fait, ils mystifièrent la Home-Fleet, la réduisirent à la défensive et l'obligèrent même à évacuer le magnifique ancrage stratégique de Scapa-Flow pour se réfugier par fractions dans les rades plus lointaines et mieux abritées de la côte nord-ouest de l'Ecosse. Partis de ports en général plus éloignés que ceux de leurs adversaires des objectifs assignés, les marins du Reich accomplirent leur mission avec une habileté, une audace et un bonheur qui stupéfièrent le Conseil de Leurs Seigneuries. La campagne de Norvège avait apporté la preuve que si l'Angleterre voyait clairement les buts à atteindre, elle était incapable d'y adapter ses moyens pourtant considérables. Sa stratégie se révélait d'une exécution trop lente, trop lâche, trop incertaine pour aboutir à des succès en face d'un ennemi aussi précis, aussi résolu et aussi prompt que l'Allemagne. Et elle ne disposait pas comme celle-ci de troupes aptes à faire face à toutes les situations.

Sa défaite l'obligeait à renoncer au contrôle de la Baltique ; elle lui faisait perdre toute influence politique sur les Etats scandinaves, la privait de leurs ressources, notamment des fameux minerais de fer de Narvik ; elle l'empêchait d'enrayer le contre-blocus et mettait les ports britanniques dans le rayon d'action de l'aviation allemande. Enfin, chose très grave au point de vue de son prestige, il s'agissait d'une défaite navale essuyée dans une des zones les mieux gardées de ce domaine de la mer dont elle se prétendait et se croyait la maîtresse incontestée.

Mais l'Angleterre ne se décourage jamais, du moins tant qu'il lui reste, en action ou en puissance, des concours continentaux. Ce qu'elle n'avait pas su réaliser dans le Nord, elle espérait le réussir en Hollande et en Belgique et, sur une plus vaste échelle, dans les Balkans.

On sait que malgré les promesses faites à l'Etat-major polonais, le plan arrêté à Londres en septembre 1939 ne prévoyait aucune offensive à l'Ouest. Pourtant la situation générale venait d'évoluer pour la seconde fois à l'avantage de l'Allemagne. Devait-on laisser cette puissance profiter indéfiniment de l'immense brèche faite au blocus par l'attitude équivoque de la Russie, par l'écrasement de la Pologne et de la Norvège ? Question délicate, car, même pour une nation convaincue de son invincibilité, il finit par être dangereux de laisser toujours et partout l'initiative à l'adversaire. Le moment était venu de la résoudre sous une forme ou sous une autre.

M. Churchill, nouvel animateur de la guerre, se souvenait que le front ennemi avait commencé à craquer en 1918 dans les Balkans. Il disposait en Egypte et en Syrie des armées Weygand-Wavell, prêtes à se joindre aux forces turques. D'autre part, l'Etat-major français, s'il avait accepté sans enthousiasme de prendre part à l'aventure de Norvège, se montrait très favorable à une nouvelle entreprise sur Salonique. Dans cette région-là au moins les alliés tenaient la Méditerranée et pouvaient compter sur l'intervention armée de la Grèce, comme sur celle de la Yougoslavie.

Mais pour assurer le succès, il fallait décider la Turquie. En attendant que les négociations avec cette puissance prissent définitivement tournure, Londres décida de faire occuper la Belgique et les Pays-Bas en vue de rapprocher les bases de la Royal Air Force des centres industriels de l'ennemi. C'était l'époque où M. Paul Reynaud proclamait, après s'être concerté avec le Premier ministre anglais, qu'il fallait « penser » la guerre et lui donner une « allure plus active ».

Le dispositif stratégique de septembre 1939 fut donc modifié comme suit : l'aile gauche des armées anglo-françaises pivoterait vers l'Est de cinquante degrés, autour d'Arlon, pour occuper les organisations défensives des frontières belges et hollandaises jusqu'à l'Yssel.

Ce mouvement accommodait d'autant mieux l'Etat-major impérial qu'il n'avait pas une entière confiance dans les armées hollando-belges pour défendre les accès de la Mer du Nord. Les Allemands occupaient déjà le Jütland et la Norvège. Les Anglais ne se souciaient pas de les voir à Rotterdam, à Anvers et à Ostende. La présence des troupes franco-anglaises dans la grande tête de pont que formaient les Pays-pas sur le flanc des armées ennemies lui donnerait des apaisements.

Le passage par la Belgique était étudié et préparé depuis longtemps. C'était, s'il est permis de parler ainsi, un des morceaux de concours de l'Etat-major français, depuis que le Traité de Versailles avait imposé le licenciement de l'armée impériale allemande. Notre Commandement se flattait d'avoir préparé dans les Flandres une réplique perfectionnée à la manoeuvre de Schlieffen. Tout était prêt. Il suffisait d'un ordre pour mettre nos divisions en mouvement. D'ailleurs cet ordre, le Cabinet de Londres avait bien failli le donner, un

mois plus tôt, quand il se croyait des raisons de penser que la campagne scandinave allait mettre les forces du Reich dans le plus grand embarras. Dans son esprit, les deux opérations auraient été appelées à se conjuguer, si la première n'avait pas échoué dès le début.

L'Etat-major impérial se prétendait très au courant des idées en faveur à la Kriegsakademie. Ayant interprété comme un signe de faiblesse, de la part des armées allemandes, le fait qu'elles s'étaient jetées sur la Pologne plutôt que d'attaquer la France, il s'était persuadé que ces armées étaient intimidées par la ligne Maginot et que, si les alliés passaient à l'offensive, elles n'iraient pas à leur rencontre, mais se contenteraient de livrer une bataille défensive sur la ligne Siegfried, prolongée jusqu'à l'embouchure de l'Ems.

Il en concluait que rectifier le front de l'Ouest par l'occupation de la Belgique et des Pays-Bas, ce n'était pas courir au devant d'une aventure renouvelée d'août 1914, mais tout simplement procéder à une amélioration régionale de son système de défense. Son aviation contribuait à le confirmer dans cette idée rassurante, car, assez mal informée des méthodes de concentration des armées motorisées, elle ne voyait rien chez l'ennemi qui lui parut ressembler de près ou de loin à un dispositif offensif. Bref, il se préparait à rejoindre sans combat les Belges et les Hollandais dans leurs fortifications des frontières quand retentit le coup de tonnerre du 10 mai.

Nous ne reviendrons pas sur ce que fut la bataille des Flandres, qui devait aboutir au désastre de Dunkerque.⁶ Les forces allemandes, soutenues par de puissantes formations aériennes, franchirent la Meuse avant que nos troupes aient eu le temps d'en organiser la défense et anéantirent en six semaines le front continental de l'Ouest. L'action des unités de chasseurs parachutistes fut une révélation, de même que l'écrasement des forts de Liège, de Namur et d'Anvers par les stukas. Quant à la puissance de rupture des divisions cuirassées et à leur aptitude manoeuvrière, elles dépassèrent de très loin tout ce qu'on avait imaginé à Aldershot et à Chalons.

Les Anglais s'aperçurent, en même temps que nous, que si leurs conceptions stratégiques pouvaient se défendre sur la carte, rien par contre dans leur éducation tactique ne leur conférait la capacité de les soutenir sur le terrain. La leçon reçue en Norvège comptait peu, comparée à ce qu'ils venaient d'apprendre. Avec leur habituel sens pratique, ils décidèrent qu'ils n'avaient rien de mieux à faire qu'à rentrer tout de suite chez eux pour parfaire leur instruction. A défaut d'imagination, il leur restait de se mettre dans cette guerre, comme ils l'avaient fait au cours de la précédente, à l'école de leurs adversaires.

Leur commandant, lord Gort, fut des premiers à repasser le Canal, laissant au général Alexander le soin de ramener ses troupes. Ce dernier imita son chef dès le surlendemain. Ses divisions, abandonnant armement, matériel, munitions et magasins, refluèrent en désordre sur toutes les routes de retraite et les encombrèrent au point de rendre presque impossible le ravitaillement des forces françaises chargées de couvrir leur fuite. Elles s'en allaient, sans plus rien vouloir entendre, détruisant tout sur leur passage et manquant sans aucun scrupule au sentiment de camaraderie qui distingue les vrais soldats. Pourtant ces troupes étaient braves. Elles se seraient battues, côte à côte avec les nôtres, si elles en avaient reçu l'ordre. Il ne faut voir dans leur conduite que l'effet des instructions qu'elles avaient reçues de Londres. L'Etat-major impérial n'avait jamais admis les obligations du Commandement unique sur le front continental. C'est lui qui a prescrit à ses unités de rallier les ports de la Manche sans se préoccuper des Français. Ce faisant, il obéissait au vieil instinct national qui répugne à sacrifier un Anglais tant que d'autres peuvent se faire tuer pour lui.

Nos navires s'étaient prodigués sous les bombes autant que ceux de l'Union Jack pour le sauvetage des formations en déroute, et ils avaient subi des pertes proportionnellement plus fortes. Or à peine le dernier Britannique s'était-il embarqué, que l'Amirauté nous fit connaître qu'en raison du surmenage des équipages elle ordonnait à ses bâtiments de rentrer à leurs bases. Il restait plus de cent mille soldats français aux abords de Dunkerque, ceux-là même qui venaient de combattre pour permettre le départ de leurs alliés. Ce n'est que sur la protestation de notre Gouvernement, indigné d'une pareille désinvolture, qu'elle consentit à nous laisser, pendant deux jours encore, quelques petits bâtiments sans valeur. L'égoïsme britannique se situe avec une sorte de candeur « par delà le bien et le mal ».

⁶ Voir *Les Causes militaires de notre défaite*.

CHAPITRE IV

Causes et conséquences de la débâcle française. - L'Angleterre n'admet pas que la France échappe à son emprise. - Elle essaie de soulever l'Empire contre les signataires de l'armistice. - Le général Gort passe de Dunkerque au Maroc. - Les Britanniques s'emparent de nos colonies de l'Afrique équatoriale et du Pacifique. - L'entrée en guerre de l'Italie a modifié la situation stratégique. - Importance du Moyen-Orient. - Londres prend l'initiative des opérations en Libye et en Abyssinie. - Succès tactiques et revers stratégiques. - Effets décisifs de l'intervention allemande en Afrique. - L'Angleterre réduite sur son seul front continental à une défensive coûteuse et pénible.

La débâcle des Flandres avait séparé la France de l'Angleterre.⁷ Celle-ci perdait sa tête de pont continentale. Sa frontière se trouvait reportée du Rhin aux rives septentrionales de la Manche. Les batteries lourdes de l'ennemi s'installaient de Gravelines au cap Gris-Nez et prenaient Douvres sous leur feu. Pour la première fois de leur histoire les Britanniques comprenaient qu'il allait leur falloir lutter pour leur existence.

La troisième victoire allemande était, certes, due à une évidente supériorité technique du Commandement de la Wehrmacht, mais elle était aussi la conséquence des erreurs et des négligences accumulées depuis vingt ans par l'Etat-major anglo-français : manque d'informations sérieuses sur le caractère totalitaire de la mobilisation industrielle et militaire au delà du Rhin ; sur l'encadrement, l'organisation, l'instruction et l'armement des nouvelles armées du Reich ; sur l'état de ces armées et de leur matériel après les campagnes de Pologne et de Norvège ; erreurs sur la signification et la portée des succès remportés au cours de ces deux campagnes si différentes l'une de l'autre ; prévisions fausses sur les possibilités de développement des offensives motorisées ; conceptions attardées sur l'emploi tactique des différentes armes ainsi que sur la coordination des efforts, particulièrement en ce qui concernait l'action des chars et de l'aviation ; sous-estimation de l'importance des liaisons et transmissions, insuffisance notoire dans leur propre organisation ; enfin, mauvaise interprétation des intentions stratégiques de l'adversaire.

Le Commandement anglo-français vivait sur le passé. Il s'était endormi sur ses lauriers de la dernière guerre, leur attribuant une valeur exagérée. La résurrection de l'armée allemande en 1935 ne l'avait même pas réveillé. Imbu des idées de 1918, il avait cru à une manoeuvre d'enveloppement alors qu'il s'était trouvé en face d'une bataille de rupture par de grandes unités blindées, suivie de l'exploitation rapide et profonde de cette rupture ; il n'avait pas envisagé l'emploi intensif de l'aviation comme moyen de commandement, comme arme d'accompagnement et comme artillerie lourde de bataille. Son dispositif avait été si fâcheusement articulé que, dès le sixième jour de la lutte, il ne disposait plus d'aucune réserve importante. Il s'était de même trompé sur la vitesse et l'amplitude des manoeuvres de débordement, tout comme sur la capacité d'utilisation des routes par d'immenses colonnes motorisées. Diriger ces colonnes et les ravitailler lui paraissait un problème à peu près insoluble, compliqué de pannes de moteurs, d'embouteillages, d'erreurs d'orientation, de risques d'isolement, etc. Bref, il s'attendait à une forme de bataille déjà connue, rythmée au pas de l'infanterie, et il avait calculé ses chances en fonction d'éléments d'appréciation périmés qu'il croyait toujours valables. Or rien n'avait tenu devant les méthodes appliquées par l'ennemi : il avait été frappé d'impuissance parce qu'il en était resté à une technique révolue depuis vingt ans.

Dès la fin de mai, la France, comprenant le caractère irréparable de sa défaite, avait envisagé la nécessité de l'armistice.

⁷ Les Anglais n'ont cessé de nous reprocher l'armistice, et pourtant la conduite de leurs troupes au cours des opérations l'avait, elle-même, imposé. Ces troupes s'étaient à peine engagées dans les Flandres ; elles avaient combattu mollement, hésité, désobéi, et, dès le premier choc, elles n'avaient songé qu'à se rembarquer. Quelques jours plus tard, entre Abbeville et Picquigny, trois de leurs divisions n'avaient même pas voulu prendre part à la bataille et s'étaient retirées la veille, laissant le secteur découvert.

Le fait qu'elle nous a lâchés en plein combat, qu'elle n'a plus songé qu'à elle, signifiait que l'Angleterre, séparant sa cause de la nôtre, se désintéressait de notre destin. Il confirmait avec éclat que notre alliée, dans son plan de campagne contre l'Allemagne, entendait se servir de la France, mais ne pas partager ses sacrifices.

L'alliance a été brisée devant l'ennemi par la volonté britannique. Dès le 4 juin 1940, nous étions en droit de reprendre notre liberté.

L'Angleterre ne l'entendait pas ainsi. M. Churchill était accouru, d'abord en Touraine, puis à Bordeaux, non pour nous annoncer des renforts et aviser avec nous aux moyens de rétablir une situation militaire qu'il jugeait lui-même désespérée, mais pour nous retenir à tout prix dans la dépendance de Londres. Il se montrait si ferme à ce sujet, qu'il en vint jusqu'à proposer d'unir les deux pays sous un même gouvernement, comme au temps où les Plantagenets se prétendaient rois de France.

C'est qu'il lui paraissait que nous restions encore largement utilisables. La France était envahie et bouleversée, à la merci du vainqueur. Qu'importait ? Il fallait à son alliée sa marine, ce qu'il lui restait de soldats et de matériel, l'Afrique du Nord, ses colonies et leurs ressources, pour poursuivre son plan stratégique. Elle n'acceptait pas l'idée que nous puissions renoncer à la lutte quand nous disposions encore de moyens pour la continuer. Ainsi s'accusait la profonde différence de mentalité séparant les deux pays : tandis qu'en soldats traditionnels nous déposions les armes pour avoir été irrémédiablement défaits sur nos vieux champs de batailles historiques, l'Angleterre, avec son préjugé d'Empire et de guerre universelle, se refusait à comprendre et encore moins à accepter qu'une nation coloniale comme la nôtre ne suive pas l'exemple de la Hollande, et ne consente point à combattre à son côté au même titre que le Canada, l'Australie ou l'Afrique du Sud. Aussi bien, des années de contrôle plus ou moins avoué sur la politique française l'empêchaient-elle de croire qu'il nous fut encore possible d'échapper à son emprise.

Dès qu'elle comprit que notre Gouvernement s'en tenait aux clauses d'un armistice qu'elle avait elle-même contribué à rendre inévitable par la défaillance de ses troupes, elle le traita en ennemi. Elle entreprit par tous les moyens : corruption, chantage, provocations et violences, de soulever le pays contre lui et commença, avec la complicité des émigrés de l'ex-général de Gaulle, une série d'attentats dont nous montrerons qu'ils répondaient à ses idées stratégiques.

Un mois après sa fuite de Dunkerque, le général Gort débarquait à Casablanca dans l'intention de dresser l'Afrique du Nord contre la Métropole et de la ramener dans la guerre. Sa tentative échoua, grâce à la présence d'esprit des autorités locales et à leur loyalisme. Lord Gort dut reprendre l'avion sans avoir rien obtenu. Mais son équipage mérite d'être retenue parce qu'elle montre que les Anglais, oubliant leur conduite récente, ou plutôt la jugeant fort naturelle, entendaient ne pas reconnaître le « Gouvernement de Vichy » et se comporter comme si rien ne s'était passé qui put rompre la solidarité des deux nations.

En somme, ce que la France n'a pas voulu faire de son plein gré, parce qu'au fond elle a compris que cette guerre n'est pas la sienne, M. Churchill essayera de le lui faire accomplir de force. Tenant l'armistice pour nul, il va s'emparer du Cameroun, du Gabon, du Congo, des territoires du Tchad, de nos possessions du Pacifique et tenter de prendre à revers l'Afrique du Nord par un débarquement à Dakar.⁸ Cette offensive antifrançaise, il ne cessera de l'aggraver et de l'étendre ; d'abord, parce qu'elle lui procure de nouvelles matières premières et un vaste recrutement de bataillons indigènes ; ensuite, parce qu'elle s'accorde à une prévoyante politique de compensations territoriales dont il sent qu'il tirera plus tard des avantages ; enfin, parce qu'il voit, dans l'extension de la dissidence outre-mer le moyen de diviser la France, de la mettre pour ainsi dire en minorité vis-à-vis de son Empire et de l'amener ainsi, par une sorte d'osmose, à renverser finalement les signataires de l'armistice.

Ainsi serait réalisé le programme qui avait échoué à Bordeaux. Et cette fois il ne serait plus question de Conseil supérieur interallié, car les « Français libres » n'avaient auprès de lui aucun crédit ; l'Angleterre commanderait seule et elle en userait à sa guise. Autre avantage, le soulèvement de notre Empire, particulièrement de l'Afrique du Nord, compliquerait la situation des Allemands en les obligeant à s'étendre dans la zone française non occupée, ne serait-ce que pour tenir nos ports de la Méditerranée et pour réprimer les troubles qui ne manqueraient pas de se produire sous l'action d'une propagande anglo-saxonne redoublée. Ce serait une nouvelle dispersion de leurs forces, un effort supplémentaire qu'il leur faudrait accomplir, toute une série de difficultés de plus. Enfin nos navires de Toulon, pour éviter le sabordage, devraient rallier les ports africains, où se trouvaient déjà nos cuirassés de 35.000 tonnes et notre division de croiseurs internée à

⁸ M. Churchill se conforme en agissant de la sorte à une tradition ancienne. Depuis Cromwell, il n'est pas de guerre continentale qui n'ait servi de prétexte à l'Angleterre pour occuper des territoires exotiques aux dépens de ses ennemis, de ses alliés ou des neutres. Lors des préliminaires de la paix d'Amiens, en octobre 1801, elle était en possession de la Martinique, de la Guadeloupe, de Gorée, de Saint-Louis-du-Sénégal, de Tabago, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de l'île d'Elbe, de Sainte-Lucie, ravis à la France ; de Demerari, de Berbice, d'Essequibo, de Surinam, du Cap de Bonne-Espérance, de Ceylan, enlevés à la Hollande ; de Minorque, de la Trinité, extorquées aux Espagnols ; de Malte, arrachée aux Chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, etc. Aucun engagement, même formel, n'a jamais prévalu sur son instinct d'accaparement. Cette stratégie inspirée de sa supériorité navale et dictée par ses appétits commerciaux, cette stratégie facile et éminemment profitable, avait par ailleurs l'avantage de justifier l'existence d'une petite armée de métier aux yeux d'un peuple trop convaincu de l'invulnérabilité de son territoire pour accepter le service armé.

Alexandrie. L'Etat français n'existerait plus, mais ses soldats comme ses marins passeraient en bloc, et cette fois sans conditions, au service du Royaume-Uni.

La déclaration de guerre de l'Italie et la défaite de notre pays, entraînant la perte des bases navales de la Méditerranée, avaient profondément modifié la situation stratégique de l'Angleterre. Il en résultait une brèche de plus de 2.000 kilomètres dans le blocus, entre Gibraltar et Port-Saïd. Les unités impériales du général Wavell, qui avaient servi d'appoint à notre armée de Syrie, restaient seules en face des forces ennemies de Libye et d'Abyssinie. Elles avaient été rassemblées pour couvrir le Canal de Suez et donner à la Turquie le sentiment qu'elle serait immédiatement soutenue si elle se décidait à prendre le parti des Démocraties. Mais telles qu'elles étaient constituées au mois d'août 1940, ces unités ne pouvaient que difficilement faire face à la menace italienne. Or, l'Italie venait de s'emparer en trois semaines de la Somalie anglaise et il était visible qu'elle préparait des opérations sur les confins du Soudan. De même, sur la côte septentrionale de l'Egypte elle avait poussé des avant-gardes jusqu'à Sidi-el-Barani. Enfin, ses bâtiments de guerre et ses avions allaient rendre la navigation dangereuse en Méditerranée.

Dans ces conditions, il fallait d'abord à tout prix empêcher que la plus importante des positions stratégiques de l'Empire, celle qui couvrait son activité vitale, ne tombât entre les mains des troupes de l'Axe. L'Angleterre devait reconsidérer d'urgence sa situation dans le Levant et assurer l'avenir en faisant de cette région un puissant bastion à la fois offensif et défensif. Elle n'avait plus à compter que sur elle-même, du moins pendant un certain temps, car les victoires allemandes et l'intervention italienne avaient impressionné la Turquie et les Etats balkaniques dans un sens assez défavorable à ses projets. Ses diplomates avaient beau prétendre démontrer à ces puissances que, malgré les apparences, ces événements ne pouvaient mettre sa victoire en question et faire appuyer leurs dires par les agents américains, elle comprit que le plus sûr moyen d'entraîner leur conviction était d'adopter une solution énergique en créant un immense camp retranché englobant pour commencer l'Egypte et la Palestine. A cet effet, elle fit venir en toute hâte de très importants renforts d'Australie, des Indes et de l'Afrique du Sud, auxquels elle adjoignit ses meilleures brigades cuirassées. Des effectifs se trouvèrent ainsi portés de 100.000 à 400.000 hommes. Désormais, prête à prendre l'initiative, elle décida d'engager en Libye et en Ethiopie une série d'opérations simultanées en vue d'anéantir toute possibilité d'action italienne en Afrique.

La Libye et l'Abyssinie conquises, mais surtout la Libye, c'était pour elle l'assurance de rester maîtresse de la Méditerranée et, au moins jusqu'à la paix, de ce carrefour des routes entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique que constituait le Proche-Orient. Il ne serait plus possible à l'Allemagne de l'en chasser et elle exercerait du Caire, de Jérusalem et de Bagdad une pression politique irrésistible sur les Etats limitrophes. Elle tiendrait la route du Cap sur toute sa longueur, celles de Tunis, de Mossoul et de Téhéran, et elle pourrait, si le besoin s'en faisait sentir, en établir une nouvelle, de l'Atlantique à la mer Rouge, à travers les possessions françaises de l'Afrique équatoriale ralliées au mouvement de de Gaulle, c'est-à-dire passées sous son contrôle.

Les Italiens chassés d'Afrique, elle serait libre de briser les efforts des puissances de l'Axe pour soulever les populations musulmanes, et elle serait à même de prendre l'ennemi à revers en portant ses armées, soit en direction des Balkans, soit en direction de la Caspienne. L'occupation de ce noeud géographique formé par les régions du Nil, du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate lui apporterait, au surplus, la certitude qu'elle ne pourrait être battue, quoi que puisse tenter l'ennemi : avec la possession d'un tel gage, elle serait toujours en état de négocier une paix acceptable, et peut-être même favorable, du fait que sa situation se trouverait encore élargie par la domination de la Libye, de l'Abyssinie, de l'Irak et de l'Iran.

Dans la conjoncture, ce n'était pas mal raisonner. L'Angleterre comprenait enfin qu'elle ne pourrait gagner la guerre qu'en la faisant sur les continents. La force des choses l'amena à ne plus atermoyer. En six mois les armées du Proche-Orient furent encore augmentées de 350.000 hommes et articulées des frontières de Cyrénaïque à celles de l'Afghanistan, avec des avant-postes en Crète et des bases à Suez, à Aden et à Bassora. Mais un pareil effort aggravait singulièrement les charges de la marine. Celle-ci allait ajouter à ses obligations déjà très lourdes dans la Mer du Nord, dans la Manche, dans l'Atlantique et dans l'Océan Indien, le ravitaillement et la protection d'effectifs considérables dont les activités ne manqueraient pas d'exiger une énorme consommation de vivres, d'armes, et de munitions.

Or, les escadres et l'aviation italiennes surveilleraient étroitement la Méditerranée centrale et rendraient très difficile le passage des convois par le détroit de Sicile. L'organisation des mesures de sécurité navale présenterait de telles complications et de tels risques que l'Amirauté en viendrait très vite à préférer pour ses transports la route du Cap, beaucoup plus longue mais relativement plus sûre. Ce serait une perte de temps et une diminution grave du rendement de la flotte. En fin de compte, les besoins des armées d'Orient

absorberaient la moitié des unités de ligne de la Royal Navy et près d'un tiers de ses navires de charge au détriment de leurs autres obligations. L'Angleterre, ou plutôt l'Empire, allait prendre conscience de ses limites.

Par contre, l'expédition d'Abyssinie n'offrait pas de grandes difficultés. C'était une opération coloniale comme tant d'autres, qu'avait faites le Royaume-Uni, à conduire avec méthode et patience. Les garnisons du duc d'Aoste, privées de ravitaillement en matériel et en munitions, sans possibilité de reconstituer leurs effectifs, réduites à vivre sur le pays, ne pouvaient tenir indéfiniment contre les colonnes qui allaient les presser de tous côtés en partant du Congo belge, du Kenya, de la Mer Rouge et du Soudan égyptien.

Il eut fallu pour les sauver que les Italiens de Cyrénaïque fussent assez forts pour pouvoir envahir la vallée du Nil et pousser au moins jusqu'à Suez, ce qui n'était certainement pas le cas, en novembre 1940, depuis le renforcement des armées et des flottes impériales dans le Levant.

En ce qui concernait la Libye, les choses se présentaient autrement. Il s'agissait là d'opérations absolument nécessaires et d'envergure, à diriger contre des troupes qui, si elles ne disposaient que de lignes de communications assez précaires avec leur métropole du fait de la supériorité de la Royal Navy dans la Méditerranée, n'en étaient pas moins pourvues de moyens de combat modernes et pouvaient au moins compter sur un sérieux appui de l'aviation. Ces troupes n'avaient pas réussi à dépasser Sidi-el-Barani au cours de leur offensive en direction d'Alexandrie. Leurs chars de combat, trop légers et trop faiblement armés, s'étaient vainement heurtés aux chars lourds britanniques. Cet échec donnait leur mesure momentanée, nettement inférieure à celle de leurs adversaires. De sorte qu'il fallait prévoir une contre-offensive prochaine du général Wavell.

En effet, le 9 décembre, les Anglais, soutenus sur leur flanc de mer par le tir des unités de la flotte, déclenchèrent l'attaque. Ils bousculèrent l'armée du maréchal Graziani et, après six semaines de durs combats, parvinrent jusqu'aux abords d'Adjedabia. Tobrouk, Benghazi et toute la presqu'île de Barca étaient tombés entre leurs mains.

Heureusement pour les Italiens, ils s'étaient arrêtés à court de souffle et leur chef sentait le besoin de reconstituer ses effectifs et d'organiser ses lignes d'étapes avant de pousser plus loin ses avantages. Rome put donc trouver le temps de reconstituer ses troupes et de renforcer la défense de Tripoli, seul grand port de ravitaillement africain qui lui restât.

De son côté, l'Allemagne s'était tout de suite rendu compte du danger que présenterait l'évacuation totale de la Libye par son alliée. Avec sa décision habituelle, elle n'avait pas attendu la fin de cette première bataille pour lui venir immédiatement en aide. Ses escadrilles d'avions s'installaient en toute hâte en Sicile et en Tripolitaine, tandis que débarquaient dans le plus grand secret deux divisions cuirassées dont le chef allait prendre, on va voir avec quelle maîtrise, la direction supérieure des opérations. En deux mois, le général Rommel réussit ce miracle de mettre sa nouvelle armée germano-italienne en état de reprendre la lutte avant celle du général Wavell. Sans plus attendre, il tomba sur ses adversaires alors en plein travail d'organisation de leurs arrières et il les battit de façon si radicale qu'il les reconduisit en moins de deux semaines à la frontière égyptienne. Une partie des divisions impériales dut s'enfermer dans Tobrouk, le reste rentra assez péniblement dans ses lignes de départ. Ce succès réduisait à néant l'effort britannique ; c'était l'essentiel pour le vainqueur qui ne disposait pas des moyens de l'exploiter stratégiquement par une marche sur Alexandrie.

En décembre 1941, le général anglais fit une sérieuse tentative pour dégager Tobrouk dont le ravitaillement maritime coûtait par mois une moyenne de quatre ou cinq navires coulés par l'aviation italo-allemande. Il échoua avec des pertes sévères.

Cinq mois plus tard, décidé à en finir, il se remit en campagne, cette fois avec des effectifs considérablement renforcés en éléments motorisés. Australiens, Néo-Zélandais, Sud-Africains, Hindous et Polonais, soit vingt divisions impériales, se ruèrent sur les huit divisions du corps germano-italien et, après une série de succès tactiques qui les conduisirent à Benghazi, mais dont aucun ne rompit les lignes ennemies, ils furent magistralement manoeuvrés par le général Rommel et ramenés tambour battant à proximité de la frontière égyptienne. C'est à peine s'ils parvinrent à conserver la liaison avec Tobrouk après une retraite désordonnée de près de six cents kilomètres.

C'était une seconde défaite. Pourtant l'offensive avait été préparée avec le plus grand soin et devait, aux dires de M. W. Churchill, se terminer par un nouveau Waterloo. Elle était non seulement brisée avec des pertes considérables, mais elle ruinait, comme la première, tout le plan stratégique anglais.⁹ Car, pour se

⁹ Même si le général Rommel, au lieu de reconduire ses adversaires au delà de Derna, n'avait fait que les contenir dans la région de Benghazi, le résultat eut été le même : la menace sur l'Égypte eut subsisté.

justifier militairement, il était nécessaire qu'elle amenât l'anéantissement de l'ennemi et l'occupation totale de la Libye. Quoi que Londres ait prétendu après coup, c'était là son objectif essentiel, le seul qui put autoriser une opération de guerre de cette envergure.

Si les Germano-Italiens n'étaient pas jetés à la mer ou faits prisonniers jusqu'au dernier, si Tripoli n'était pas pris, si le général Rommel continuait comme auparavant à menacer la route des Indes, la bataille avait été livrée inutilement et tout était à recommencer. Aucun avantage local ne comptait. C'était tout ou rien. Tant qu'il resterait un ennemi sur le sol africain, la Méditerranée ne serait pas libre et il serait impossible aux armées impériales de tenter quoi que ce soit de sérieux en direction du Sud-Est européen sans s'exposer à de graves dangers.

On s'étonne que les Grecs et les Yougoslaves n'aient pas compris que les promesses d'appui militaire prodiguées par l'Angleterre pour les amener à prendre les armes ne pourraient pas être tenues aussi longtemps que l'armée italo-allemande de Libye n'aurait pas été détruite. Cette destruction préalable était la première des conditions qu'ils auraient dû mettre à leur intervention, s'ils avaient eu le moindre sens militaire.

Le Commandement anglais s'était si bien rendu compte de cet impératif catégorique qu'il avait rassemblé près de six cent mille hommes, une énorme quantité de chars et de camions et fait des préparatifs de toute sorte pour s'assurer une victoire définitive dans ce secteur particulièrement névralgique. Sa flotte avait joué un rôle important, et qu'il espérait décisif, en soutenant l'action des armées le long de la côte égyptienne et en escortant les convois. Et pourtant la campagne était manquée, manquée sur mer comme sur terre, manquée au point que son échec allait être à la base des désastres de Grèce et de Crète et de toute une série de difficultés nouvelles dans la Méditerranée.

Sur ce théâtre si important de la guerre, la situation allait même tourner au tragique. En mai 1942, juste au moment où, après avoir hérissé son front de combats de défenses ultramodernes inspirées de la tactique russe, le général Auchinleck, successeur du général Wavell, se préparait à reprendre l'attaque, il fut encore devancé par le général Rommel. En trois semaines de combats, le corps germano-italien détruisit à peu près complètement la 8e armée anglaise, s'empara de l'importante place de Tobrouk, ainsi que de toute sa région fortifiée. Poursuivant ses avantages jusqu'à l'extrême limite des possibilités, il s'empara de Marsa-Matrouk et s'établit à cent kilomètres d'Alexandrie.

Désormais, il ne pouvait plus être question de rien tenter avant longtemps en Marmarique. La menace de l'ennemi pesait plus que jamais sur Le Caire, et elle prenait un tel caractère agressif qu'elle obligeait Londres à dégarnir, pour y parer, certaines autres zones de défense jusque-là moins menacées. Le Moyen-Orient absorbait peu à peu la meilleure partie de sa puissance de combat sur terre, sur mer et dans les airs. C'était là que, sous la pression des circonstances plus encore que par un effet de sa volonté, l'Etat-major impérial était amené à constituer le seul front continental qu'il lui fût possible de créer.

C'est que le Commandement allemand avait fait le nécessaire pour fixer les forces amassées en Egypte, en attendant que l'évolution des événements lui offrit l'occasion et le moyen de les en chasser. Evaluant avec précision la qualité, l'entraînement et l'armement de ces unités, il avait, malgré la croisière anglaise, fait passer les effectifs et le matériel indispensables pour recevoir leur choc dans des conditions favorables. Plus rapide, meilleur technicien militaire que son adversaire, meilleur organisateur, plus audacieux aussi, il avait trouvé partout la riposte et déconcerté le général Auchinleck. Cinq fois les Anglais s'étaient heurtés à ses soldats, et cinq fois ils avaient été surclassés dans toutes les phases du combat, notamment dans l'art d'évoluer et de se ravitailler dans le désert. Au point de vue psychologique, les victoires du général Rommel lui valaient une armée de renfort, car, en même temps qu'elles exaltaient le moral de ses troupes, elles confirmaient ses adversaires dans la pénible impression qu'il leur deviendrait de plus en plus difficile de venir à bout de son armée, même en possédant une grande supériorité numérique en soldats et en armements.

A dire vrai, ces défaites répétées démontraient jusqu'à l'évidence l'inaptitude des meilleurs représentants du Haut-Commandement britannique à monter et à conduire de grandes opérations stratégiques en face d'un ennemi inférieur en nombre, mais sachant à fond son métier. La réunion de grandes armées en Egypte et en Palestine n'avait réussi qu'à tenir le Canal de Suez à l'écart des champs de bataille. C'était à la fois trop et trop peu. Trop, parce que la sécurité de cette ligne d'eau ne valait un pareil déploiement de forces qu'autant que la navigation en Méditerranée restait praticable et sûre, ce qui n'était pas le cas ; trop peu, parce que ces armées s'étaient montrées incapables de conquérir la Libye.

L'Angleterre s'était crue plus forte qu'elle ne l'était. Elle pensait ingénument que le nombre et le matériel suppléeraient au manque d'imagination des chefs et à l'insuffisance d'instruction des troupes. Elle avait divisé ses forces en attaquant à la fois l'Abyssinie et la Libye, alors qu'après avoir constaté à Sidi-el-Barani la faiblesse relative du corps italien de Cyrénaïque elle aurait dû remettre à plus tard la campagne contre les détachements du duc d'Aoste, se contenter de se couvrir de leur côté et jeter sur la seule Libye toutes ses unités disponibles. Elle aurait ainsi reculé de deux mois la conquête de l'Ethiopie, opération secondaire, mais elle se serait emparé de la Tripolitaine, ce qui eut empêché l'intervention du Reich et permis, le moment venu, une irruption en force dans les Balkans. Elle aurait surtout rendu impossible la menace qui allait surgir et s'aggraver terriblement au cours des mois suivants pour la plus indispensable de ses positions stratégiques dans l'univers.

Sa tactique n'était pas meilleure que sa stratégie. Celle des éléments blindés n'était qu'une mauvaise copie des méthodes allemandes. Quand on a beaucoup à apprendre, il est téméraire de chercher à imiter ; mieux vaut se faire soi-même une doctrine originale et prudente, basée sur une étude objective des possibilités réelles de la troupe, de son degré d'instruction et des particularités de son armement ; car les fautes se paient très cher au combat, lorsqu'on a affaire à un adversaire qui n'en laisse passer aucune sans la châtier immédiatement.

Tandis que le général Rommel manoeuvrait dans le désert en gardant le contrôle absolu de ses mouvements, ses imitateurs, facilement déconcertés et par conséquent pris de vitesse, ne cessaient de s'empêtrer dans les leurs, au point de rester des heures sans parvenir à se rendre compte des positions de leurs sous-ordres. Leurs initiatives se déformaient sur le terrain, perdaient leur à-propos ou leur sens et se diluaient dans les lenteurs, les hésitations ou les enchevêtrements d'unités mal engagées. Il en résultait des situations compliquées, fausses et dangereuses dont profitaient les Germano-Italiens, avec la rapidité de l'éclair. La supériorité en nombre du matériel britannique n'aboutissait qu'à aggraver le désordre et à offrir à l'ennemi des occasions multipliées de détruire les détachements aventurés ou désorientés.

Dans les combats d'éléments motorisés comme ceux de Cyrénaïque, qui rappellent à certains points de vue les anciennes mêlées de cavalerie, l'essentiel n'est pas d'avoir pour soi le nombre, mais de commander à des techniciens éprouvés, disposant d'un service de liaisons impeccable, capables d'interpréter à tout moment la situation dans le sens des instructions reçues et de réagir instantanément dans l'esprit de ces instructions ; il faut un chef connaissant exactement les limites morales, intellectuelles et physiques de ses hommes, les qualités et les défauts de leur armement et ayant l'esprit assez clair, le jugement assez sûr, pour pouvoir suivre constamment le dessin mouvant de la bataille et être en mesure de le rectifier à chaque instant en fonction du but qu'il se propose d'atteindre. Il faut aussi que ce chef parle une langue comprise par tous.

Le Commandement anglais est trop lent, trop peu formé, trop neuf, à beaucoup d'échelons, dans l'art difficile de commander et d'obtenir. Il dispose de troupes blanches ou de couleur, trop différentes d'origine, de tempérament, trop superficiellement instruites pour diriger avec succès des batailles aussi mobiles. Ni lui, ni ses cadres, ni ses unités exotiques n'ont la doctrine et la cohésion suffisantes pour s'y reconnaître dans ce kaléidoscope empoussiéré et enfumé qu'est une lutte de tanks à travers d'immenses dunes sans points de repère. Ses défaites sont dues non seulement aux éminentes qualités d'homme de guerre du général Rommel, mais à la supériorité individuelle de ses soldats. En face du bloc Germano-Italien aux réactions sèches, précises et terriblement savantes, les Anglais, généraux en tête, ont fait figure d'amateurs. Combattant à trois contre un, ils n'ont démontré qu'une chose, c'est que ni le matériel, ni le nombre ne sauraient compenser les insuffisances techniques.

En somme, les campagnes de Marmarique ont illustré une fois de plus le vieil adage : *mens agitat molem*. Malgré leur incontestable bravoure, les divisions impériales n'ont rien pu et ne pourront désormais plus rien contre les Italo-Germains. L'Angleterre est bien parvenue à créer, à coup d'hommes et d'argent, un second front contre les puissances de l'Axe, mais, même si ce front arrive à tenir, ce ne sera jamais qu'un front négatif et si dispendieux en effectifs et en matériel que son résultat le plus clair sera de l'affaiblir partout ailleurs.¹⁰

Si on remonte aux causes profondes de ses défaites, force est de constater une fois de plus que l'Angleterre est demeurée impuissante en Libye, malgré l'énergie particulière de son effort, pour la même

¹⁰ On l'a vu à Singapour et en Birmanie, M. W. Churchill a déclaré aux Communes que les défaites dans ces régions avaient été causées par l'impossibilité où s'était trouvée l'Angleterre de dégarnir le Moyen-Orient au profit des théâtres d'opérations plus éloignés. C'est une explication exacte, mais partielle. Il faut ajouter que les Britanniques ont été battus par des troupes moins nombreuses mais meilleures que les leurs.

raison qu'elle l'avait été en Pologne, en Norvège et en France : parce qu'elle n'a disposé nulle part de la maîtrise incontestée des mers et des airs. En Méditerranée, sa flotte de guerre a été soumise à de rudes épreuves et a reçu plus de coups qu'elle n'en a porté. Sans cesse gênée et inquiétée par les unités légères de surface, les sous-marins, les vedettes rapides et les avions italiens, c'est à grand'peine qu'elle a réussi quelques raids intéressants mais coûteux contre les convois naviguant entre Naples et Tripoli. Encore la tâche lui a-t-elle été facilitée par la base aéronavale de Malte, plus forte que celles de Gibraltar et d'Alexandrie, et admirablement située aux abords du détroit de Sicile, passage obligé des transports ennemis.

Malgré l'excellence de ses positions stratégiques et le nombre de ses unités, à aucun moment elle n'a dominé la situation sur mer, elle l'a tout au plus disputée à l'adversaire avec des chances diverses. C'est si vrai, qu'en décembre 1940 elle s'est déclarée incapable de répondre favorablement au désir du général Wavell, lorsque celui-ci a demandé à conjuguer le débarquement de deux divisions en Tripolitaine avec son offensive de Cyrénaïque. Il s'agissait de s'en prendre aux ports, aux magasins et aux réserves de cette région pendant que l'attaque principale se déclencherait aux frontières de l'Égypte. Réussie, l'opération eut sans doute amené l'effondrement total de l'armée du maréchal Graziani qui aurait été prise entre deux feux ; l'Amirauté s'est refusée à en assumer la responsabilité pour la raison, d'ailleurs fondée, qu'elle ne jouissait pas de son entière liberté d'action sur les côtes d'Afrique. C'est tout juste si elle a consenti à détacher une escadre pour soutenir l'aile droite anglaise entre Sollum et Derna, parce que, dans les eaux de la Marmarique, elle savait ses vaisseaux couverts au Nord par l'occupation de la Crète. L'escadre fit demi-tour après la prise de Derna, jugeant imprudent de se manifester aux approches de la Mer Ionienne.

Cette défaillance de l'Union Jack, au moment où la Grande-Bretagne avait toutes les chances de l'emporter, a pesé lourdement sur la suite des événements. Il est remarquable que toutes les batailles livrées depuis par l'Etat-major du Caire l'aient été sans un appui sérieux de la Royal Navy. Cette abstention était la conséquence de la conquête de la Crète et des îles de la Mer Egée par les Allemands, ainsi que de la destruction systématique des installations militaires de Malte. Le renforcement des positions aériennes et navales de l'ennemi en Méditerranée a considérablement affaibli les possibilités offensives des bâtiments de Sa Majesté. Si l'on ajoute que la R. A. F. n'a jamais pu réussir, ni sur terre ni sur mer, à prendre l'ascendant sur les aviateurs de l'Axe, on se rend compte qu'à partir du mois de mai 1941 l'Italie et l'Allemagne n'avaient plus de raisons de s'inquiéter outre mesure sur le sort de leurs soldats africains, puisque la majeure partie des convois de ravitaillement arrivaient sans encombre à destination.

Pour avoir, en novembre 1940, poursuivi deux buts à la fois et sous-estimé la force de résistance du corps italien de Libye, pour s'être montrée en janvier et février 1941 incapable d'anéantir ce corps, pour n'avoir pas su empêcher Rome et Berlin de lui envoyer des secours, bref, pour s'être montrée inférieure dans l'exécution d'un plan stratégique qui ne pouvait s'accommoder de demi-réalisations, l'Angleterre avait attiré sur ses armées d'Égypte une réaction dont la leçon de Norvège aurait dû lui faire redouter les conséquences. L'arrivée du général Rommel et de ses divisions blindées à Tripoli a marqué le commencement d'une série d'échecs terrestres et maritimes qui sont allés s'aggravant progressivement jusqu'à se transformer en revers irréparables avec la chute de Tobrouk et la prise de Marsa-Matrouk en juin 1942. Désormais, il ne pouvait plus être question pour l'Etat-major du Caire de songer à reprendre Benghazi, mais d'aviser aux moyens de garder Alexandrie et la rive gauche du Nil. Les espoirs d'atteindre la Tunisie, puis toute notre Afrique du Nord et de les soulever contre le « gouvernement de Vichy », de décider la Turquie à prendre les armes et de constituer un front immense de Gibraltar à la Mer Noire par Alger, Tripoli et Istanbul, tous ces espoirs grandioses liés à l'écrasement des Italiens en Libye étaient définitivement évanouis.

Le Moyen-Orient, dont l'Angleterre entendait faire une, des grandes bases de départ de sa contre-offensive européenne en même temps que le rempart de son Empire asiatique, était en passe de devenir son secteur le plus vulnérable. Pour la suite de la campagne, la marine et l'aviation germano-italiennes disposaient de deux bonnes lignes de communication avec l'Afrique : l'ancienne sur Tripoli, passant par la Sicile, les eaux à l'ouest de Pantelleria et les côtes de la Tunisie ; la nouvelle, invulnérable sur les trois-quarts de son parcours, sur Tobrouk et Benghazi par l'Adriatique, Corfou, le Canal de Corinthe et la baie de la Sude. De ce fait, Malte perdait une partie de son importance tandis que les bases crétoises allaient peser d'un grand poids sur les futures opérations. La flotte anglaise se trouvait refoulée entre Port-Saïd et Chypre dans une sorte de cul-de-sac au fond duquel ses grosses unités ne se trouvaient plus en sûreté.

Ce renversement de la situation stratégique était dû à la résistance des Italiens, de décembre 1940 à février 1941, lors de la première offensive du général Wavell : au cours de deux mois de luttes acharnées, le général avait remporté de sérieux succès tactiques, mais n'avait pas réussi à atteindre son but, qui était de libérer la Libye de la présence de l'ennemi. Au point de vue stratégique, la victoire avait été remportée par les

Italiens, puisque leur résistance avait permis l'arrivée de l'Afrikakorps, la reconstitution d'une solide armée en Afrique, les victoires du général Rommel et, enfin, l'invasion de l'Egypte. Sir Archibald Wavell, dont Londres paraît pourtant tenir les talents en haute estime, sera compté par l'Histoire au nombre des grands responsables de la défaite anglaise, pour avoir laissé à ses successeurs dans le Moyen-Orient une situation qu'il n'était plus en leur pouvoir de redresser.

Aujourd'hui, l'Etat-major impérial commence à entrevoir toute la portée de ses fautes. A l'Ouest, les divisions blindées italo-allemandes campent en Egypte à une journée de marche du Nil et à deux jours du Canal, prêtes à reprendre l'offensive. Au Nord-Est, les armées du maréchal Von Bock, après avoir forcé les défilés du Caucase, se disposent à envahir l'Irak, la Syrie et la Palestine ; en dévalant le long du Tigre, leurs éléments motorisés peuvent atteindre en quelques jours Mossoul et peut-être même Bassora. Ainsi se dessine une immense tenaille menaçant de broyer entre ses branches les trois armées impériales étirées d'Alexandrie à Téhéran. Jamais la position stratégique des Britanniques n'a été plus périlleuse et plus mauvaise que dans ces régions dont les populations leur sont déjà en grande majorité hostiles et où ils ne se maintiennent que grâce à l'inlassable et courageuse activité de leurs convois maritimes. Verra-t-on dans les prochains mois, mais cette fois sur une échelle incomparablement plus grande, une nouvelle capitulation de Kut-el-Amara ?¹¹ Si l'Histoire devait se recommencer, ce serait la reddition en rase campagne d'un million d'hommes et la capture d'un immense matériel anglo-saxon ; ce serait surtout un événement de conséquences politiques, économiques et militaires si graves, si intimement liées entre elles, si grosses de répercussions de toute nature, qu'il serait susceptible d'amener la fin de la guerre à lui seul. Vaincue, l'Angleterre évacuerait à jamais la Méditerranée, l'Egypte, la route impériale des Indes, la Palestine, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Elle perdrait toute possibilité de ravitailler les Russes par le Golfe Persique ; l'Abyssinie serait reconquise par les Italiens dans un délai plus ou moins proche ; chose plus grave encore, ce serait les Indes abandonnées au moment où elles vont avoir à faire face à l'offensive des Japonais, car l'entrée des Allemands à Bassora ouvrirait à la flotte sous-marine nippone un point d'appui d'une importance décisive dans l'Océan indien. Jamais de mémoire de Britannique, l'Empire n'aurait subi un aussi complet désastre. Le problème militaire deviendrait insoluble. Avec la disparition de son facteur terrestre - ce front de 1.200.000 hommes, échelonnés du Nil à la Caspienne, que M. Churchill affirmait répondre aux exigences d'action formulées par les armées russes agonisantes - le facteur maritime lui-même perdrait le plus clair de sa valeur. Déjà il n'était plus question d'un blocus efficace depuis que, d'une part, l'Allemagne contrôlait l'Europe de la Bidassoa au Caucase et que, d'autre part, le Japon disposait des parties vivantes du Pacifique. Alors à quoi répondrait cette lutte épuisante sur les océans, s'il n'était plus possible de la justifier par l'espoir de porter un jour le coup mortel à l'ennemi sur le continent ?

¹¹ Au cours de la première guerre mondiale, la seule armée qui se soit rendue à l'ennemi, en la circonstance aux Turcs, a été celle du général anglais Townshend dont les troupes furent encerclées, battues et faites prisonnières à Kut-el-Amara sur le Tigre, à quelques deux cents kilomètres au Sud-Est de Bagdad.

CHAPITRE V

De l'expectative au dynamisme. - Second plan d'encerclement et de blocus de l'ennemi par le Sud et l'Est européens. - Tares de la stratégie de coalition. - Marché de dupes avec les Soviétiques. - L'Allemagne résolue à ne pas perdre l'initiative. - Le putsch de Belgrade et ses conséquences. - A peine constitué, le front balkanique s'effondre. - Nouvel échec britannique en Grèce et en Crète. - Ses raisons. - La Wehrmacht fait disparaître la menace que l'armée rouge constituait pour l'Occident. - L'Angleterre incapable de créer une diversion d'envergure à l'Ouest pendant le drame germano-russe.

Sans tenir compte des conséquences des défaites britanniques en Afrique, le plan d'opérations dans les Balkans s'inspirait toujours du même principe immuable : l'encerclement de l'ennemi. Indépendamment de toute autre considération politique ou militaire, il restait soumis à la préoccupation de resserrer le blocus, ce blocus qui pendant la première guerre mondiale avait en définitive assuré la victoire des Démocraties.

Ses auteurs reprenaient, pour la réaliser par le Sud et par l'Est, la pensée qui avait présidé l'année précédente aux opérations engagées dans le Nord et l'Ouest. Ils avaient alors tenté de ceinturer l'Allemagne par la France, la Belgique, la Hollande, la Mer du Nord, la Norvège et la Baltique ; cette fois, ils constitueraient un front de l'Atlantique à la Mer Blanche, par Gibraltar, la Méditerranée, la Yougoslavie, la Mer Noire, la Russie et encore une fois la Baltique. Les pourparlers engagés secrètement avec Moscou prenaient la meilleure tournure.

L'Etat-major britannique pensait être fondé à croire que sa stratégie ne le cédait pas en envergure à celle de ses adversaires. M. W. Churchill se flattait de travailler à l'échelle de son pays. Aussi déclarait-il à la Chambre des Communes avec une entière bonne foi : « Notre position est actuellement bien meilleure qu'en juillet 1940. » Sur le papier ses intentions avaient une forme irréprochable et, comme il n'était pas technicien, l'idée ne lui venait pas qu'il pouvait avoir surestimé la solidité militaire de ses alliés et surtout les possibilités réelles de la Royal Navy.

Les buts de l'opération envisagée peuvent se résumer ainsi :

Libérer la Méditerranée de la menace navale italienne, ce qui permettrait de dégager la route des Indes, d'assurer la tranquillité des pays arabes et, par conséquent, de transporter dans les Balkans la quasi-totalité des troupes impériales du Proche-Orient ;

Amener l'effondrement politique et moral de l'Italie par la destruction de ses armées d'Albanie, la mainmise sur les puits de pétrole de Berat et l'installation de la R. A. F. ainsi que de la flotte anglaise sur la côte Est de l'Adriatique, à portée immédiate des centres industriels et des ports de la péninsule ;

Enfin, et c'était la partie essentielle du plan, celle qui devait emporter la décision, jeter sur les forces de l'Axe, déjà en partie absorbées par la tâche d'assurer l'ordre dans les trois cinquièmes de l'Europe, de nouvelles et immenses armées qui les assailleraient de flanc et à revers sur près de 4.000 kilomètres de front, depuis Fiume jusqu'à Mourmansk, en passant par Bucarest.

Si les événements se déroulaient conformément aux prévisions ; si les aléas, inévitables dans toute opération de guerre, même bien conçue et vigoureusement menée, n'allaient pas, comme on s'en donnait l'assurance, jusqu'à bouleverser tous les calculs ; si, comme disaient les initiés, chacun faisait son devoir en pleine subordination aux directives anglaises, les alliés devaient triompher en six mois.

Et ce serait cette fois une vraie victoire militaire, totale et définitive, une victoire d'anéantissement étendue à toute l'Europe, puisque les pays vaincus ne manqueraient pas de se soulever et de chasser leurs garnisons allemandes dès l'entrée des rouges à Berlin et des Gréco-Yougoslaves à Vienne. Victoire due au génie de l'Angleterre, à son énergie, à son or, à ses ressources et, plus que jamais, à la supériorité de sa marine qui, partout présente et active, aurait permis de mener à bien une manœuvre aussi gigantesque.

Londres comptait faire décimer de cinquante à soixante bonnes divisions ennemies entre l'Adriatique et la Mer Noire en attendant que les forces russes, les plus grandes, les mieux armées qui aient été appelées jusqu'ici à entrer dans la bataille, tombassent d'un irrésistible élan sur ce qui resterait à l'Allemagne de grandes unités disponibles.

Grecs et Yougoslaves joueraient le rôle naguère dévolu aux Polonais, mais dans d'autres conditions : il ne s'agirait pas pour eux de combattre à découvert dans des plaines favorables aux évolutions des divisions

cuirassées. Ils useraient les soldats du Reich et les démoraliseraient dans une rude, lente et décevante guerre de montagne. D'autre part, les armées rouges ne resteraient pas l'arme au pied comme l'avait fait l'armée française. Organisées pour l'offensive, leur attaque serait aussi soudaine que violente et, espérait-on, sans riposte. La Wehrmacht ne pourrait que succomber sous l'assaut de coalisés doués d'une puissance de combat infiniment supérieure à tout ce qu'elle avait rencontré jusqu'alors.

Depuis l'effondrement du front Ouest, la stratégie impériale avait évolué. D'expectante qu'elle était à l'origine, elle devenait dynamique. Il n'était plus question de continuer à commercer dans une sereine attente de l'asphyxie du peuple allemand, mais bien d'attaquer partout ses armées. Londres, qui avait trouvé naïves nos idées de gagner les guerres modernes par la seule force des armes, commençait sous la pression des circonstances à penser à la française.

Bien entendu, l'exécution des phases de cette stratégie comportait un ordre d'urgence. Le premier résultat à atteindre était de donner aux escadres anglaises et à la R.A.F. le contrôle du Canal d'Otrante, puisque le ravitaillement sûr et régulier des armées en opérations dans la région des Balkans dépendait avant tout de ce contrôle.

Une partie de l'armée serbe avait en conséquence pour mission de tomber sans perdre une heure sur le dos des divisions italiennes aux prises avec les forces grecques dans les gorges de l'Albanie. La destruction de ces forces ouvrirait à l'Union Jack les bases essentielles de Durazzo et de Valona.

L'intérêt militaire de ces deux ports n'a pas besoin d'être souligné, moins encore que celui du fjord de Cattaro où, jusque là, n'avaient pu s'aventurer à grands risques que quelques rares sous-marins britanniques. La présence des forces aériennes et navales anglaises dans les eaux même de l'Italie verrouillerait l'Adriatique et assurerait l'absolue sécurité des routes maritimes entre Alexandrie et Athènes, entre Port-Saïd et Salonique.

Maîtresse de la Mer Egée, l'Angleterre se trouverait en mesure d'apporter à ses alliés un soutien continu et de grand rendement ; délivrée de tout souci en ce qui concerne Suez et l'Egypte, elle transporterait dans le Sud-Est européen ses armées du Proche-Orient. Enfin, le corps italien de Libye, attaqué désormais dans ses bases continentales, aux sources même de sa combativité, serait pratiquement annihilé, s'il n'avait pas déjà été détruit dans les combats de Cyrénaïque. L'Italie prise à partie entre Catane, Naples et Tarente, deviendrait incapable de le secourir. Au point de vue stratégique, la possession de Valona, de Durazzo et de Cattaro par les alliés valait une invasion de la Sicile.

L'Etat-major britannique faisait grand cas de l'allant des Balkaniques. La belle tenue des Serbes pendant la première guerre mondiale lui paraissait de bon augure et, sur les frontières de l'Epire, les troupes du roi de Grèce venaient de faire preuve pendant huit mois d'une indéniable endurance. Avec l'appoint de deux ou trois cent mille Canadiens, Australiens, Sud-Africains et Hindous, on arriverait bien à bout de trois ou quatre armées allemandes. Ce serait aux Russes de faire le reste.

Mais la mise sur pied d'un aussi vaste programme exigeait une activité diplomatique considérable. Soutenue par les Etats-Unis, l'Angleterre avait dû multiplier les promesses, les chantages et aussi les concessions, car si elle considérait Grecs et Yougoslaves comme une canaille achetable à bon marché, il n'en était pas de même des Russes. Avec eux, elle avait trouvé à qui parler.

Les Soviétiques étaient plus forts que jamais et ils savaient ce qu'ils voulaient. La guerre leur avait déjà rapporté sans coup férir d'importants gains territoriaux et ils comptaient bien ne pas s'en tenir là. D'autre part, ils n'avaient aucune sympathie pour le solliciteur britannique, leur adversaire de toujours. Ils s'étaient trop souvent heurtés à ses intrigues dans la Mer Noire, en Perse, en Afghanistan et en Chine pour se méprendre sur ses véritables arrière-pensées. Leur idéologie et leurs ambitions étaient aux antipodes des siennes. Comme tout le monde, ils le savaient incapable de gagner une guerre à lui seul et ne se souciaient aucunement de jouer le rôle de Raton avec ce Bertrand dont la hautaine assurance dissimulait mal l'impuissance.

Au point de vue de la politique extérieure, le gouvernement de l'U. R. S. S. se regardait comme le légataire universel des descendants de Pierre le Grand. Et c'est dans une nouvelle guerre de massacres et d'épuisement général qu'il voyait le moyen de déchaîner cette révolution mondiale qui devait permettre d'asseoir l'impérialisme slave sur les ruines de la vieille Europe. Surveillant avec la plus grande attention l'évolution de la crise depuis Munich, il avait signé le pacte germano-russe avec la conviction que cet instrument diplomatique aurait comme premier effet de décider l'Allemagne à recourir à la force pour régler l'irritante question de Dantzig et du « Couloir ». Calcul d'autant plus exact que les garanties illusives

accordées à la Pologne par l'Angleterre et la France devaient empêcher cette puissance de se rendre à la raison.

L'accord fit scandale dans les Démocraties, où l'on n'en comprenait pas le vrai sens. Seule l'Allemagne ne fut pas dupe ; connaissant mieux que personne les prétentions soviétiques, elle savait où Moscou voulait en venir. Elle signa cependant, pour d'impérieuses raisons d'opportunité militaire, parce que c'était pour elle l'unique moyen d'éviter cette guerre sur deux fronts qui formait la base de la stratégie anglo-française. Mais elle prit ses précautions en maintenant en permanence un certain nombre de ses meilleures divisions à l'Est, pendant ses campagnes de Norvège, de France et des Balkans.

Ainsi, vu du côté soviétique, le pacte permettait de déclencher la guerre et de commencer par s'emparer à peu de frais de vastes territoires européens ; vu du côté allemand, il répondait à la nécessité de s'assurer la liberté de faire campagne sans avoir à s'inquiéter des arrières. La diplomatie anglaise était battue ; ses prétextes humanitaires n'avaient pas réussi à donner le change au réalisme de Moscou.

Toute l'affaire était à reprendre. Mais, dans sa déconvenue, la Grande-Bretagne avait acquis au moins cette certitude que les Soviets, s'ils étaient décidés à ne s'intéresser qu'à eux-mêmes, n'en avaient pas moins résolu de jouer un rôle actif dans la guerre et qu'ils s'étaient armés en conséquence. Ce rôle qu'ils voulaient assumer à leur heure, elle s'efforcera de le leur faire jouer à la sienne et à son profit exclusif. Aussi verra-t-on pendant des mois son ambassadeur à Moscou, le milliardaire Stafford Cripps, se camoufler en sectateur outrancier du communisme et multiplier les promesses d'hommes, d'argent et de matériel.

L'alliance du capitalisme britannique et du marxisme mongol allait être la conclusion d'un marché de dupes entre deux impérialismes foncièrement antagonistes. Les partenaires n'ont été d'accord que sur un point : écraser l'Allemagne. Ils n'ont parlé des problèmes de l'après-guerre que pour la galerie et sur le ton habituel de la phraséologie démagogique, sachant trop que leur solution dépendrait de la tournure des événements. En somme, les choses se sont passées comme entre deux ennemis mortels qui se rapprocheraient et s'associeraient temporairement pour renverser d'un effort commun l'obstacle qui les empêchait jusque là de s'affronter directement.

D'ailleurs, dans leur détresse, les Anglais n'en étaient plus à marchander. Rien ne leur paraissait trop humiliant, ni trop cher, pourvu que les Russes jetassent le plus tôt possible leurs vingt millions de soldats sur l'ennemi et lui portassent le coup de grâce. On ne sait rien de précis sur les conditions du pacte anglo-soviétique, mais il est vraisemblable qu'elles ont été jusqu'à admettre, du côté de Londres, le principe de ces abdications inouïes : l'installation de la Russie aux débouchés de la Baltique, sur les rives du Bosphore et sur celles du Golfe Persique.

Mais qu'importaient les concessions ; l'Angleterre se flattait qu'une fois la guerre terminée, elle seule resterait assez forte pour remettre chacun de ses alliés à sa place. Elle pensait que, s'il y avait une victoire des Démocraties, ce ne pourrait être que la sienne, comme après toutes les coalitions qu'elle avait suscitées depuis deux siècles. Elle comptait sur ses exceptionnelles positions géographiques, économiques et politiques pour lui fournir les moyens de reprendre son ancienne prédominance. Bref, elle ne doutait pas de refaire une Pax britannica, instaurée sur la toute puissance de l'or et sur une maîtrise des mers plus assurée que jamais. Dans sa hâte de reconstituer l'indispensable front terrestre, elle perdait simplement de vue que l'impérialisme de la livre était déjà supplanté par l'impérialisme du dollar et qu'à Washington on entendait s'attribuer tous les profits de la guerre.

De leur côté, les Soviets pouvaient d'autant mieux s'offrir le luxe d'une apparente solidarité qu'ils tenaient pour certain qu'une fois maîtres de Berlin, de Vienne et de Paris, c'est-à-dire de l'Europe continentale, aucune force au monde ne serait capable de s'opposer à l'avènement du bolchevisme universel. Les troupes britanniques ne débarqueraient pas plus dans une France envahie par leurs armées qu'elles ne l'avaient fait pendant l'occupation allemande.

Aussi, quand les deux nations affirmaient leur complet accord sur les destinées de l'Europe, chacune gardait la conviction qu'elle serait la seule à exploiter la future victoire commune. L'Histoire aura rarement eu à enregistrer un pacte plus dépourvu de sincérité. Tandis que les dirigeants de Londres voyaient dans cet instrument le moyen d'échapper à un désastre imminent, les hommes du Kremlin le considéraient comme une première étape vers la réalisation de leur rêve d'hégémonie européenne et même mondiale.

Si le calcul du Cabinet impérial revêtait un caractère d'expédient, par contre celui des Soviets ne manquait pas de justesse, à la condition toutefois que la guerre fut menée rondement sur le front de l'Est. Au vrai, leur triomphe eut été pour les Britanniques plus désastreux que celui du Reich, et ceux-ci ne l'ignoraient pas. Mais entre deux périls également graves, force leur était de parer au plus pressant, d'autant plus que les rouges leur apportaient le moyen d'y parvenir sans payer de leurs soldats.

Ils se rassuraient à l'idée que la puissance militaire des Soviétiques allait sortir, sinon détruite, du moins terriblement affaiblie de sa lutte avec les armées du Reich, tandis qu'eux-mêmes, se contentant de marquer les coups et de fournir les instruments de mort, épargneraient leurs propres troupes jusqu'au jour où, après des mois de luttes sans merci, ennemis et alliés seraient dans l'incapacité de s'opposer à leur volonté. Dans le même ordre d'idées, estimant qu'à la fin des hostilités les profits de la victoire seraient répartis entre les alliés en fonction de l'état de chacun, ils ne doutaient pas de contenir facilement les exigences d'une Russie dont l'économie générale, déjà très inférieure à la leur en temps normal, serait ravagée pour des années par le conflit.

La Grande-Bretagne, puissance mondiale, se trouvait donc de bonnes raisons de ne pas chicaner sur les conditions de l'intervention des armées rouges, pour autant que ces conditions respectaient implicitement son principe que le seul vainqueur d'une guerre est celui qui n'y a laissé ni sa puissance militaire, ni sa richesse économique. Plus les Russes tueraient d'Allemands, plus les Allemands tueraient de Russes, plus les destructions seraient grandes des deux côtés, plus les deux pays se ruindraient physiquement et moralement, plus grand serait son triomphe et, par conséquent, moins elle se sentirait tenue de remplir ses engagements vis-à-vis de ses alliés.

Dans sa lutte pour son existence, Londres appliquait intégralement la formule de lord Cecil : « Les nègres commencent à Calais. »

Comment expliquer que la partie balkanique de cette stratégie, impeccable sur le papier, ait si totalement et si brutalement échoué ? C'est pour des raisons dont les unes tiennent à l'évidente supériorité du Commandement allemand et dont les autres sont inhérentes au caractère particulier de toute entreprise de guerre anglaise.

Il avait fallu à Londres beaucoup de temps et d'intrigues pour convaincre la Yougoslavie et s'entendre avec la Russie. Si à Belgrade et à Athènes on parlait très haut d'idéal commun, dans les entretiens secrets il n'était question que du perpétuel conflit des égoïsmes nationaux et des intérêts particuliers. Sauf en Russie, où ils étaient tout-puissants, et où d'ailleurs ils n'avaient besoin ni de conseils ni de moyens, les Etats-majors n'intervenaient qu'au second plan, en tant qu'agents d'exécution. S'ils avaient à présenter des suggestions, des propositions ou des demandes, notamment pour le matériel, c'est à leurs gouvernements respectifs qu'il leur fallait s'adresser. Ceux-ci les transmettaient à Londres suivant leur vue particulière des nécessités de l'heure et compte tenu de considérations trop souvent ignorées des militaires. Il résultait de ces méthodes, mal dégagées des habitudes du temps de paix, des flottements, des incertitudes, quelque chose d'impersonnel et de mou dans la préparation des événements dont les documents secrets de l'Etat-major français, saisis par les troupes allemandes à la Charité-sur-Loire, offrent un exemple frappant.¹²

Le Cabinet de guerre impérial finissait tout de même par statuer, mais non sans avoir perdu du temps en controverses, en demandes d'éclaircissements, en objections, en contre-propositions et en argumentations de toutes sortes destinées moins à mettre les questions au point qu'à défendre ses finances contre d'après sollicitateurs. Si bien que les décisions n'intervenaient que tardivement et sans vraie force d'impulsion. Rédigées en style d'ambassade, elles manquaient de précision, quand leurs textes n'étaient pas assaisonnés de « toutefois », de « néanmoins », de « cependant » qui leur faisaient perdre toute clarté. De ces consultations à échelons multiples, de ces va-et-vient de rapports, rien ne sortait d'impératif et de concret, rien qui fut de nature à permettre aux divers Etats-majors de concourir rapidement et utilement à la réalisation d'une grande stratégie d'ensemble.

Est-il besoin de dire que de telles conditions de travail étaient à l'avantage de l'Allemagne. Outre-Rhin, il n'était pas question de mercenaires, ni par conséquent de marchandages, de maquignonnages et de corruption. Le Reich jouissait de l'immense avantage de ne s'adresser qu'à ses fils. Un esprit totalitaire mettait à la disposition du chef l'universalité des ressources. Ni tractations, ni lenteurs, ni incompréhensions. Une cohésion, une discipline dans l'action, une coordination en quelque sorte automatique des efforts dans le sens ordonné par le Führer, la nation tout entière était aussi souple et manœuvrière que son armée. De là, son

¹² Il faut lire dans ces documents, qui ont été publiés par l'Allemagne, l'étrange correspondance échangée entre le Gouvernement français et les Etats-majors alliés. La conduite de la guerre y apparaît sous la forme de suggestions vagues, de desiderata extravagants ou d'échanges de vues sans intérêt. L'indécision du Commandement, son absence d'idées claires et son manque de volonté y transparaissent à chaque instant. En particulier, les négociations poursuivies en vue d'organiser le sabotage des installations pétrolières de Roumanie et l'embouteillage du Danube sont des chefs-d'oeuvre d'incohérence où la crainte des responsabilités le dispute à l'incapacité de dresser un plan simple et qui se tient. La lecture de ces textes projette un jour singulier sur la façon dont les dirigeants des puissances démocratiques concevaient la guerre.

extraordinaire aptitude à résoudre les problèmes les plus complexes ; de là, ses succès diplomatiques aussi brillants que ses victoires militaires ; de là enfin, dans tous les domaines et sur tous les terrains, une vitesse et une puissance d'exécution que l'Angleterre, malgré ses immenses richesses, se montrait tout à fait incapable d'atteindre.

La seconde opération d'encerclement montée par le Cabinet de Londres ne pouvait pas échapper aux observateurs de Berlin. Ils la voyaient s'amorcer, prendre corps et se développer depuis la défaite française. L'Angleterre avait beau, pour donner le change, intensifier la publicité de ses appels à l'Amérique, ses adversaires entretenaient assez d'agents à Londres, à Moscou, à Belgrade, à Bucarest, à Sofia et à Athènes pour être renseignés sur ce qui se préparait dans les Balkans et dans l'Est européen.

Fixés sur l'absolue nécessité du facteur terrestre, ils savaient mieux que personne que l'intervention armée des Russes aurait pour les Britanniques, tout au moins dans l'immédiat, une autre importance que celle des Etats-Unis, lesquels faisaient déjà un gros effort pour l'armement et le ravitaillement de leurs amis. C'est pourquoi la période d'accalmie apparente qui s'est étendue de juillet 1940 à mars 1941 a été pour Berlin une période d'intense activité politique. L'adhésion du Japon au Pacte tripartite, celle de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie, ont marqué autant de défaites de la stratégie anglaise. Si, à son tour, la Yougoslavie finissait par se ranger aux côtés des tenants de la Nouvelle Europe, tout espoir serait perdu pour l'ennemi de constituer un nouveau front dans les Balkans.

Comme sur les champs de bataille, l'Allemagne l'a emporté parce que, plus résolue, mieux préparée, mieux organisée pour la lutte, elle n'a pas hésité à prendre des risques, ce que n'aime pas faire l'Angleterre, accoutumée à se retrancher derrière autrui. Non seulement elle a bénéficié du prestige de ses armées mais elle a manœuvré avec l'à-propos que peut seule apporter à une grande action politique l'autorité incontestée d'un vrai chef. Le Führer avait défini ses buts de guerre avec une netteté absolue ; il avait à plusieurs reprises énoncé le programme de la reconstruction européenne. A la différence de ses adversaires, qui dissimulaient assez mal la défense de leurs privilèges sous des prétextes altruistes, il faisait appel à l'esprit révolutionnaire. Son langage nouveau, simple et tonique, ne pouvait manquer d'émouvoir les nations pauvres du continent qui avaient souffert pendant vingt ans des traités que l'Angleterre leur avait imposés à Versailles, à Sèvres, à Saint-Germain et à Trianon.

La concentration des armées du maréchal List en Bulgarie, dans les premiers mois de 1941, montrait que le Reich ne se laisserait pas prendre au dépourvu. Pour une fois, l'Angleterre sentit le prix du temps. Coûte que coûte, la Yougoslavie devait se ranger à ses côtés, faute de quoi il deviendrait difficile de décider les Russes à se jeter sans plus attendre sur l'ennemi. Les agents de l'Intelligence Service reprirent la totalité de leurs droits.

Dans la nuit du 5 au 6 avril, le gouvernement de Belgrade, qui vient d'adhérer au Pacte tripartite, est renversé et remplacé par une dictature militaire à la solde des Anglo-Saxons. Le pays est précipité dans la guerre. La grande manœuvre stratégique dont on attend la victoire se déclenche. Dans la matinée du lendemain, une mission d'officiers anglais atterrit dans la capitale yougoslave et prend la direction supérieure des opérations.

Par malheur pour M. W. Churchill, à la même date, les armées allemandes franchissaient le Danube aux Portes de Fer, bousculaient la couverture yougoslave et jetaient le désarroi dans la mobilisation du pays. Les jours suivants, elles enlevaient Uskub et Monastir, écrasaient la 3^e armée serbe et - point essentiel - empêchaient la jonction des Yougoslaves avec les Gréco-Britanniques. En moins d'une semaine elles avaient détruit l'infrastructure du plan anglais et réduit à néant tout espoir d'écraser les Italiens d'Albanie et de s'emparer des ports orientaux du Canal d'Otrante et de la Mer Adriatique.

Ce n'était là qu'un commencement ; le désastre allait prendre des proportions inattendues. Dans une poussée irrésistible, les soldats du Reich s'emparaient de Salonique, des ports grecs de la Mer Egée et se répandaient à travers les îles de l'Archipel. Les événements marchaient à une vitesse vertigineuse. En quinze jours, Zagreb, Belgrade, Sarajevo, Mostar étaient occupés. L'ennemi capitulait partout ; Cattaro, Corfou, Leucate, Céphalonie et Zante tombaient aux mains des troupes mussoliniennes. La campagne était terminée. Le pavillon à croix gammée flottait sur toutes les villes de la Thessalie, de l'Eubée et de la Morée. Le front des Balkans avait disparu avant même d'avoir été constitué. Les divisions impériales avaient à peine eu le temps de prendre part à la lutte continentale qu'il leur fallait, pour la troisième fois, se rembarquer au prix de pertes sanglantes en abandonnant leur matériel et leurs approvisionnements.

Le Cabinet de Londres s'apercevait que la guerre en pays de montagnes n'avait pas plus de secrets pour les divisions blindées que la guerre dans les plaines de Pologne, de Belgique et de France. Ni les fortifications, pourtant modernes, de la ligne Metaxas, ni les ravins de Bosnie, d'Herzégovine et de Vieille Serbie, ni les

défilés de Thessalie, ni les escarpements de l'Olympe, ni la rareté et le mauvais état des chemins, ni le magnifique armement des troupes australiennes et anglaises n'avaient pu les arrêter. La campagne de Norvège, où les unités légères du Reich s'étaient par un temps affreux et glacial frayé un chemin à travers des régions plus difficiles encore, ne lui avait rien appris.

Le front des Balkans s'était effondré parce qu'il ne se trouvait personne, parmi les généraux anglais, qui fut techniquement capable de le préparer et surtout parce qu'il ne pouvait, ni s'accommoder d'une hâtive improvisation, ni de liaisons maritimes précaires. Au vrai, l'opération ne pouvait être tentée avec quelque chance de succès qu'à deux conditions : d'abord, que la conquête de l'Albanie assurât la liberté des transports ; ensuite, que les hostilités fussent ouvertes sur le front russe *en même temps* que sur le front yougoslave. La concordance des efforts s'avérait absolument indispensable en face d'un ennemi souple et rapide qui disposait de communications sûres et ne manquerait pas d'utiliser pour ses manoeuvres l'immense avantage des lignes intérieures.

Pour n'avoir pas entrevu cette nécessité de frapper ensemble, en tout cas pour s'être refusés à en tenir compte, il fallait que les Etats-majors alliés aient bien mal profité de la leçon des événements depuis 1940 ou alors qu'ils se soient fait une piètre idée des armées française et polonaise.

Car ce n'était pas une petite affaire que de tenir l'Allemagne et la Bulgarie en échec sur un front de plus de mille kilomètres de l'Adriatique à la Mer Noire.¹³ C'était même une opération autrement risquée que celle qui avait été confiée l'année précédente dans l'Ouest aux armées belge, hollandaise et française. Elle exigeait des moyens dont ne disposaient ni les Yougoslaves, ni les Grecs et un long travail de mise au point sous l'autorité d'un chef unique désigné depuis des mois. Or, d'une part, en Macédoine, la ligne Metaxas ne valait pas la ligne Maginot et, d'autre part, dans le nord-est de la Serbie, il était trop tard pour songer à remplacer les hommes par des armements sous casemates. En outre, la Royal Navy en était encore à disputer péniblement la maîtrise de la Méditerranée aux unités navales italiennes.

L'Etat-major anglais n'avait jamais résolu de grands problèmes techniques, il n'était pas, comme l'Amirauté, rompu aux tâches difficiles et s'imaginait que la nature tourmentée du terrain suffirait à étayer la défense en attendant qu'on fut prêt à passer à l'offensive. Il ne paraissait pas se douter que, sur les lignes immenses des batailles modernes, les particularités de terrain n'ont pas grande valeur par elles-mêmes. Qu'il soit facile, coupé ou chaotique, le sol offre des avantages et des inconvénients qui, d'une façon générale, se compensent pour chacun des adversaires. S'il vaut ici pour la défense, il vaut ailleurs pour l'attaque. Les situations topographiques évoluent avec les développements du combat. Il n'y a que dans les commentaires de la radio londonienne qu'on attribue aux positions naturelles une sorte de valeur absolue qui d'ailleurs ne peut être que négative. Toute la question pour un chef est de savoir tirer parti de son théâtre d'opérations au mieux des circonstances, de la qualité de ses troupes et des buts qu'il se propose. A quoi sert d'immobiliser des forces dans des régions prétendues inexpugnables si l'ennemi sait manoeuvrer ? Napoléon pensait comme Frédéric II que la guerre de montagne est celle qui offre le plus de chances aux combinaisons d'un général imaginatif et décidé ; par contre, il estimait qu'elle peut réserver les pires surprises à un commandement incapable.

Toujours est-il que l'événement prouvait une fois de plus qu'on ne se faisait pas à Londres une idée juste des conditions stratégiques et tactiques d'une grande opération militaire.

Il semble qu'on s'en soit tout simplement rapporté aux dires des Yougoslaves, réputés excellents soldats, et à la ténacité de leurs troupes. Faute d'une solide instruction professionnelle, l'Etat-major anglais s'est laissé impressionner par les bellicistes de Belgrade qui ne rêvaient que plaies et bosses et manifestaient pour la bataille un enthousiasme que n'avaient pas eu au même degré les Français. Il en concluait naïvement que la résistance des rudes paysans serbes et de leurs camarades grecs lui laisserait le temps de s'installer, d'y voir clair et d'improviser « méthodiquement » la victoire. Il raisonnait aussi pauvrement que lors de l'affaire scandinave. Le soupçon ne lui est pas venu que l'ennemi pouvait n'avoir pas des idées aussi simplistes que les siennes, qu'il connaissait son métier, qu'il s'était préparé depuis longtemps à toutes les éventualités et qu'il déclencherait son offensive dans les Balkans avec ces mêmes hommes dont les méthodes de combat avaient, moins d'un an auparavant, brisé tous les ressorts de l'armée française, pourtant réputée solide, bien armée et bien conduite. Ce que cette armée de trois millions d'hommes n'avait pas pu réussir sur un front de 450 kilomètres, étudié dans les écoles depuis un siècle, organisé stratégiquement en vue de rencontres classiques

¹³ Nous disons la Bulgarie, car si le front des Balkans arrivait à se constituer il n'était par, douteux que la Bulgarie, dont le choix était déjà fait, serait, elle aussi, obligée de prendre les armes.

et cuirassé sur près des trois quarts de sa longueur, il prétendait le faire faire à ses nouveaux alliés sur un front de longueur triple, avec des effectifs moindres de moitié et un armement du type 1918.

Les hommes du Cabinet de Londres étaient atteints de presbytie. A force de considérer les choses de haut et de loin, de ne les voir que sur des cartes à petite échelle, ils étaient devenus incapables de regarder, d'aussi près qu'il l'eût fallu, les aspects terre à terre, mais essentiels, immédiats et détaillés de la guerre. A elle seule, la désignation du général Wavell au commandement supérieur des opérations dans les Balkans apportait la preuve de leur impéritie. Cet officier général venait d'échouer dans sa tentative de conquête de la Libye ; de toute évidence, l'arrêt de son offensive à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Benghazi, suivi de sa défaite du mois de mars en Cyrénaïque, ne pouvait manquer d'avoir les plus graves répercussions sur la stratégie des Balkans : la moindre de ses conséquences était de rendre impossible l'envoi dans le Sud-est européen des armées du Moyen-Orient. Par sa faute, la plus grande partie de ces armées restait bloquée en Egypte. Désormais pour Athènes, Salonique et le Danube, il ne pouvait être question que d'un corps expéditionnaire d'une soixantaine de mille hommes, à moins que l'Etat-major impérial ne se décidât à se séparer de grandes forces métropolitaines pour faire face à la menace qui subsistait plus que jamais sur le flanc et les arrières de son attaque. Et c'est au grand responsable de ce ratage initial et décisif qu'on confiait le sort d'une grande campagne interalliée en Europe ! Les stratèges de Sa Majesté ne discernaient pas les causes profondes de leurs échecs.

Nous verrons d'ailleurs leurs erreurs de jugement se répéter et le général Wavell passer d'Athènes à Bagdad, de Bagdad à Singapour, de Singapour à Java, de Java à New-Delhi, et accumuler partout les revers. L'armée anglaise manquait-elle de vrais grands chefs ou l'envoi de ce Maître Jacques de la stratégie churchillienne sur tous les points successivement menacés signifiait-il que Londres en était réduite aux expédients ? Il est difficile de le dire. Il n'en reste pas moins qu'en ce qui concerne le front balkanique, réalisation d'une des éventualités les plus facilement prévisibles de la guerre, l'Angleterre était prise de court, comme il lui arrivera toujours tant qu'elle répugnera à accepter l'idée de se préparer dès le temps de paix à combattre sur le continent, au premier rang et avec ses propres armées. Ainsi apparaissaient une fois encore les conséquences désastreuses du préjugé ancré dans les cervelles anglaises que le seul facteur maritime peut suffire à résoudre le problème de la victoire.

Nous ne voudrions pas en terminer avec cette phase de la guerre sans dire un mot de la conquête de la Crète par les Allemands ; elle mérite qu'on s'y arrête, d'abord parce qu'elle a exercé une influence considérable sur la suite des événements dans le Moyen-Orient, ensuite parce qu'elle est pleine d'enseignements.

Cette audacieuse opération n'a pu être montée et réussie en quelques jours que parce qu'elle a été confiée à des troupes aptes à résoudre sans la moindre hésitation les problèmes les plus ardues du champ de bataille. En Crète, les forces gréco-britanniques jouissaient de tous les avantages : appui d'une grande flotte, connaissance des lieux, supériorité du nombre, de l'armement, du ravitaillement et des positions tactiques. Lorsque les détachements de chasseurs parachutistes tombèrent au milieu d'elles en plein jour, il semblait qu'il leur eût suffi d'un peu de sang-froid et d'énergie pour balayer ces hommes dispersés au hasard de leurs chutes individuelles dans un paysage inconnu. Il n'en a rien été. Du côté allemand, ce fut le triomphe de l'allant, de la confiance en soi et surtout de l'esprit d'initiative à tous les échelons de la hiérarchie. Avant que le commandement local fut revenu de sa surprise, les assaillants s'étaient groupés par détachements articulés pour l'attaque et marchaient sur leurs objectifs. Leur chef, dirigeant la manoeuvre du haut des airs, en réglait les évolutions successives comme s'il lisait sur un immense plan en relief. Ses instructions arrivaient par radio et ses escadrilles, travaillant comme de véritables avant-gardes, signalaient à ses sous-ordres, par les éclatements de leurs bombes, l'emplacement des noeuds de résistance à détruire. Sous son impulsion cette étonnante bataille, commencée en ordre dispersé, prenait peu à peu une ordonnance inflexible. Jamais les Britanniques n'eussent imaginé qu'il fût possible de réaliser une pareille coordination des différentes armes au combat. Cette technique savante paralysait leurs réflexes. Malgré leurs atouts, ils se sentaient incapables de reprendre la main à ce jeu trop serré pour eux. Faute d'une idée directrice, qui leur permit de manoeuvrer à leur tour en profitant de la supériorité de leurs effectifs et de leurs moyens, ils en furent réduits à subir partout l'ascendant de l'adversaire. La victoire allemande a été par excellence celle de la signalisation et des services de liaison et de transmission par T. S. F. ; elle tenait du sortilège pour un ennemi dont l'instruction professionnelle s'avérait trop rudimentaire pour qu'il fût capable de la disputer autrement que sur le plan insuffisant de la bravoure. Ajoutons qu'elle a été doublée d'une victoire navale à l'actif des Italiens, puisque l'escadre de l'amiral Cunningham ne réussit pas à se maintenir dans la baie de la Sude, à empêcher les

Allemands de se renforcer par voie de mer et qu'elle dut même abandonner les eaux crétoises sans avoir pu rembarquer les unités impériales battues et démoralisées. La bataille de Crète a montré quel miracle peut accomplir un commandement qui, sachant ce qu'il veut et où il va, pousse jusqu'à la perfection l'art d'harmoniser à tout instant l'action de ses forces maritimes, aériennes et terrestres.

Les divisions anglaises jouaient de malheur. Les armées du Reich venaient encore de les chasser du continent. Le Sud-Est européen se trouvait désormais pacifié. Non seulement il n'était plus question d'un encerclement de l'ennemi par le Sud, de la destruction des puits de pétrole de Roumanie et de l'obstruction du Danube, mais les puissances de l'Axe avaient singulièrement amélioré leurs positions aériennes et navales dans la Méditerranée. De son côté, l'Amirauté commençait à trouver que le grand bastion égyptien lui coûtait vraiment très cher.

Un seul remède à une situation générale qui ne pouvait qu'empirer avec le temps : l'intervention immédiate de l'U. R. S. S. Les Soviets avaient trempé dans le coup d'Etat de Belgrade. Leur pression s'était ajoutée à celles de Londres et de Washington et ils avaient signé avec le gouvernement Simovitch une sorte de pacte d'assistance dont le texte officiel cachait sous des dehors évasifs des clauses secrètes propres à galvaniser les cercles militaires yougoslaves. D'autre part, les armées rouges se concentraient depuis des mois à leurs nouvelles frontières de l'Ouest en vue d'une offensive dont la date devait être fixée en fonction du degré de résistance montré par le front balkanique.

La catastrophe gréco-serbe fut trop subite pour ne pas préoccuper le Kremlin. Elle ne l'ébranla pas dans sa résolution d'intervenir mais elle l'incita à la prudence. C'est que l'arrivée prochaine dans l'ancienne Pologne des armées du maréchal List, désormais libres, modifiait ses prévisions et allait l'obliger à parfaire la préparation matérielle de ses troupes, à remanier leur dispositif et à renforcer leurs effectifs. Toutefois, il ne s'inquiétait pas, croyant pouvoir jouir d'un certain répit avant que ces armées fussent relevées par les Italiens en Grèce ou en Vieille Serbie et que, reposées et reconstituées, elles aient occupé leurs nouvelles bases de départ.

Il se trompait lui aussi sur la rapidité de mouvement des grandes unités allemandes et leur art consommé des concentrations. Le 22 juin, tout était prêt et le chancelier Hitler, qui voyait poindre l'orage, donnait l'ordre à ses groupes d'armées de franchir la frontière russe. La joie éclata à Londres. L'horizon s'éclaircissait. L'indispensable front terrestre était enfin reconstitué et, par une heureuse fortune, aux frais du plus fort et du mieux armé des alliés.

L'étude de la campagne de l'Est n'entre pas directement dans notre sujet, Londres n'ayant pas envoyé un seul combattant en Russie. Pourtant elle nous intéresse dans ses rapports avec la stratégie churchillienne, dont elle est un des éléments essentiels, et dans la mesure où elle met en lumière l'impuissance militaire des Britanniques et dévoile leur véritable état d'esprit. Nous aurons plusieurs fois l'occasion d'y faire allusion.

La propagande londonienne ne cessait de proclamer que l'Empire possédait le contrôle absolu des mers et des forces aériennes au moins égales à celles de ses adversaires. Elle prétendait qu'il disposait sur terre de trois millions d'hommes de race blanche et de deux millions d'hommes de couleur, armés et équipés d'une façon ultra-moderne.

S'il est vrai que cet Empire possédait de pareilles cartes dans l'été 1941, on peut se demander pourquoi il ne les a pas mises dans le jeu dès que les armées allemandes ont été aux prises à deux mille kilomètres des îles britanniques avec d'immenses armées rouges, braves, tenaces et pourvues d'un armement de premier ordre ?

C'était le moment ou jamais ; c'était même un impératif stratégique. Non seulement ce front oriental que l'Etat-major impérial considérait depuis toujours comme nécessaire pour assurer la victoire était solidement constitué ; non seulement l'ennemi était loin et s'éloignait chaque jour davantage, engagé dans de gigantesques batailles, mais il assumait en même temps la tâche de maintenir l'ordre dans huit nations européennes, lesquelles, aux dires du Premier anglais, n'attendaient qu'une occasion pour lui créer les pires embarras et secouer son joug détesté.

A quoi lui servait cette maîtrise des mers si l'Angleterre n'en profitait pas pour débarquer ses armées ; pour chasser de l'Europe occidentale les garnisons allemandes et marcher sur Berlin à la rencontre des Russes. Cette guerre du Reich avec les Soviets, sa diplomatie s'était employée sans répit à en précipiter le déclenchement. Ses stratèges la regardaient comme essentielle. Si les soldats rouges ne remplaçaient pas les Polonais, les Norvégiens, les Belges, les Hollandais, les Français, les Yougoslaves et les Grecs, il serait impossible de remporter une nouvelle victoire de Zama. L'Amirauté, elle-même, commençait à entre-voir que l'issue d'une grande guerre continentale ne saurait en aucune façon dépendre de ses seules opérations.

L'intervention armée des Etats-Unis était loin de s'imposer avec la même urgence. Outre qu'elle fournissait librement aux Anglais des quantités d'armes, de vivres et de matériel, la « Grande Démocratie » faisait depuis longtemps une guerre aussi active que sournoise aux puissances totalitaires, une guerre si active, à cela près que le sang ne coulait pas, qu'on voit mal, du point de vue militaire, ce que la Grande-Bretagne et elle eussent gagné à la transformer en hostilités déclarées.

Depuis près de deux ans, la flotte et l'aviation américaines rendaient dans l'Atlantique autant et peut-être plus de services à l'Amirauté anglaise que si elles avaient ouvert le feu sur les sous-marins allemands. Sans avoir elles-mêmes à se garder, elles tendaient à son profit un immense réseau de surveillance et d'espionnage qui allait se resserrant chaque mois par l'occupation de bases nouvelles dans les cinq parties du monde. Elles sillonnaient les mers et les cieux pour y signaler la présence des ennemis de l'Angleterre. Ces opérations de découverte, poursuivies sans le moindre risque, grâce à une officielle neutralité, allégeaient considérablement le service des patrouilles anglaises et leur permettaient d'opérer le plus souvent à bon escient. Tenter de faire mieux eut été s'exposer à faire moins bien.

Devenus belligérants, force aurait été à ces navires et à ces avions de s'entourer de dispositifs de sûreté jusqu'alors bien inutiles. Les conditions de leur activité en auraient été compliquées et alourdies du fait qu'il leur eut fallu réserver à leur propre défense une grande partie du temps et de l'effort qu'ils consacraient en totalité à un soutien plus ou moins déguisé de leurs amis. La destruction de quelques sous-marins, de temps à autre, n'aurait certainement pas compensé un surcroît de charges extrêmement coûteuses en hommes, en matériel et en argent.

Au surplus, par application du Pacte tripartite, l'entrée des Etats-Unis dans la guerre entraînerait celle du Japon. Il en résulterait une modification profonde de la situation navale au détriment des alliés. L'aide à la marine anglaise deviendrait à peu près inexistante. L'Amérique se verrait obligée de ramener la quasi totalité de ses escadres et une grande partie de son aviation sur ses côtes Ouest pour défendre ses positions stratégiques du Pacifique. Car si sa flotte était supérieure en nombre à celle de son adversaire éventuel, il n'apparaissait pas qu'elle l'égalât en qualité, tout au moins en ce qui concernait le personnel. Les équipages japonais ne sont pas recrutés à coups de dollars dans tous les mauvais lieux du Nouveau-Monde ; leur homogénéité est absolue, ils se composent de marins de race et de tradition, animés d'un solide esprit national et supérieurement entraînés. Abandonner aux seuls vaisseaux britanniques la surveillance de l'Atlantique pour aller s'en prendre aux Nippons sur d'immenses parcours océaniques eut été aggraver la situation et s'exposer à des surprises.

L'intervention des armées rouges aux frontières de l'Allemagne offrait un tout autre intérêt. Celles-ci apportaient ce que la politique de Londres n'a jamais cessé de rechercher au cours de ses conflits en Europe : des soldats étrangers, en aussi grand nombre que possible. La guerre germano-russe a fait pousser aux politiciens anglais un soupir de soulagement. S'ils comptaient moins sur la puissance offensive du nouveau front que sur sa capacité de résistance indéfinie, ils se flattaient, en mettant les choses au pire, de revenir, grâce à l'usure irréparable qui allait se produire chez l'ennemi, à une situation comparable à celle de 1918 qui a fini par aboutir à la capitulation de l'Allemagne.

Tout bien pesé, la stratégie impériale consistant à attendre l'évolution des événements en faisant combattre les alliés restait, malgré ses déconvenues, entièrement valable. Rien n'indiquait qu'elle ne finirait pas à la longue par triompher, l'événement ayant prouvé que lorsqu'un allié succombait sous les coups de l'adversaire il s'en trouvait tout de suite un autre pour le remplacer au combat. Il n'était que de continuer à chercher de nouveaux concours, suivant le principe que plus le Reich aurait d'adversaires moins sa victoire serait nette et plus le Royaume-Uni, chef de file de ces multiples ennemis, aurait de chances d'exercer une influence prépondérante dans les négociations de paix.

L'Etat-major impérial se persuadait que la Wehrmacht, si elle n'était pas très vite battue, ne remporterait en Russie que des victoires à la Pyrrhus, le pays étant trop vaste et ses armées trop nombreuses pour qu'elle puisse jamais le conquérir et l'occuper. Il se flattait qu'en franchissant le Niémen et le Dniestr elle entrerait dans une sorte de monde inconnu où aucune des méthodes applicables en Occident ne serait plus valable, ni dans le temps ni dans l'espace. L'histoire allait se recommencer et, s'il revenait de l'Est des troupes allemandes, ce ne serait pas en meilleur état que les débris de la Grande Armée de 1812. Bref, croyant avoir trouvé l'instrument de sa victoire, il ne songeait qu'aux moyens d'assurer son bon fonctionnement. Cette manière d'envisager la stratégie sous ses seuls aspects géographiques et matériels se rapprochait assez de celle de ces magnats de la haute finance qui ne mesurent les chances de l'ennemi qu'en fonction de ses disponibilités en blé, en cuir, en pétrole ou en caoutchouc.

Les Allemands, eux, sans rien négliger de ces contingences, voyaient le problème sous son vrai jour. Quoi qu'on ait dit, ils savaient, sinon tout, du moins beaucoup de choses sur l'armée russe ; ils en savaient plus qu'aucune autre nation, sauf peut-être le Japon. Bien que les Soviets aient depuis des années truqué leurs statistiques touchant leur potentiel de guerre, ils n'ignoraient pas que l'armée russe ne pouvait plus être considérée, ainsi que continuaient de le croire d'éminents militaires français, comme une simple armée de régime. Dès le 7 mars 1936, dans un discours prononcé au Reichstag au lendemain du traité franco-soviétique, le Chancelier avait déclaré : « L'armée rouge s'élève en temps de paix à 1.350.500 hommes ; ses effectifs de guerre et ses réserves atteignent dix-sept millions cinq cent mille hommes ; elle possède le plus fort contingent de chars de combat qui existe et la plus grande flotte aérienne du monde. » Voilà qui prouve, d'une part, que les illusions de l'Etat-major de Berlin sur la force de résistance des Soviets n'étaient pas si profondes que le prétend la propagande d'outre-Manche et, d'autre part, qu'il montrait une absolue confiance dans les hautes possibilités de ses troupes.

Car, pour lui, il ne s'agissait nullement de conquérir la Russie, mais de supprimer la menace qu'elle constituait pour l'Europe occidentale, ce qui était bien différent. Il s'agissait de détruire la force de l'armée russe et non d'autre chose. Les gains de territoire ne l'intéressaient que subsidiairement, dans la mesure où ils affaibliraient la puissance de cette armée et où ils augmenteraient celle de la Wehrmacht. Ce que le Chancelier voulait, c'était mettre le Kremlin hors d'état de rien tenter contre l'Europe occidentale et faire disparaître le terrible danger qui l'avait obligé à laisser un certain nombre de ses meilleures divisions le long de ses frontières de l'Est pendant les campagnes de Norvège, de France, de Yougoslavie et de Grèce.

Cet objectif, il n'est pas niable que la Wehrmacht l'a atteint. Dès novembre 1941, la menace sur l'Occident a disparu en même temps que la capacité offensive de l'armée bolchevique. Aujourd'hui, cette armée n'est plus qu'un grand corps agonisant, irrémédiablement tronçonné, et dont les réflexes spasmodiques, s'ils gardent encore par endroits une grande violence, n'en sont pas moins incapables d'inverser le cours des événements.

L'Europe est d'ores et déjà sauvée du plus terrible péril auquel elle ait été exposée depuis l'invasion de Gengis Khan. Moscou a tenté sa dernière chance pendant la grande bataille livrée dans l'hiver de 1941-1942 contre des effectifs allemands dont la moitié était au repos. Désormais la situation est telle que si le Haut Commandement allemand décidait d'entreprendre des opérations sur un autre théâtre de la guerre, il lui serait loisible de le faire sans courir le risque auquel il a été exposé de septembre 1939 à juin 1941. Quelques divisions suffiraient à tenir en respect ce qu'il reste d'ennemis à l'Est. Tout espoir a disparu pour les rouges d'entrer à Berlin et à Paris avec la révolution dans leurs fourgons, d'autant plus qu'il a surgi sur leurs arrières une autre menace des plus sérieuses, celle de l'intervention japonaise en Sibérie. La situation est si profondément modifiée qu'à Londres on se demande avec une inquiétude très certainement justifiée si une de ses plus prochaines conséquences ne sera pas la destruction des troupes impériales entre Alexandrie, Téhéran et Bassora.

Dans la pensée du Cabinet anglais, l'Allemagne, de toute façon, allait perdre dans sa lutte contre les rouges le plus clair de son potentiel de guerre et, à supposer qu'elle l'emportât, elle se retrouverait à bout de forces devant les armées impériales intactes et superbement équipées. Ce serait alors le moment pour ces armées de passer à l'offensive, de constituer ce front occidental que la propagande anglo-saxonne n'avait cessé d'annoncer à grand fracas et d'ailleurs avec une certaine bonne foi.

Car les Britanniques, il convient de le souligner, n'ont jamais renoncé à débarquer. Plus ils subissaient de revers plus ils regardaient cette opération comme nécessaire à la consécration de leur victoire ; mais ils n'entendaient le faire qu'à coup sûr, quand tout danger de réaction sérieuse de l'ennemi serait écarté. Ils tenaient pour essentiel de laisser, à la fin des hostilités, l'Europe sur l'impression de leur puissance militaire intacte : le spectacle du défilé de leurs magnifiques divisions motorisées à travers les villes ruinées et au milieu des campagnes dévastées par plusieurs années de guerre contribuerait à maintenir les nations européennes, entre autres, dans le sentiment qu'il leur faudrait garder à jamais de l'invincibilité de l'Angleterre.

Les Soviets, aux prises avec les soldats du Reich dans de gigantesques batailles, voyaient les choses sous un tout autre angle. Ils perdaient des milliers d'hommes ainsi qu'un matériel immense et ne recevaient de Londres que des félicitations pour leur bravoure, des encouragements à se faire tuer et, de temps à autre, un convoi d'armes et de munitions. Peu soucieux de payer les frais de l'apothéose de leurs alliés, ils leur demandaient avec instance de se livrer à une diversion qui leur permit de combattre dans des conditions plus favorables. Leur demande tombait sous le sens. Du point de vue stratégique comme du point de vue politique, sans parler de la question de camaraderie militaire, il était insoutenable que, pendant les batailles

de Russie, le Royaume-Uni n'entreprit pas une opération de grande envergure sur les côtes de la Mer du Nord, de la Manche ou de l'Atlantique. Lors de la campagne de 1812, l'Angleterre avait largement contribué aux revers de la Grande Armée en soutenant avec les troupes de Wellington l'insurrection espagnole qui décimait jour après jour nos plus solides régiments. Pourquoi n'en ferait-elle pas autant cette fois-ci quand les conditions se retrouvaient à peu près les mêmes ?

Le Kremlin avait les plus fortes raisons de parler haut et ne se privait pas de le faire. Ce sera une des singularités de cette alliance qu'elle ne se soit manifestée, de part et d'autre, que par des divergences de vues, des reproches, des exigences, des aigreurs, par une espèce d'animosité latente que chacun des partenaires se promettait de faire éclater lors du règlement des comptes. M. Churchill, qui n'en était plus à une humiliation près, se noyait dans les subterfuges pour dissimuler son incapacité de reprendre la stratégie de Castelreagh. Il renvoyait cette « reprise » à une date ultérieure et indéterminée. Les Soviets l'exigeaient immédiatement et avec d'autant plus d'insistance qu'elle s'imposait jusqu'à l'évidence après l'effondrement du front balkanique dans lequel les deux nations avaient mis beaucoup d'espoirs. Sa volonté de ne rien faire ne s'expliquait pas seulement par l'énormité des risques à courir ; elle se justifiait, du point de vue anglais, par cette considération qu'il eut été impolitique d'engager les Britanniques avant que Russes et Allemands fussent arrivés au bout de leurs effectifs et de leurs ressources. Moscou suggérait, a-t-on dit, un débarquement sur les côtes de la péninsule ibérique. Les rivages de la Norvège, des Pays-Bas et de la France étaient trop proches et trop solidement fortifiés par l'ennemi pour qu'on pût songer à eux. On n'aurait même pas eu le temps de débarquer le matériel qu'il aurait fallu combattre. Par contre, l'éloignement du Portugal et de l'Espagne eut permis la surprise et facilité les opérations d'une grande flotte. En outre, ces deux nations, la seconde surtout, avaient été si longtemps travaillées par les agents du Komintern que l'apparition des uniformes kakis n'aurait pas manqué d'y occasionner des troubles très faciles à exploiter.

Y débarquer une soixantaine de divisions était donc techniquement faisable avant que les Allemands, accrochés en Russie, aient pu réunir et mettre en mouvement des forces suffisantes pour les jeter à la mer. Réussie, l'opération aurait ouvert des perspectives d'une portée incalculable ; maîtres de l'Espagne, les Anglais pouvaient soulever l'Afrique du Nord et faire perdre la tête aux attentistes français. La Méditerranée eut été dégagée et les Russes, non seulement sauvés de la destruction, mais mis en posture d'écraser enfin leurs adversaires. L'exécution d'un pareil plan eut provoqué un revirement complet des événements et facilité les menées des interventionnistes américains. C'eut été la grande offensive de l'Ebre au Rhin, la conquête de la France et la capitulation de l'Italie. Pour des stratèges dignes de ce nom à la tête des descendants des soldats de Crécy et d'Azincourt, quelle occasion de relever d'emblée leur prestige et d'en finir d'un seul coup par une manoeuvre qui eut effacé jusqu'au souvenir d'une longue série de défaites !

Par malheur pour les rouges et leurs alliés une raison grave empêchait de faire passer une pareille opération du domaine du rêve dans celui de la réalité. Le Haut Commandement allemand savait aussi bien que M. W. Churchill que, même si l'Angleterre avait disposé de forces capables de se mesurer avec les siennes dans une grande guerre de mouvement, elle n'était plus en mesure de prélever sur l'ensemble de ses flottes les six ou sept cents bâtiments de transport indispensables pour effectuer un débarquement d'armées modernes et pour alimenter régulièrement ces armées en renforts et en matériel.

Dans le second semestre de l'année 1941, les vaisseaux de l'Union Jack, dont le nombre s'était déjà beaucoup réduit du fait de la guerre aérienne et de l'action sous-marine, éprouvaient déjà de grandes difficultés à faire face à d'autres obligations plus pressantes. C'est sur eux que reposait le ravitaillement de l'Angleterre et de ses Dominions en vivres, en armes et en matières premières. Ils naviguaient au maximum de leur rendement, au prix d'une usure inquiétante. A peine suffisaient-ils à approvisionner la Métropole dont les exigences avaient pourtant été ramenées aux extrêmes limites du nécessaire. L'entretien des troupes du Moyen-Orient pesait de plus en plus lourdement sur eux, les obligeant, en raison des activités germano-italiennes en Méditerranée, à emprunter le plus souvent la route du Cap, ce qui triplait la longueur des voyages et diminuait de 50 % l'intensité du trafic.

Si l'on ajoute les pertes subies au cours de la bataille de l'Atlantique, on se rend compte que l'Amirauté n'avait pas tout à fait tort de se refuser à prendre la responsabilité de convoier une Armada qui l'eut obligée à supprimer une partie de ses convois et dont le sort pouvait être aussi catastrophique pour elle que pour le War Office. L'Angleterre n'aime pas le risque, même quand il ouvre la voie des conclusions définitives. Elle est trop convaincue de l'invulnérabilité de sa position mondiale, des vertus de la guerre d'usure et de sa victoire finale, quelles que soient les fluctuations de la lutte, pour entreprendre de propos délibéré un coup de force susceptible de provoquer sa perte tout aussi bien que d'assurer son triomphe.

Elle ne joue jamais « quitte ou double » qu'avec le sang de ses alliés, à moins qu'elle ne se voie acculée à une solution de désespoir, ce qui n'était pas encore le cas.

Il n'en reste pas, moins qu'en s'opposant sous des prétextes dilatoires aux demandes de Moscou, elle avouait son impuissance. Nous avons dit que cette attitude négative cachait vraisemblablement des arrière-pensées, égoïstes ; elle révélait aussi un fait qui a, dès le début, faussé toute sa stratégie, à savoir que la flotte anglaise n'était pas maîtresse de la mer au sens militaire du mot.

Les navires battant pavillon britannique naviguaient plus que jamais, mais ils ne jouissaient nulle part de leur liberté d'action. Leurs mouvements, réglés en fonction des conditions arrêtées en haut lieu et dans le plus grand secret, se limitaient à des parcours imposés dont la protection, par des systèmes de défense actifs et passifs d'une grande complication, n'offraient de réelles garanties que dans quelques zones essentielles et à certaines époques de l'année.

Il était donc impossible à la Grande-Bretagne d'utiliser en permanence la mer comme base pour des opérations de guerre importantes et suivies, même à quelques centaines de mille de ses côtes. Elle n'avait pas pu le faire en Norvège, à proximité de ses ports les mieux outillés. La lutte en Méditerranée avait confirmé cette impuissance : bien qu'appuyées par de très fortes escadres, les divisions impériales ne s'étaient maintenues ni en Cyrénaïque, ni en Grèce, ni en Crète. Malgré l'excellent point d'appui de Malte, situé sur la seule route maritime utilisable par l'Italie, ces escadres n'avaient pas même réussi à empêcher cette nation de reconstituer son armée de Libye et d'y amener un important corps allemand. Sa carence devant la chance nouvelle que lui offrait l'ouverture des hostilités en U. R. S. S. administrait cette fois la preuve cruciale non seulement de son incapacité sur terre mais aussi de ses graves insuffisances aériennes et navales.

Pour tout observateur impartial, son attitude pendant le drame germano-russe démontrait sa faiblesse et l'incapacité où elle se trouvait d'adopter la stratégie qu'exigeaient les circonstances. On a objecté - et les Anglais eux-mêmes l'ont laissé dire - qu'elle avait créé le front d'Egypte à l'aile Sud du dispositif russe : c'était là ce second front dont il était tant question. Opinion insoutenable. En Egypte, la Grande-Bretagne a simplement continué à protéger ses intérêts immédiats et à défendre la grande route économique et militaire de l'Empire ; elle y était solidement établie depuis soixante ans et s'y était renforcée militairement bien avant qu'il fut question des opérations en Russie. Par sa position géographique, le bastion du Moyen-Orient s'est trouvé tout naturellement placé à l'une des charnières du système d'encercllement et de blocus de l'Allemagne. Bonaparte lui-même en avait montré la valeur. Avec ses prolongements sur l'Afrique du Nord française, sur l'Afrique noire et les pays de l'Asie Mineure, il a offert de tout temps à l'occupant d'immenses possibilités d'action politique et militaire dans une des parties les plus intéressantes du monde.

Rien n'était plus normal, puisque nous le lui avions sottement laissé, que notre ancienne alliée fit le nécessaire pour le garder à l'abri de toute entreprise hostile.

Il faut, d'autre part, reconnaître que si l'Angleterre se montrait incapable de secourir les rouges avec des unités combattantes elle était loin de rester passive. Elle s'efforçait de leur faire parvenir, au prix d'un très méritoire effort de ses marins, du matériel et, en particulier, du matériel américain dans lequel elle n'avait pas une entière confiance.

Elle leur eut aussi prodigué les conseils de ses experts si les hommes du Kremlin ne lui avaient pas avoué assez durement qu'ils ne se sentaient pas entièrement assurés de leur compétence.

Comme toujours, Londres masquait sa défaillance par une propagande incessante et tapageuse au sujet des prétendues victoires soviétiques. A l'entendre, les armées du Reich étaient battues ; elles se livraient à des gaspillages d'hommes et d'armements insensés ; elles tombaient de traquenards en traquenards. Les batailles de Smolensk, de Wiasma et de Kiev avaient été autant de défaites, l'U. R. S. S. serait leur tombeau, et autres balivernes.¹⁴

¹⁴ La propagande anglaise a exploité avec un succès qui confond, les arrêts nécessaires des armées allemandes dans leurs offensives à l'Est. Que les gens ignorants des conditions de la guerre, et particulièrement de la guerre en Russie, se soient laissés prendre à son argumentation, cela n'est pas très surprenant, mais que des officiers généraux français aient cru devoir se faire l'écho de cette propagande, voilà qui donne la mesure de l'inconscience avec laquelle ils étalent leur insuffisance technique. Personne ne devrait être mieux placé que des militaires pour apprécier à leur valeur les réussites de la Wehrmacht en matière de reconstruction des routes, des voies ferrées et des ouvrages d'art de toutes sortes. Pour qui sait ou doit savoir par expérience professionnelle ce qu'exige d'intelligence et de science, de méthode, de moyens et d'activités ordonnées, l'organisation du ravitaillement de millions d'hommes à travers d'immenses territoires dévastés, les réalisations allemandes, achevées dans des temps records, forcent l'admiration. Nulle part les troupes du Reich n'ont accompli autant de miracles. Au cours de cette lutte contre les Soviétiques, où l'allure des opérations de guerre dépendent étroitement de la marche des gigantesques travaux d'aménagement des arrières, l'énormité et le nombre des difficultés vaincues auront eu cet effet de donner aux soldats allemands le sentiment qu'aucune tâche ne saurait être désormais au-dessus de

C'était une suite ininterrompue d'informations ou de commentaires du même genre ; il était impossible de les lire ou de les écouter à la radio sans éprouver une sorte de gêne en pensant qu'ils émanaient d'un pays qui, au lieu de se battre aux côtés de ses alliés, se contentait assez basement de tirer de leurs sacrifices des avantages d'ordre purement publicitaire. Mais, outre que l'Angleterre a une conception assez particulière de l'amour-propre, elle trouvait à cette façon d'exploiter à son profit l'héroïsme des soldats rouges le mérite de sous-entendre qu'ils n'avaient aucun besoin de son appui militaire. Ce faisant, elle spéculait sur la sottise universelle et la regardait comme le meilleur de ses alliés. On ne dira jamais assez avec quelle habileté elle a su, pendant cette guerre, faire prévaloir le sentiment sur la raison et répandre parmi les multitudes les plus évidents sophismes. Rendons-lui cette justice qu'elle s'est montrée, à ce point de vue, infiniment supérieure à ses adversaires. Cette stratégie du dérèglement systématique des esprits, poursuivie avec une persévérance inlassable, en dépit des démentis infligés par les événements, a été ce qu'elle a inventé de plus dangereux. La France qui, avec un peu de bon sens, aurait pu tant faire pour se relever après la défaite, a été une de ses premières victimes.

leurs forces. Contrairement à ce que trop de gens pensent, la campagne de l'Est n'a pas entamé le moral de l'armée allemande, elle a achevé de lui donner une trempe incomparable.

CHAPITRE VI

Sous la pression judéo-américaine, Londres a commis la faute de ne pas traiter après la défaite française. - Le déclin de l'Empire devient visible. - L'aide américaine et les appréhensions qu'elle fait naître dans beaucoup de milieux anglais. - Son intérêt plus politique que militaire. - La métropole en vient à hypothéquer l'Empire pour payer le concours des Etats-Unis. - L'impérialisme yankee se substitue à l'impérialisme britannique et méconnaît la puissance militaire des Japonais. - Pearl Harbour et les désastres anglo-saxons dans le Pacifique. - La situation des démocraties s'aggrave.

Autant les puissances totalitaires s'efforçaient de limiter la guerre, autant l'Angleterre cherchait à l'étendre. Au lendemain de notre défaite, dont elle mesurait mieux que nous les conséquences, elle s'est tournée vers l'Amérique ; en même temps, elle redoublait d'intrigues à Moscou. Elle aurait pu faire la paix ; c'eut été logique, puisque sans l'assurance de notre concours jamais elle n'aurait déclaré la guerre. Mais, à Londres comme à Washington, les « puissances usurpatrices », comme dit Georges Champeaux dans son beau livre : *La Croisade des Démocraties*, exploitèrent avec énergie sa conviction que, quoi qu'il pût advenir, il n'était pas possible qu'elle fut battue. Sous l'influence de ces puissances, elle a commis la faute, à notre avis irréparable, de ne pas s'entendre avec l'Allemagne.

Le 25 juin 1940, ses positions et ses ressources mondiales étaient intactes ; elle n'était vraiment pas vaincue ; à peine était-elle engagée dans la lutte. La perte du matériel de dix divisions et de quelques milliers d'hommes dans les Flandres ne la diminuait aucunement. Rien ne s'opposait donc à ce qu'elle se dégageât, comme le lui offrait le chancelier Hitler dans son discours historique du 19 juillet 1940. Traiter, quitte à reprendre la lutte plus tard, dans des conditions meilleures, ç'eut été dans la tradition des négociateurs de la paix d'Amiens. Mais les religionnaires de l'économie libérale transformés en « jusqu'au-boutistes », à Wall Street et dans la City, lui représentaient avec force qu'elle avait dû son hégémonie politique et commerciale, pendant tout le XIXe siècle, à l'opposition irréductible qu'elle avait faite à l'occupation d'Anvers par la France pendant la Révolution et l'Empire. Pour dire le vrai, cet Etat-major occulte et redoutable exigeait, quel qu'en fut le prix, la destruction des régimes totalitaires et le rétablissement de la communauté juive dans l'intégralité de ses privilèges européens. Ces hommes avaient décidé la guerre, ils entendaient la diriger toujours, mais ils ne se battaient pas et il leur était indifférent que succombassent des millions de soldats blancs, noirs ou jaunes, pourvu que fussent maintenues les institutions nationales et sociales qui leur avaient permis de s'emparer partout des principaux leviers de commande et de faire d'immenses fortunes.

Pour le malheur de l'Angleterre, leur influence l'emporta et d'autant plus facilement que M. Churchill inclinait à se croire un nouveau Pitt. De sorte qu'à partir de juillet 1940, pour la première fois de son histoire, cette fière nation inaugura une politique qui n'avait plus rien d'anglais. Politique d'ailleurs assez trouble, inspirée par les visionnaires de Washington, qui allait la réduire au rôle d'agent d'exécution et la conduire, de chute en chute, à une situation aussi humiliante qu'inextricable. A partir de cette date, elle n'a plus été entièrement maîtresse de ses destinées.

Ainsi la débâcle française allait faire apparaître le déclin, jusqu'alors latent, de l'Empire. Lord Halifax quittait le Foreign Office avec la majeure partie du haut personnel de ce ministère pour aller s'installer à l'ombre de la Maison-Blanche. Il pensait réussir ainsi à freiner les turbulences américaines et conserver à son pays le contrôle des événements. Ce déplacement n'en était pas moins un signe : le centre de gravité des forces démocratiques se déplaçait vers les rives occidentales de l'Atlantique ; de réserve stratégique de ces forces, qu'elle avait été jusque-là, l'Angleterre devenait leur avant-garde. Dans cette retraite générale, il importait d'aviser sans retard à ce que la conduite supérieure de la guerre n'en vint pas à passer aux mains des belligérants américains.

Le Cabinet impérial avait toujours affirmé au président Roosevelt qu'il n'avait pas besoin de soldats, mais seulement de navires, de vivres, d'armements et de matières premières. Il disait vrai. Son vœu était que la puissance industrielle des Etats-Unis fût tout entière appliquée à l'organisation de sa victoire, mais il contestait l'opportunité d'une intervention armée. Car, d'une part, il redoutait les excès de zèle des milieux israélites, très influents dans l'entourage du Président, et leur irresponsabilité. D'autre part, il se méfiait

également de l'avidité et de l'égoïsme yankees qu'il avait appris à connaître au lendemain de la dernière guerre. Le concours de la « Grande Démocratie » avait, en effet, coûté cher à l'Angleterre : elle avait dû accepter la parité navale ; créancière de son alliée, elle était devenue sa débitrice ; et celle-ci l'avait par surcroît obligée à ratifier sa politique asiatique en dénonçant ses accords avec le Japon.¹⁵

Enfin, le ton protecteur de certains illusionnistes d'outre-Atlantique, leur prétention de remplacer la Pax britannica par une Pax americana, leur mépris assez ridicule de tout ce qui n'est pas de chez eux et, surtout, leur étonnante ignorance du fond des choses européennes, tout cela n'était pas sans l'inquiéter. Aussi, lors de sa rencontre, au mois d'août 1941, avec le président Roosevelt, M. W. Churchill avait-il vivement insisté pour que l'Amérique ne se jetât pas inconsidérément dans la guerre : il se chargerait de l'avertir quand le moment serait venu. Il craignait avec raison que le jeu du Pacte tripartite n'amenât l'intervention des Nippons, dont il pressentait vaguement les conséquences. S'il obtint des apaisements, ce n'est pas, notons-le, qu'à Washington on redoutait de s'en prendre à l'Empire du Soleil Levant, mais plutôt parce qu'on s'y flattait ingénument d'être en mesure de fixer soi-même le jour et l'heure de l'attaque.

Toujours est-il que le Premier anglais rentra à Londres avec l'espoir que les Etats-Unis se transformeraient en un gigantesque arsenal, mais qu'ils ne feraient aucun geste décisif sans s'être au préalable concertés avec lui.

Pourtant il n'était pas très rassuré. Il se demandait si sa politique de concessions au sujet des bases aériennes et navales n'allait pas mettre ses amis d'outre-océan en goût de revendications nouvelles. Et puis, sur la question du Japon, la marine américaine manifestait tant de confiance ; elle exaltait à tel point l'excellence de son matériel et celle de sa stratégie qu'il ne pouvait s'empêcher de redouter qu'elle ne se livrât à des imprudences dont la Royal Navy aurait ensuite à subir les fâcheuses répercussions. L'Amirauté partageait ses appréhensions ; elle avait une trop vieille expérience des opérations navales ; elle était trop avertie et trop sérieuse pour se laisser prendre à des forfanteries. Ce dont elle était certaine c'est que l'ouverture des hostilités dans une des zones les plus sensibles de l'Empire exigerait de ses escadres un surcroît d'efforts et de fatigues qu'elles pourraient malaisément soutenir à l'infini. A sa tâche déjà très lourde dans les mers occidentales, il allait falloir ajouter la défense des routes et des atterrages des possessions d'Extrême-Orient. Elle devrait aussi s'entendre avec les experts américains, ce qui ne serait pas facile, étant donné que ceux-ci, forts de l'immense service que leur pays prétendrait rendre aux alliés en participant à la guerre, ne manqueraient pas de revendiquer pour leurs stratèges le commandement dans les mers du Pacifique. Or, il était contraire aux principes et aux traditions de l'Amirauté que ses unités naviguassent dans le sillage de bâtiments étrangers et, dans le cas particulier, elle répugnait à les confier à une Amirauté rivale, évidemment pleine d'entrain, mais dont les preuves restaient à faire. Au total, cette guerre américano-japonaise ne lui disait rien qui vaille ; elle souhaitait, s'il était impossible de l'empêcher, qu'on la retardât le plus longtemps possible, tout au moins jusqu'à ce que la situation fut éclaircie en Europe.

On voit quel était l'embarras de l'Angleterre. Incapable de rétablir seule ses affaires, elle avait à coup sûr besoin des Etats-Unis, mais c'était un besoin complexe : immédiat en ce qui concernait les fournitures, éventuel et à échéance pour ce qui regardait les soldats et les marins. Dans le second cas, la Grande-Bretagne ne voulait rien brusquer avant d'être elle-même fixée sur la capacité de résistance de l'U. R. S. S. Pour le moment, il s'agissait de faire patienter les bellicistes américains sans pour cela les décourager.

Car - il importe de le souligner - l'entrée des Etats-Unis dans la guerre ne s'imposait que dans un seul cas : s'il était avéré que la défaite ne pourrait être évitée sans eux. Encore leur intervention intéressait-elle la Grande-Bretagne beaucoup plus au point de vue politique qu'au point de vue militaire. A ses yeux, cette intervention ne déciderait pas de la victoire - ce qui était sans importance puisque, dans le cas contraire, cette victoire n'eût pas été la sienne - mais elle aurait pour effet de lui permettre de noyer en quelque sorte sa propre débâcle dans l'espèce de compromis que ne pourrait manquer d'être une paix germano-anglo-saxonne.

Le Cabinet de Londres savait que, si les Etats-Unis pouvaient avec le temps édifier une puissante industrie de guerre, leurs armées, d'ailleurs pour le moment inexistantes, seraient par contre incapables de l'aider à chasser un jour les troupes allemandes des côtes de la Mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique ; il n'ignorait pas non plus que le Reich n'avait ni l'intention ni les moyens de faire passer ses divisions

¹⁵ Si les milieux israélites et bancaires du Royaume-Uni avaient accueilli avec une certaine faveur le plan de Confédération anglo-saxonne de Clarence K. Streit, il n'en était pas de même de la vieille aristocratie et de l'opinion moyenne si fière de ses traditions. Celles-ci admettaient difficilement que leur pays pût devenir le quarante-neuvième Etat de la « Grande Démocratie » soeur. Elles sentaient aussi que l'abandon de la doctrine de Monroe par les dirigeants de Washington voulait dire que les Etats-Unis entendaient se substituer au Royaume-Uni dans la direction de la politique mondiale.

cuirassées de l'autre côté de l'Océan. D'autre part, son bon sens lui indiquait qu'un conflit entre ces deux nations ne prendrait jamais une tournure vraiment tragique en raison de son caractère par trop artificiel. Et il en déduisait qu'étant donné ces conditions de lutte pour ainsi dire anormales, lier son sort à celui de cette République équivalait à faire d'elle son répondant à la future Conférence de la paix. D'où de rassurantes perspectives au point de vue de l'exploitation à son profit d'une situation de guerre sans possibilité de conclusion catégorique. Ainsi rejoignait-il les défaitistes qui ne voyaient plus guère de salut que dans une fusion des intérêts des deux nations.

La Grande-Bretagne a toujours manifesté un goût prononcé pour les Congrès. Depuis 1814, elle comptait ces réunions - où sa nombreuse clientèle lui assurait une majorité certaine - au nombre des instruments de choix de son hégémonie mondiale. Les Congrès lui apportaient d'excellentes occasions de réunir, de chapitrer et de manoeuvrer les représentants des petites nations. En conséquence, elle espérait que lorsque viendrait le moment de discuter le statut du Vieux Continent, une conférence aussi nombreuse que possible lui offrirait de bonnes chances de tenir tête aux Etats totalitaires. C'est avec cette arrière-pensée de compliquer le jeu qu'elle avait recueilli et hébergé tant de gouvernements, polonais, tchèque, norvégien, hollandais, belge, grec, yougoslave, qui ne représentaient plus rien. Ces otages seraient appelés à payer leur hospitalité en prenant la défense de ses intérêts au nom de la liberté des peuples et des principes démocratiques. La méthode lui paraissait si profitable que, dès l'intervention du Japon, elle avait été jusqu'à inventer un gouvernement fantôme de la Corée, encore que ce pays fut depuis quarante ans une des plus calmes provinces de cet Empire.

Ainsi, par un paradoxe qui ne choquait personne dans la City, c'est de l'intervention militaire des Etats-Unis que devait venir le salut en cas de défaite. Il appartiendrait à cette nation, soutenue par le concert bien orchestré des gouvernements émigrés, de maintenir les positions impériales. Aussi la radio, la propagande, la diplomatie et l'or anglais ne ménageaient-ils pas leurs efforts pour créer outre-Atlantique une psychose de cause commune, une apparente unité de vues, destinée à sauver la situation britannique menacée de catastrophe.

Mais tout se paie dans les pays anglo-saxons. Pour en arriver à ses fins, cette grande détresseuse de peuples en a été réduite à céder à une rivale plus jeune, aussi riche et non moins orgueilleuse qu'elle, la plupart de ses bases navales dans le monde. Sous prétexte de s'assurer les moyens de l'assister, les Etats-Unis s'étaient installés à Terre Neuve, aux Bermudes, aux Bahamas, à la Jamaïque, à Sainte-Lucie, à Antigua, à Trinidad, en Guyane, au Honduras britannique et jusqu'en Nouvelle-Zélande. Ils avaient même débarqué en Australie, en Afrique et aux Indes. Le pavillon étoilé remplaçait l'Union Jack un peu partout.

L'Angleterre avait cédé son droit d'aïnesse. Cette acceptation des exigences américaines, cette promptitude à s'incliner devant l'impérialisme yankee, cette politique d'abandons, plus ou moins dissimulée sous des prétextes militaires, signifiait qu'elle avait perdu confiance en elle-même. Comme on l'a vu, Washington avait déjà obtenu la parité navale pour prix de son concours lors de la première guerre mondiale ; la Royal Navy n'avait gardé une certaine avance sur la flotte américaine que grâce à ses nombreux points d'appui dans l'Atlantique occidentale. Et à peine la grande République lui avait-elle promis son concours qu'elle se faisait payer d'avance, en la dépouillant de ses avantages stratégiques.

Cette politique de Gribouille était pourtant si nécessaire que l'ancien ministre de la Guerre, Hore Belisha, n'avait pas hésité à la pousser à l'extrême en proposant dans un discours retentissant la fusion des deux nations anglo-saxonnes. On dira que M. Belisha est juif et, comme tel, insensible à l'idée de patrie. Tout de même, pour qu'une pareille suggestion ait pu être publiquement exprimée sans soulever aucune émotion au pays de Castlereagh, il fallait que l'Angleterre ait acquis le sentiment qu'il ne dépendait plus d'elle de limiter les effets de sa défaite.

La bienheureuse ère victorienne n'était plus désormais qu'un souvenir mélancolique pour ceux de ses survivants qui réfléchissaient encore. Il leur semblait que cette époque où, d'un bout à l'autre du monde, il ne venait à l'idée de personne de contester la suprématie anglaise, n'avait été qu'un long rêve. La Grande-Bretagne trouvait encore des alliés, mais à quel prix ! et elle ne les dominait plus. D'impérative elle devenait sollicitieuse. Elle se sentait dépassée, prisonnière des événements. La primauté lui glissait entre les doigts. Pour essayer de sauver la Métropole, elle hypothéquait l'Empire.

C'est dans les périodes heureuses qu'on se laisse entraîner à commettre des folies. Les politiciens de Washington, égarés par le mirage d'un vingtième siècle américain, se croyaient les héritiers de leurs anciens maîtres et voyaient dans la guerre une bonne affaire, tout au moins un moyen de rendre réelle, pour quelque temps, une prospérité qui n'était plus guère que factice depuis les grandes crises économiques et financières

de 1929. En attendant, ils se réjouissaient de s'enrichir dans les fournitures d'armement et de matériel. Cette démocratie sans contre-poids, auprès de laquelle notre démocratie française apparaissait comme un modèle de sagesse et de prudence, se croyait désignée par la Providence pour prendre la direction du monde et l'élever à son niveau. Dans leur puérile suffisance, ses dirigeants, souvent sortis des milieux les plus douteux et les moins cultivés de la nation, s'imaginaient qu'ils allaient s'attribuer le plus facilement du monde ce que ne pourrait garder la vieille aristocratie anglaise. L'adhésion du Japon au Pacte tripartite ne les invitait même pas à réfléchir. Ils avaient oublié, si par hasard ils l'avaient lu, l'ouvrage marquant publié à la fin du XIXe siècle par le capitaine Mahan¹⁶ sur la stratégie navale en cas de guerre avec le Japon. Dans leur ignorance, ils tenaient, sinon pour négligeables, du moins pour très inférieures aux leurs les possibilités d'action guerrière de ce peuple pauvre, mais conscient de son avenir, fier, travailleur et brave jusqu'à l'héroïsme, qui voulait vivre indépendant et ne leur avait pardonné ni les traités de Simonosaki et de Portsmouth, ni l'insolence des lois sur l'immigration des jaunes. De sorte qu'ils commirent la faute irréparable de provoquer par leur intransigence et leurs rodomontades la crise ouverte le 8 décembre 1941 par la catastrophe navale de Pearl Harbour.¹⁷

Cette guerre dans le Pacifique n'a été déclenchée par le Japon qu'après qu'il eut acquis la certitude que les armées rouges étaient d'ores et déjà battues sur le front de l'Est et qu'il n'en serait jamais sérieusement question au Mandchoukouo. Elle a été pour l'Angleterre, on va le voir, le coup le plus direct et le plus rude qu'elle ait reçu depuis la défaite française. En quelques semaines le monde apprit, ce que soupçonnaient déjà beaucoup d'esprits éclairés, mais ce dont ne se doutaient aucunement les bellicistes de Washington, que les positions anglo-saxonnes en Extrême-Orient étaient beaucoup plus brillantes que solides.

Par une série d'opérations maritimes et coloniales mises au point dans le secret et conduites avec autant d'audace que d'habileté, les troupes de la marine nipponne enlevèrent en quelques semaines Hong-Kong, Penang, la grande base navale de Singapour, les Philippines, les Célèbes, Bornéo, Java, Sumatra et la Birmanie tout entière. D'une île à l'autre de l'Insulinde, elles arrivèrent à l'Ouest, aux portes de l'Inde, au Sud, jusqu'au détroit de Torres, aux abords mêmes de l'Australie. A leur grande stupéfaction, les stratèges des « Nations unies » virent leurs territoires des Mers de Chine, du Bengale, de Timor et du Corail, tomber l'un après l'autre aux mains de détachements japonais inférieurs en nombre à leurs adversaires, mais incomparablement supérieurs au point de vue de la qualité militaire et de la volonté de vaincre.

La flotte et l'aviation nipponnes avaient détruit les forces britanniques et hollandaises, une importante fraction des escadres américaines et contrôlaient désormais le Pacifique, des Aléoutiennes aux mers du Sud. Il est difficile de trouver au cours de l'Histoire une suite de succès d'une pareille ampleur stratégique. L'Angleterre se voyait chassée de l'Extrême-Orient. L'impéritie des politiciens de Washington lui avait fait perdre des trésors de matières premières et, chose plus grave, elle avait donné à l'univers l'occasion de découvrir la faiblesse de l'édifice impérial. La radio londonienne avait beau continuer à plastronner et multiplier les commentaires élogieux sur tant de savantes retraites, M. Churchill n'arrivait pas à se consoler que le destin lui eut donné des alliés aussi légers. Les relations entre Londres, Moscou et Washington étaient contraintes de se resserrer sous la pression des circonstances, mais elles se nuançaient, au moins des côtés anglais et russe, d'une amertume d'autant plus marquée que l'inconscience des dirigeants américains les empêchait de se rendre compte de leur responsabilité dans la catastrophe commune. La coalition n'était plus nouée sous le signe de la confiance ; les partenaires ne se ménageaient pas les reproches. Ceux des Soviets, s'ils étaient dépourvus de formes, avaient de solides fondements.

Ainsi se succédaient les événements déplorables sans qu'aucun des associés fût en droit ou en posture d'imposer une grande stratégie unitaire : les Russes, faute d'avoir réussi aucune de leurs offensives et parce que leurs armées allaient dépendre plus que jamais du matériel américain ; les Anglais, faute d'avoir marqué un seul point qui compte, même sur mer leur domaine de prédilection ; les Américains, à cause de leur politique ridicule dont le résultat le plus clair était l'aggravation d'une situation générale déjà précaire.

Les deux gouvernements démocratiques s'avéraient jusqu'à l'évidence mal préparés à conduire leurs peuples à la victoire. On pouvait à la rigueur admettre que les Etats-Unis, nation jeune, dont personne n'avait jamais menacé l'existence et qui, jusque-là, avaient vécu dans un matérialisme facile, loin des complications européennes, plus loin encore des grands problèmes de la vie des peuples, aient tout à apprendre des dures

¹⁶ Captain Mahan : *The problems of Asia and its effect upon international policies.*

¹⁷ L'attaque de Pearl Harbour a été la réponse du Japon à l'ultimatum que lui avait adressé deux jours plus tôt le président Roosevelt, exigeant sa dénonciation du Pacte tripartite.

exigences de la guerre ; mais rien n'excusait l'Angleterre, praticienne chevronnée et toujours bénéficiaire des conflits de coalition, en pleine action depuis deux ans, de n'avoir su ni établir, ni faire prévaloir un plan militaire susceptible d'apporter des résultats positifs. Sa carence dans la conjoncture venait de ce que, d'une part, elle s'inspirait de principes stratégiques vieux de deux siècles et de ce que, d'autre part, elle n'avait plus, à la suite de ses échecs, l'autorité indispensable pour faire adopter ses conceptions à ses alliés. D'un commandement unique, il n'était que vaguement question, sauf du côté américain, où l'on manifestait de grandes ambitions. Russes et Anglais avaient trop peur que leurs obligations vis-à-vis de Washington ne les forçassent à le concéder au « brain trust » de M. Roosevelt pour insister sur ce sujet. En somme, des trois coalisés, c'étaient les Russes qui se montraient les meilleurs soldats. Ils étaient de relations difficiles mais, eux au moins, ils avaient sérieusement étudié la guerre, et s'ils se montraient de beaucoup inférieurs aux Allemands sous le rapport du commandement, de l'instruction et des qualités morales, ils avaient au moins tout délaissé depuis des années pour construire à profusion un matériel ultramoderne dont leurs commissaires soviétiques les obligeaient à se servir avec le plus grand courage. La dictature judéo-mongole affirmait dans les plaines de l'Est son aptitude à organiser d'immenses massacres à l'heure où l'impérialisme anglo-saxon s'apercevait de son impuissance à justifier par la force ses ambitions souveraines.

CHAPITRE VII

Causes profondes des échecs britanniques. - Faillite de l'armée française. - Manque de véritable esprit de guerre outre-Manche. - Une stratégie d'hommes d'affaires qui s'oppose à une stratégie de soldats. - L'Empire combat pour des intérêts, l'Allemagne pour son existence. - La Royal Navy, instrument de la victoire des Démocraties, réduite à la défensive. - La R. A. F. incapable d'acquérir la maîtrise des airs. - Raisons multiples des déconvenues de ces deux éléments essentiels du succès. - Le blocus se retourne contre les insulaires.

Nous avons vu les événements se dérouler partout à l'inverse des prévisions de l'Angleterre ; il reste à étudier les causes profondes des échecs de sa stratégie.

L'Etat-major impérial comptait sur l'armée française ; il ne se rendait pas compte que cette armée, du type de 1918 plus ou moins perfectionné, ne conservait une haute valeur combative qu'autant qu'il n'existait plus de grandes forces armées outre-Rhin. Or il en existait : le Reich national-socialiste avait entrepris de reconstituer la force allemande en appliquant à cette tâche, il était facile de le supposer, toute sa puissance novatrice. Notre Commandement commit la faute de ne pas s'en méfier. Il ne se demanda point, comme c'eut été son devoir élémentaire, si ses divisions seraient ou non en état de faire face au danger, moralement et matériellement. L'abolition des clauses militaires du Traité de Versailles l'a laissé indifférent. En face d'une situation nouvelle extrêmement grave, il a continué de dormir sur ses lauriers de la Grande Guerre.

Au lieu de le réveiller, l'Angleterre, faisant preuve d'une méconnaissance aussi grande de l'esprit totalitaire, s'est bornée à consulter ses statistiques. Cet examen l'a amenée à conclure que non seulement les troupes allemandes ne seraient pas plus nombreuses qu'en 1914 mais que leur mobilisation s'exécuterait cette fois-ci plus difficilement et plus lentement que la dernière fois, faute de cadres, d'hommes instruits et d'armement en quantités suffisantes. Elle pensait aussi que l'existence de la ligne Maginot, triplant la capacité de résistance de leurs armées, modifierait les conditions de la lutte à l'avantage des Démocraties et que, compte tenu de leurs positions géographiques et de leur puissance économique, les alliés vaincraient parce qu'ils étaient les plus forts, comme allaient l'assurer les affiches répandues plus tard dans tous les villages de France par le gouvernement Reynaud.

Le seul effet de la reconstitution de l'armée allemande aura été d'affermir Londres dans son intention de reprendre la guerre au point où elle en était au début de 1918, c'est-à-dire d'en revenir à sa stratégie de harcèlement et de blocus. Il fut toutefois convenu que l'on continuerait par politique à entretenir la Pologne et les éventuels alliés de l'Est dans l'idée que les puissances occidentales prendraient l'offensive au cas où ils seraient attaqués. Cette détermination procédait de la crainte qu'un aveu de notre résolution commune de nous désintéresser militairement de leur sort ne les décourageât de soutenir les intérêts anglo-français.

Dès 1939, l'Angleterre s'était donc rendu compte de l'impossibilité d'arrêter net et brutalement par une décision militaire l'accession de l'Allemagne au rang de première puissance continentale. Elle comptait sur le temps pour faire apparaître comme autrefois son indestructible puissance et amener le Reich à composer. Elle attendrait patiemment que le poids de ses immenses ressources ait fait pencher la balance. C'était du moins la stratégie du cabinet Chamberlain. Le Premier Ministre d'alors n'avait rien d'un soldat. Industriel avisé et rompu depuis longtemps aux méthodes propres à ruiner la concurrence, il raisonnait en fonction des moyens de son pays qui, très différents de ceux de l'Allemagne, lui paraissaient incomparablement supérieurs. En somme, il se proposait d'appliquer dans cette guerre une stratégie assez semblable à celle qui avait assuré la prospérité de ses affaires. En ce sens il respectait la tradition nationale, ce qui lui ralliait a priori tous les suffrages.

Son point de vue pouvait se résumer ainsi : le Rhin est trop loin de la Vistule ; le franchir est trop difficile pour qu'on puisse envisager une coopération militaire immédiate et efficace entre Français et Polonais. Ne faisons rien qui soit de nature à compromettre une victoire dont la pression économique sera le plus sûr garant. Pas d'offensive, les alliés de l'Est auraient capitulé avant que les troupes françaises n'aient franchi la ligne Siegfried ; évitons par dessus tout les conséquences d'une grave défaite sur cette ligne, elles pourraient, comme en 1915, acculer l'Angleterre à des mesures inacceptables, par exemple : la création d'une grande

armée continentale. Pas d'affaire qui puisse détraquer notre mécanisme d'étranglement progressif du peuple allemand.

Cette stratégie se serait défendue si la guerre était une science exacte, à l'instar des mathématiques. Malheureusement c'est un art et, comme tel, essentiellement relatif. Un plan ne vaut que par rapport au plan ennemi ; il ne signifie rien dans l'abstrait. Il existe une relation nécessaire entre les causes qui déterminent, d'un côté, la victoire et, de l'autre côté, la défaite. Le Cabinet anglais ne tenait compte ni de la puissance réelle de l'Allemagne, de son unité nationale, de son esprit, du caractère universel de sa mobilisation, ni de la structure offensive de son armée. Il continuait de donner la prédominance aux aspects économiques de la guerre sur ses aspects militaires. Son principe fondamental : l'asphyxie de l'ennemi, procédait de vues plus subjectives qu'objectives. Car en vérité rien ne permettait de supposer que l'Allemagne, décidée à reprendre sa place dans l'Histoire, n'avait pas longuement étudié les divers moyens d'éviter cette asphyxie. En vieille nation qu'elle était, l'Angleterre n'arrivait pas à se détacher d'un passé glorieux, mais sans aucun doute révolu. Elle allait opposer une stratégie depuis longtemps sclérosée à une stratégie entièrement neuve et d'une étonnante souplesse.

Le troisième Reich faisait bloc sur un programme politique et militaire qui s'entendait à régénérer les hommes et les choses. Avec l'avènement du national-socialisme, les vieux errements du libéralisme mercantile avaient disparu entraînant avec eux les égoïsmes individuels. Outre-Rhin, les pourquoi de la défaite avaient été étudiés aussi bien au point de vue intellectuel et moral qu'au point de vue politique, économique et militaire. L'union du peuple allemand et sa volonté de renaître s'étaient fondées sur deux idées claires et fortes :

- 1^e) Sacrifice nécessaire des intérêts particuliers à l'intérêt national ;
- 2^e) Aucune défaite militaire n'arrête l'ascension d'une nation qui se refuse à prendre parti de sa déchéance.

La force de l'Allemagne ne résidait pas, comme celle de l'Angleterre, dans la possession séculaire de positions en apparence inexpugnables lui assurant une vie préservée contre tout aléa, mais dans la conviction que la discipline d'un grand peuple mise au service d'un nouveau était capable de briser un système européen construit sur des intérêts étrangers à ceux des puissances continentales.

A priori, l'Angleterre se trouvait en mauvaise posture ; elle ne s'intéressait qu'aux moyens de perpétuer un système impérialiste survivant aux circonstances qui lui avaient autrefois permis de l'instaurer. L'Allemagne nouvelle, au contraire, travaillait à organiser toutes ses forces politiques, économiques et militaires en vue de porter au maximum le bien-être, la sécurité et la grandeur de l'Etat. De ces deux puissances, l'une, statique et largement déployée sur le globe, semblait compter sur la force d'inertie de son énorme masse mondiale pour émuousser toutes les attaques de l'adversaire, alors que l'autre, dynamique et ramassée sur elle-même, voyait dans une offensive d'esprit révolutionnaire l'assurance de sa victoire.

Outre-Rhin, il n'était plus question d'argent, ni de profits, mais seulement de valeurs spirituelles. Le monde politique anglais avait dédaigné de lire *Mein Kampf*. Il ne lui avait pas paru autrement significatif que le chancelier Hitler fut sorti des rangs du peuple, qu'il ait vécu comme soldat les plus sanglantes batailles de l'autre guerre, qu'il ait souffert des misères allemandes dans sa chair et dans son âme, qu'il ait joué sa vie pour ses idées et, surtout, qu'il ait réussi à galvaniser toute la jeunesse de son pays. A ces honorables et richissimes gentlemen, qui se prétendaient volontiers les instruments de Dieu sur cette terre, qui se flattaient de n'obéir qu'à de hautes préoccupations morales ou religieuses, il ne venait pas à l'esprit que la mission que ce chef s'était donnée avait pour ainsi dire quelque chose de providentiel. Ils étaient les derniers à se rendre compte des profondes répercussions que l'action d'une telle personnalité pouvait exercer sur un peuple à peine sorti d'une crise sociale qui l'avait conduit au bord de l'abîme. Les hommes de décadence ne respirent et ne se plaisent que dans un climat de décadence.

Le chancelier Hitler a libéré les forces puissantes qui couvaient sous la détresse de son peuple ; il les a exaltées et disciplinées. Il a fait de cette détresse le levier de son action et s'en est servi pour donner un sens et un but à cette action. Sous son impulsion, l'Allemagne a repris l'initiative dans tous les domaines politique, économique et militaire, et elle a contraint les puissances occidentales à rester sur la défensive. Depuis 1935, ses victoires diplomatiques présageaient ses victoires militaires.

La subordination des intérêts particuliers à l'intérêt supérieur de l'Etat a donné à la préparation du pays pour la guerre une puissance et un ensemble dont on n'avait pas la moindre idée à Londres. On y vivait sur le préjugé que, le moment venu, l'exploitation intensive des inépuisables ressources de l'Empire et la confiscation éventuelle des autres richesses du monde suffiraient pour avoir raison du potentiel de guerre de

l'ennemi, considéré comme précaire. On croyait que l'efficacité du blocus permettrait de procéder à loisir aux diverses mobilisations nécessaires. On ne distinguait pas que, de l'autre côté du Rhin, toutes les activités nationales s'étaient unies depuis six ans pour donner à ce pays une avance impossible à rattraper, avance qui allait le faire paraître sur les champs de bataille avec la quasi-totalité de ses forces, dès les premiers coups de canon.

Une pareille éventualité supposait une concentration de toutes les activités. Cela différait tant des idées familières aux partisans du libéralisme qu'ils étaient mal préparés à l'envisager. L'autarcie, à ses débuts simple réaction contre la guerre sourde livrée à l'économie allemande par les milieux de la City, aura réalisé ce miracle de rendre le Reich indépendant des principaux marchés mondiaux. En supprimant l'anarchie dans la production industrielle, en écartant l'ingérence des intermédiaires, en fixant les prix, en créant le front du travail, le national-socialisme a rendu possible une mobilisation universelle à laquelle les systèmes démocratiques n'auraient jamais consenti à se plier sans l'inexorable pression des circonstances. La science allemande, mise au service de la patrie, avait trouvé le moyen de remplacer les produits dont on lui mesurait, dont on lui refusait même l'importation, par ces ersatz dont s'étaient tant moqué la propagande des magnats du caoutchouc, du pétrole et des textiles. Une pareille organisation unitaire, faisant du travail une sorte de service national, assurait à l'Allemagne une supériorité à laquelle ne pouvait prétendre une nation de grand commerce comme l'Angleterre où les intérêts privés, soigneusement représentés dans les plus hauts postes de l'Etat, entendaient ne rien céder de ce qu'ils appelaient leurs droits acquis.

D'ailleurs, pour les conseillers de la Couronne dont les théories libérales avaient fait la fortune, rien ne prouvait qu'on dût s'astreindre à cette brutale discipline. La Grande-Bretagne était aussi solide que riche : grâce à sa maîtrise de la mer, elle savait pouvoir compter sur son immense clientèle mondiale pour travailler à sa victoire, elle n'avait que faire de se plier à une façon de vivre austère qui aurait assimilé tout son peuple à une armée. Jusqu'à preuve du contraire, son système valait mieux que celui de l'Allemagne et il avait, entre autres mérites, celui de respecter ce que tout bon Anglais appelait la vie normale du pays. La Grande-Bretagne se croyait assez forte pour gagner la guerre sans avoir besoin de recourir à aucune rigueur. Les mesures autoritaires qu'elle multiplie aujourd'hui pour arriver à travailler à un rythme aussi rapproché que possible de celui de l'Allemagne, montrent à quel point les événements ont, à la longue, dissipé ses erreurs.

Elle s'était trompée sur la valeur pratique des réalisations nationales-socialistes autant que sur leur esprit ; elle ignorait l'état d'âme véritable de la jeunesse allemande et son sens de la grandeur ; elle méconnaissait la force de ce faisceau de toutes les énergies de redressement qu'avait formé un ancien combattant résolu à empêcher son pays de succomber dans les désordres que les propagandes démocratiques n'avaient pas cessé d'entretenir sur le continent depuis 1918. Appliquée à défendre les errements du XIXe siècle dont elle était la principale bénéficiaire, elle ne se rendait pas compte qu'elle défendait le passé contre l'avenir et que ce passé, dont elle ne pouvait se détacher, risquait de la faire disparaître avec lui.

Sa marine, instrument de sa puissance, était elle-même une respectable, mais très vieille chose ; il suffisait à son orgueil de n'avoir jamais perdu une bataille depuis la création de l'Amirauté. Et cependant si, au cours de la dernière guerre, la Home Fleet avait fini par faire poids par son immobilité au fond de la rade de Scapa-Flow, elle avait été loin de jouer le rôle brillant et décisif que lui assignait l'Empire. On n'avait revu ni Copenhague, ni Aboukir, ni Trafalgar. A la bataille du Skager-Rak, la jeune escadre allemande lui avait donné le frisson. Elle s'était si audacieusement et si habilement comportée, que Londres avait éprouvé, comme Berlin, le sentiment que, si elle avait recherché le combat dès les premiers jours de la guerre, elle aurait probablement remporté une victoire sensationnelle et changé le cours des événements. La Royal Navy n'avait été sauvée d'un risque grave que par son incomparable prestige.

En septembre 1939, l'Amirauté s'est contentée de reprendre son dispositif stratégique de 1918 : les navires de bataille à Scapa-Flow, les grands croiseurs dans le Firth of Forth et les unités légères réparties par divisions dans les bases de sa côté orientale, de l'Ecosse jusqu'à Portsmouth. Sans doute n'avait-elle pas apprécié à sa valeur ce fait nouveau et capital : l'apparition d'une forte aviation de combat. Comme toutes les marines du monde, elle avait bien construit des bâtiments porte-avions destinés aux services de reconnaissance et d'éclairage, mais elle restait sceptique sur la possibilité, pour les avions, de détruire les navires de ligne. Elle ignorait le lancement de bombes en piqué. Elle s'en tenait, jusqu'à plus ample informé, au vieux principe de la maîtrise des mers basée sur le nombre et la situation géographique des points d'appui, la puissance de feu des escadres cuirassées et l'excellence de leurs manoeuvres. La défense anti-aérienne des unités et les avions d'accompagnement devaient, pensait-elle, suffire à écarter les escadrilles assez

audacieuses pour s'aventurer dans leur champ de tir. En quoi elle était en retard sur les conceptions allemandes.

L'expérience faite à Dunkerque, où tant de ses bâtiments avaient été coulés par la Luftwaffe, ne l'avait pas absolument convaincue ; elle attribuait ces pertes surtout au fait que ses marins s'étaient beaucoup plus préoccupés, sur un théâtre d'opérations trop limité, d'effectuer le embarquement des troupes que de se défendre contre les attaques aériennes. Il en serait autrement au cours de mouvements d'escadres en pleine mer. Les désastres de Norvège l'avaient inquiétée davantage, mais elle reprenait confiance en voyant sa flotte de la Méditerranée manoeuvrer sans trop de dommages entre Gibraltar et Alexandrie. Toutefois, sans aller jusqu'à envisager une révolution dans la stratégie et la tactique navales, elle avait développé ses moyens d'exploration et de contre-attaque aériennes et assuré une grande extension à la construction des avions torpilleurs. Quand l'occasion lui fut donnée de constater que le cuirassé allemand *Bismarck*, après avoir détruit le *Hood* et avarié le *Prince-of-Wales*, n'avait pu être mis hors de combat que par ses avions, elle comprit enfin qu'il ne pouvait plus être question de maîtrise des mers sans maîtrise correspondante de l'air. Jusque-là, elle n'avait pas voulu admettre cette évidence.

Du même coup, elle s'apercevait que l'action des sous-marins ne serait efficacement combattue que par une coordination des efforts des patrouilleurs de surface et des escadrilles à grand rayon d'action. Sa doctrine était donc à réviser. L'aviation devenait, sur mer au moins autant que sur terre, une arme de coopération essentielle, une arme de choc et de destruction. Les leçons de Pearl Harbour, du *Repulse* et du *Prince-of-Wales* confirmaient celle du *Bismarck*. La contre-épreuve avait été faite lors de la traversée de la Manche par le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*. Ces bâtiments avaient réussi leur exploit, grâce à une très puissante escorte d'avions de combat. De sorte que l'emploi du cuirassé ne répondait plus qu'à certains cas particuliers. Loin d'une base hérissée de D. C. A. il était incapable de naviguer sans s'exposer à recevoir des coups mortels. Près des côtes, par temps calme, la vedette rapide l'emportait sur lui en capacité offensive, au point que, s'il devenait possible d'augmenter sa tenue à la mer et son rayon d'action, elle détrônerait rapidement les mastodontes.

Pour la stratégie navale qui allait en résulter, l'Allemagne possédait une réelle avance. Lors des accords de Londres, c'est à bon escient qu'elle s'était inclinée devant les exigences britanniques en matière de vaisseaux de ligne. Elle se proposait de porter son effort de construction sur les sous-marins et sur les petits bâtiments légers. En septembre 1939, ses marins avaient pris la mer avec des navires peu nombreux mais excellents, et par la suite ils avaient montré ce qu'ils savaient faire, en Norvège. A la surprise de la Home Fleet, ils avaient conquis plus de 1.500 kilomètres de côtes. Les Anglais avaient été joués : leurs navires, découplés comme des bouledogues, avaient foncé partout dans le vide, ne rencontrant qu'une aviation terriblement agressive et qui leur avait porté de rudes coups. De toute évidence, les méthodes anciennes faisaient faillite. Si on excepte les destroyers mis hors de combat à Narvik après avoir fait payer cher leur destruction, les deux seuls bâtiments coulés l'avaient été par les mines ou les torpilles de la défense côtière norvégienne. Il y avait loin de ce résultat modeste au prétendu triomphe maritime qui a soulevé de si grands transports de joie des deux côtés de la Manche. Les frais de l'opération scandinave ont été faits par la flotte anglaise et dans des conditions si onéreuses que l'Amirauté n'a jamais osé les préciser.

Aujourd'hui, par les points d'appui aériens et navals qu'elles ont conquis du Cap Nord jusqu'à Hendaye, par ceux dont elles se sont emparées en Grèce, en Crète et dans les îles de la Mer Egée, les puissances de l'Axe ont acquis des possibilités d'offensive et de contre-blocus que l'Amirauté anglaise s'était flattée de n'avoir jamais à envisager. La Grande-Bretagne voit l'étreinte se resserrer autour d'elle. Ses ports de la Mer du Nord et de la Manche sont devenus difficilement abordables ; les routes normales de l'Atlantique ont perdu toute sécurité. Elle n'est plus guère maîtresse de ses importations que par le nord de l'Irlande, par le Canal Saint-Georges, le Canal du Nord et les deux Minch. Les atterrages de ses rades sont infestés de mines allemandes. D'innombrables dragueurs se livrent jour et nuit à un travail de Sisyphe pour les dégager. Sous-marins et corsaires ennemis croisent des mers arctiques jusque dans l'Océan Indien en passant par l'Atlantique et par la Mer des Caraïbes. De l'autre côté du monde, les escadres japonaises dominent les eaux du Pacifique. La Méditerranée s'est fermée au commerce anglais. Il n'y navigue, à grands risques, que quelques groupes de bâtiments escortés. La route des Indes, reportée à l'Ouest du continent africain, s'allonge jusqu'aux abords du Rio de la Plata pour remonter vers l'Equateur par le Cap et le Canal de Mozambique. Enfin, la nécessité de naviguer en convois occasionne des délais de rassemblement, des lenteurs d'organisation et de marche, des arrêts dans les zones de refuge, toute une série de mesures préparatoires qui diminuent de cinquante pour cent le rendement de ce qui reste de la flotte britannique.

Il résulte de ces complications, de cette insécurité, de cette diminution du nombre des routes maritimes utilisables, de ces allongements de parcours, de ces délais, de ces détours, de cette vigilance constante qu'il faut exiger des équipages, une fatigue du personnel et du matériel qui cause les plus graves préoccupations à l'Amirauté. Le tonnage étranger qu'il était possible d'acheter ou de capturer l'a été depuis longtemps. Jour après jour des navires sombrent, engloutissant des armes, des munitions, des vivres et de précieuses matières premières ; les frais de guerre s'élèvent à des sommes astronomiques. Le ravitaillement par voie de mer, le seul possible, fuit de toutes parts. L'usure de la flotte n'est pas moins inquiétante, du fait que les coups portés par les bombes allemandes aux chantiers navals ont fini par rendre extrêmement lentes les remises au point et les réparations indispensables.

En Allemagne, rien de comparable. La marine du Reich ne souffre d'aucune des multiples et lourdes servitudes de sa rivale britannique. Elle n'assume pas la charge de ravitailler la nation et de maintenir les relations avec les territoires d'outre-mer ; elle n'escorte que peu de convois et sur des parcours côtiers d'étendue assez limitée, le long du littoral occupé. La quasi-totalité de ses missions est d'ordre purement stratégique. Ses sous-marins, ses vedettes, ses corsaires et ses avions ne s'emploient qu'à guetter les proies que les nécessités de sa vie quotidienne obligent l'ennemi à aventurer dans leurs secteurs.

De sorte que, sur mer, c'est la Grande-Bretagne qui mise le plus gros jeu. Elle n'engage pas seulement ses unités de combat, mais encore ses possibilités de ravitaillement alimentaire, commercial, industriel et militaire, c'est-à-dire toute son existence. Son adversaire, lui, n'expose ses navires et ses avions qu'à des risques de guerre normaux, dûment prévus et pesés. La partie n'est pas égale. L'Amirauté allemande jouit de l'initiative ; elle bénéficie de la surprise et des avantages de l'offensive ; elle n'obéit qu'à des considérations militaires, tandis que l'Amirauté anglaise, acculée à la défensive, est tenue de satisfaire à de pressantes nécessités économiques qui limitent sa liberté d'action. Ses marins sont prisonniers d'obligations très diverses et presque toujours impérieuses, alors que leurs assaillants ne font le plus souvent que ce qu'ils veulent et à l'heure qu'ils ont choisie. Au surplus, l'effondrement de la France, quelques jours après la déclaration de guerre de l'Italie, a diminué d'environ deux cents unités modernes les disponibilités de l'Amirauté britannique dans le temps même où la flotte adverse se renforçait d'un nombre sensiblement égal de bâtiments de guerre italiens. Enfin, les victoires des escadres japonaises dans le Pacifique ont réduit presque à néant l'appui que la flotte américaine pouvait apporter à son alliée.

La bataille que la Royal Navy soutient avec une remarquable constance, cette bataille dure et ingrate qui s'étend à tous les océans, fait sentir ses répercussions sur tous les théâtres de la guerre. Les navires détruits chaque jour transportaient des chargements destinés à entretenir la puissance de combat des armées de Russie, du Moyen-Orient et des Indes. L'anéantissement presque total, dans les premiers jours de juillet 1942, d'un convoi de trente-huit vaisseaux entre le Spitzberg et Mourmansk, illustre les dangers que présente pour l'Angleterre l'accomplissement de ce devoir inéluctable qui consiste pour elle à soutenir matériellement ses alliés. Tous les jours, des tanks, des camions, des avions, des munitions s'engloutissent sous les coups de l'ennemi. Si on faisait le compte de tout ce qui a été ainsi perdu depuis le début de la guerre, il est probable que le total dépasserait le chiffre des armements que les Démocraties et leurs alliés ont laissé sur les champs de bataille depuis trois ans. Peu importe que l'Amérique devienne un immense arsenal si la question du tonnage, sur quoi repose la stratégie des puissances occidentales, ne reçoit pas une solution satisfaisante. Sans navires, l'Angleterre serait obligée de composer ; l'aide aux alliés deviendrait inexistante ; la Métropole serait elle-même en proie à cette famine qu'elle prétendait imposer aux Etats totalitaires, ses arsenaux et ses chantiers se videraient, l'un après l'autre, par manque de matières premières.

L'Empire se rend compte qu'il n'a plus le monopole du blocus et que son arme préférée risque de se retourner contre lui. Les visites de M. Churchill à Washington ont eu surtout pour objet d'aviser aux moyens de résoudre ce problème des transports maritimes dont dépend, non plus seulement la victoire, mais bien la poursuite des hostilités, problème capital et si grave qu'on en arrive à se demander si l'Allemagne ne pourrait pas à son tour s'offrir le luxe d'adopter sur le continent la stratégie du « wait and see » en regardant faire ses sous-marins. Avec l'Italie et le Japon, elle a détruit plus de bâtiments que l'ennemi n'en possédait au début des hostilités. Environ vingt-deux millions de tonnes naviguant au service de la Grande-Bretagne ont disparu et la cadence des torpillages n'a aucune tendance à se ralentir. Les navires à réparer encombrant les docks. Quoi que prétende leur propagande et si standardisée que soit aujourd'hui la construction des unités nouvelles, les pays anglo-saxons ne peuvent plus combler les vides en temps utile, d'autant moins qu'il leur faut compter avec leurs armateurs qui entendent sauvegarder leurs intérêts et ne pas perdre de vue l'après-guerre.

Ainsi, malgré la forte organisation de la résistance britannique, la bataille de l'océan tourne, lentement mais sûrement, à l'avantage des Etats totalitaires. Au point qu'il se pourrait qu'elle finisse par décider de l'issue de la guerre, comme en 1918, mais en inversant les vainqueurs. Les sous-marins et l'aviation ont marqué un tournant de l'histoire de l'Angleterre. Sa position insulaire, garantie de son invincibilité séculaire, est en passe de devenir une des causes de sa faiblesse. En perdant la maîtrise des mers, elle a perdu sa toute-puissance. Elle paie aujourd'hui l'erreur qu'elle a commise en se refusant à prévoir que le développement de ces armes nouvelles l'obligerait à abandonner sa stratégie traditionnelle. Oublieuse de ses inquiétudes de 1917, elle a cru que rien, depuis lors, n'était changé et qu'elle pourrait continuer à faire sa guerre par les autres. Se croyant elle-même invulnérable, elle comptait s'acheminer de défaites en défaites de ses alliés jusqu'à la victoire finale. Et voici que, sous la menace d'une invasion, force lui a été de créer, cette fois encore, cette grande armée dont elle ne voulait plus entendre parler, cette armée qui, si elle avait été constituée dès le temps de paix, lui aurait permis, en septembre 1939, de marcher avec la France au secours des Polonais et peut-être de changer le cours des événements. Elle s'aperçoit, mais trop tard, que les théories de la guerre de choc en honneur sur le continent ne méritaient pas tant de dédain.

A l'inverse, l'Allemagne n'avait retenu de ses expériences passées que ce qui pouvait lui servir à construire un nouvel avenir. Dans l'ordre militaire, elle avait saisi toute l'importance de l'aviation, moins comme arme spéciale affectée à des missions particulières que comme arme de bataille au même titre que l'infanterie, les chars, l'artillerie et la cavalerie. Elle ne la détachait pas de l'ensemble de ses moyens de combat ; elle la voulait subordonnée au commandement des armées et intervenant suivant ses seules directives.

Pendant cette guerre, on a vu trop souvent le Grand Quartier de la R. A. F. n'en faire qu'à sa tête et fixer lui-même ses missions suivant ses idées du moment. Conception antimilitaire au premier chef, contraire à la coordination nécessaire des efforts et si mauvaise au point de vue des résultats qu'elle a fini par inquiéter cette sorte de conseil de guerre hybride qu'est lui-même l'Etat-major impérial. C'est ainsi qu'après la défaite de Libye et l'envahissement d'une partie de l'Egypte par les troupes du maréchal Rommel, il n'a fallu rien de moins qu'un ordre de M. W. Churchill pour mettre le maréchal de l'Air commandant les escadres aériennes du Moyen-Orient sous l'autorité directe du commandant des armées dans cette région. C'est grâce à cet autonomisme, à cette sorte de situation en marge, qu'elle a pu se livrer à toute une série d'opérations isolées contre l'Allemagne et les territoires occupés qui n'ont eu de militaire que le nom.

Il s'agissait de raids d'un caractère, pour ainsi dire, publicitaire, destinés en principe à démoraliser l'adversaire et, en fait, à donner à l'Empire l'impression que les forces de Sa Majesté ne laissaient à cet adversaire aucun répit. C'est ce que le Cabinet de guerre appelait sa stratégie de harcèlement. Stratégie vaine, sans autre effet que de détruire, au petit bonheur, des maisons ici ou là et de semer la mort parmi d'inoffensives populations. Cette « no stop offensive », entreprise et poursuivie pendant que la majeure partie de la Luftwaffe était retenue en Russie n'avait rien à voir avec la maîtrise de l'air ; elle montrait simplement que les armées rouges avaient rendu un signalé service aux Anglais en leur permettant de se donner l'illusion que, pour la première fois depuis la guerre, ils prenaient l'initiative.¹⁸

Or, autant le rôle d'une grande aviation de combat est essentiel dans la bataille, autant son action peut être décisive si elle s'exerce en étroite coopération avec les armes terrestres, autant ces raids intermittents et nocturnes au-dessus des territoires ennemis manquent d'intérêt, à moins peut-être qu'ils ne servent à parfaire l'instruction et l'entraînement des équipages. Ils coûtent souvent plus cher qu'ils ne rapportent. Leur influence sur l'issue des hostilités est nulle. Depuis deux ans que les avions britanniques se promènent sur l'Allemagne en nombre plus ou moins grand à la faveur des nuits claires, leurs bombes n'ont pas diminué d'un millième le potentiel de guerre germanique. Aussi l'opinion mondiale s'est-elle souvent demandé pourquoi l'Angleterre, qui s'est plainte d'avoir été battue en Norvège, en France, en Grèce, en Crète, en Malaisie et en Libye faute d'une aviation suffisante, n'avait pas envoyé sur ces théâtres d'opérations une très forte proportion de ses escadrilles qu'elle déclare aussi nombreuses et puissantes que celles de l'ennemi. Rien n'est plus simple que

¹⁸ Depuis un certain temps, des aviateurs britanniques se risquent assez loin au-dessus des territoires occupés, attaquant des trains, mitraillant des villages, des paysans en pleins champs ou bombardant quelque usine, ici ou là. Cette tactique d'enfants perdus ne peut être interprétée que comme un des signes les plus certains de l'impuissance de la R. A. F. Si celle-ci se sentait vraiment en mesure d'entreprendre des opérations stratégiques sérieuses, il est évident qu'elle ne perdrait pas son temps à organiser ces raids sans aucune signification militaire. Il ne faut retenir de ce genre d'activité par trop imbibé de whisky que le fait qu'il se conjugue fréquemment avec l'intervention des éléments terroristes français, prouvant avec certitude que l'or anglais a réussi à organiser chez nous, grâce au parti communiste, plus virulent que jamais, un immense réseau de complicité et d'espionnage.

de répondre à cette question : elle a obéi à des fins plus politiques que stratégiques ; elle a cru compenser la déplorable impression que produit son éternelle carence sur le continent en administrant la preuve que, dans les airs, elle est partout présente et active. Elle a gaspillé des hommes et du matériel sans causer de sérieux dommages aux objectifs visés, mais sa peur d'une invasion reste trop grande pour qu'elle se décide jamais à envoyer la plus petite formation aérienne, par exemple, sur le front russe. En fait, depuis le commencement du conflit, elle n'a pas cessé de se tenir sur la défensive. L'Allemagne a une autre façon de comprendre l'emploi de l'aviation. Si elle s'est résolue à envoyer ses escadrilles sur l'Angleterre, c'est, comme l'a déclaré le Chancelier, à titre de représailles et pour donner aux insulaires, si détachés de la guerre, le sentiment que leur gouvernement était le seul responsable de ce genre d'exploits.

En dépit des efforts des communiqués de la R. A. F. pour présenter l'action de ses équipages sous le jour le plus brillant, et malgré l'espèce de répit relatif dont jouissent les villes anglaises du fait des grandes opérations allemandes en Russie, il est manifeste que dans ce duel dépourvu de sens entre les deux aviations, c'est la Luftwaffe qui « mène ». Tous les avantages, techniques, géographiques et militaires sont de son côté. Ainsi que le montre la carte, ses attaques sont convergentes, tandis que celles des Anglais, sont divergentes. Du Cap Nord à Hendaye, sur plus de trois mille kilomètres de côtes, les aérodromes du Reich sont installés sur des territoires occupés. Non seulement ils couvrent l'Allemagne presque partout à bonne distance, mais ils constituent un dispositif d'attaques concentriques contre une île très peuplée, très industrialisée et dont la superficie, parfaitement délimitée, est en somme assez petite. Les Fliegiers jouent, pour ainsi dire, sur le velours. Aucune de leurs bombes ne se perd ; toutes tombent en territoire britannique. Au contraire, celles des bombes anglaises qui manquent les installations militaires en territoires occupés atteignent des agglomérations ou des terrains qui ne sont pas allemands. A cette sorte de jeu barbare inventé par la R. A. F. ce sont les Anglais qui risquent le plus gros enjeu : leurs ports, leurs villes, leurs voies ferrées, leurs usines, leurs habitations, etc. En dehors de leurs avions et de leurs canons, leurs adversaires n'engagent guère que le bien d'autrui.

Veulent-ils atteindre l'Allemagne, elle-même ? Les bombardiers britanniques sont obligés d'aller chercher très loin leurs objectifs et, comme la défense anti-aérienne est serrée et que les chasseurs ne peuvent emporter assez d'essence pour les accompagner dans ces grandes randonnées, ils ne s'y sont guère aventurés, sauf d'assez rares exceptions, que la nuit, ce qui augmente l'imprécision de leur tir et diminue, a priori, de moitié leurs activités quotidiennes. En hiver, le givrage, la neige ou le mauvais temps, en aggravant les difficultés des longs parcours, réduisent presque à néant leur capacité offensive. Enfin, la durée des trajets à effectuer pour atteindre l'économie de guerre du Reich les oblige à diminuer leur chargement de bombes pour emporter la quantité de combustible indispensable à leurs voyages, aller et retour.

A l'inverse, les aviateurs allemands sont en quelque sorte à pied d'oeuvre. Ils n'ont qu'un bras de mer, plus ou moins large, à franchir pour dominer leurs objectifs. Aussi survolent-ils l'Angleterre le jour et la nuit, même quand les conditions atmosphériques s'avèrent défavorables. Ceux qui partent des bases les plus proches ont à peine le temps de prendre de la hauteur qu'ils arrivent au-dessus de Londres moins de vingt minutes après avoir décollé. Comme ils ont deux ou trois fois moins de chemin à parcourir que leurs adversaires quand il s'agit d'atteindre le sol ennemi, ils peuvent emporter un plus grand nombre de torpilles. D'où il résulte qu'à nombre égal et compte tenu des distances à parcourir ainsi que du nombre des heures de vol accompli, leur rendement dépasse en moyenne de 50 % celui des pilotes anglais. Rien, il est vrai, n'empêche ceux-ci de chercher à détruire Amsterdam, Ostende, Le Havre, Cherbourg et toutes les villes du littoral. Celles de leurs bombes qui manqueraient les objectifs militaires frapperont les populations ou quelque bien hollandais, belge ou français. La Wehrmacht n'a pas de raison de s'en émouvoir outre mesure. Au surplus, pour l'Angleterre qui ne peut rien importer ou exporter autrement que par bateau, la destruction d'une ville côtière a des conséquences sérieuses. Il n'en va pas de même pour l'Allemagne dont les ports ne jouent plus qu'un rôle secondaire depuis que le pays se ravitaille par l'Europe continentale.

Si donc l'aviation britannique était numériquement égale à l'aviation allemande, il n'en resterait pas moins que ses possibilités d'action s'avèrent inférieures à celles de son adversaire. Mais la réalité est autre. L'Angleterre a, dit-on, commencé la guerre avec 2.500 appareils, dont beaucoup stationnés dans ses dominions ; l'Allemagne en possédait cinq fois plus, rassemblés sur son territoire. En admettant que chacune des deux nations ait reçu ou construit, depuis trois ans, le même nombre d'appareils et que les pertes aient été sensiblement les mêmes de part et d'autre, on est amené à conclure que la Luftwaffe n'a rien perdu de sa supériorité initiale.

Sans doute la fabrication aéronautique américaine s'est mise au service de la Grande Bretagne. Elle lui fournit, paraît-il, cinq cents avions par mois. Mais l'Allemagne n'a pas cessé d'en construire, et rien ne permet

de penser qu'elle n'utilise pas à plein rendement la grande avance industrielle qu'elle avait au début des hostilités. Il serait plus sage de croire que l'Angleterre, dont l'industrie aéronautique se compose d'entreprises privées, ne s'est mise qu'assez lentement au rythme des constructions de guerre, alors que son adversaire, ayant beaucoup plus vite compris l'importance de l'aviation, a continué sur sa lancée, si même il n'a pas très largement augmenté ses fabrications depuis longtemps nationalisées. Ainsi dans le domaine de la production comme dans celui des opérations, l'avantage reste à l'Allemagne. Et cet avantage apparaît tel que, si les Etats-Unis n'avaient pas en grande partie assuré le renouvellement des appareils anglais, il est à croire que la Grande-Bretagne aurait déjà renoncé à la lutte aérienne, dans les premiers mois de 1941, lorsque les bombardiers de la Luftwaffe la visitaient tous les jours par vagues successives et en formations massives.

Mais il y a plus : les aviateurs du Reich ont autrement payé de leur personne que les équipages de la R. A. F. Jour et nuit, ils ont combattu en Pologne, en Norvège, en France, en Yougoslavie, en Grèce et ils continuent en Libye et en Russie. Il ne s'est pas agi pour eux de raids nocturnes plus ou moins espacés sur des territoires ennemis, mais de sévères actions de guerre poursuivies en pleine bataille, le plus souvent en rase-mottes et sous les feux roulants de la D. C. A. Sur le front de l'Est, ils ont eu affaire à une aviation très supérieure à celle de la R. A. F., tout au moins au point de vue du nombre ; ils n'ont pas cessé d'être à l'épreuve, avec juste le repos que pouvait leur procurer la remise au point du matériel ou la nécessité de se maintenir en bonne forme. La part magnifique et souvent prépondérante qu'ils ont prise aux victoires allemandes en liaison avec les troupes de terre n'a pas été sans leur occasionner des pertes. Et malgré cela, malgré cette lutte incessante contre les éléments et contre l'ennemi, ils tiennent toujours, plus nombreux chaque jour, en face de leurs adversaires anglais. Force est donc bien de penser que, s'ils ont été capables d'accomplir sans faiblir tant de missions difficiles pendant que les équipages de la « home defence » se livraient au petit tran-tran de leurs incursions quotidiennes, le jour où l'écrasement de la Russie permettra de ramener toutes leurs escadrilles sur les aérodromes de l'Occident, l'Angleterre aura à résoudre dans le domaine aérien des problèmes de la dernière gravité.

Un autre point de vue, moral celui-là, tend aussi à accuser la supériorité des Allemands : à n'en pas douter, les Fliegern sont plus soldats que leurs adversaires. La R. A. F. apparaît, comme une organisation à part des forces terrestres et navales, animée d'un esprit assez curieux si on en juge par l'inutile prolixité et le caractère toujours assez tendancieux de ses communiqués rédigés en style d'agence. Il semble que ce soit une formation plus sportive encore que militaire. Peut-être ses pilotes, dont un assez grand nombre est étranger, ont-ils été recrutés surtout parmi les jeunes gens allants et braves que la vie dans les régiments ne séduisait qu'à moitié. Nous ne serions pas surpris qu'il régnât dans les escadrilles anglaises une sorte de ton supérieur, désinvolte, élégant et fantaisiste, assez mal accordé à l'esprit de coopération entre toutes les armes qu'exige en ce moment la défense de l'Angleterre.

Rien de pareil dans la Luftwaffe. On est aviateur outre-Rhin comme on est fantassin, artilleur, cavalier ou marin ; on est un militaire au sens absolu du terme, rien de plus, rien d'autre. Dans les formations aériennes, les ordres sont donnés et exécutés aussi rigoureusement que dans les unités terrestres et navales. Là, pas de discipline élastique. Tout s'y passe régulièrement et dans les formes prescrites. Le chef commande et, à tous les échelons, la troupe suit. Les Allemands ne connaissent pas plusieurs manières de servir. Aucune spécialisation technique ne saurait les détourner des plus strictes observances. Un grand corps, constitué de cette façon, dont le recrutement est basé non sur les convenances personnelles mais sur l'unique souci du rendement maximum des hommes et du matériel, doit avoir une autre précision dans la manoeuvre que des équipes, si brillantes soient-elles, de jeunes hommes plus tentés de rechercher l'exploit individuel que de se soumettre aux disciplines anonymes. Peut-être est-ce là une des raisons pour lesquelles on voit si rarement les pilotes de la R. A. F. employer dans leurs rencontres avec leurs adversaires quelque'une de ces rigoureuses manoeuvres d'ensemble en faveur dans la Luftwaffe.

Au reste, les résultats sont probants. Nulle part les Britanniques n'ont conquis et gardé la maîtrise des airs. Tant qu'il leur restera des avions - et il leur en restera toujours - ils pourront, quand ce ne serait que pour corser leur propagande, jeter des bombes sur Hambourg, sur Rostock ou sur la région de la Ruhr, et ils ne manqueront pas de le faire ; mais chasser les Allemands du ciel s'est d'ores et déjà avéré une tâche au-dessus de leurs forces. Pendant la campagne de Russie, leur « no stop offensive » n'a réussi, ni à écarter la menace qui inquiète tant l'Angleterre, ni à placer les Allemands entre deux feux, ni à détruire leurs industries, ni même, et c'était là le point capital, à retenir le gros de la Luftwaffe sur le front Ouest. Rien ne démontre mieux la permanence de leur infériorité aérienne. M. W. Churchill avait juré aux rouges que cette « formidable » offensive leur serait d'un secours aussi efficace qu'un débarquement d'armées sur les côtes de

STRATEGIE ANGLAISE

l'Europe occidentale. Il affirmait qu'elle permettrait à leurs immenses forces aériennes et terrestres d'écraser assez facilement un ennemi dont l'aviation serait, grâce à lui, empêchée de paraître en nombre sur les champs de bataille de l'Est.

Si ces prévisions ne se sont pas réalisées, c'est encore et toujours parce qu'il est impossible de réparer en temps de guerre les négligences, les lacunes et les erreurs du temps de paix.

CHAPITRE VIII

Mauvaise organisation du Commandement britannique. - Haute signification de la Wehrmacht. - Son esprit unitaire. - Son créateur est un ancien combattant. - Incompatibilité de l'idéologie des régimes démocratiques avec le sentiment des grandes obligations militaires. - L'Angleterre, victime de sa richesse et de son impérialisme utilitaire. - Dangers du disparate dans la composition des unités de combat britanniques. - Faiblesse de la stratégie de Comité. - Une nation de dirigeants incapables de se plier aux exigences de la guerre moderne. - Londres applique à une situation révolutionnaire des solutions d'un conservatisme anachronique.

Nous avons rendu hommage aux activités de la marine et de l'aviation britanniques. Si ces activités n'ont pas donné les résultats que le Gouvernement était en droit d'attendre du courage du personnel et de l'excellence du matériel, c'est la faute du Commandement et de ses méthodes.

La Grande-Bretagne est conservatrice. Son régime, ses traditions et le sentiment qu'elle avait d'être si forte que personne ne pouvait raisonnablement songer à l'attaquer, l'ont portée à ne prêter aux problèmes militaires qu'une attention intermittente et assez superficielle. Assurée de vivre dans une constante sécurité, grâce à ses positions géographiques exceptionnelles, médiocre interprète de l'Histoire, l'idée ne lui est pas venue de réunir, comme l'a fait l'Allemagne, en un indissoluble faisceau, l'armée de terre, l'armée de l'air et l'armée de mer. Au lieu de faire de ces trois éléments de sa puissance un grand organisme unitaire, comme il eut été logique pour la conduite d'une guerre, elle-même une et indivisible, elle les a laissés travailler, chacun à son rang dans la hiérarchie nationale, sans chercher à réduire leur esprit particulariste, ni même à le contenir dans les limites raisonnables.

Ce n'est qu'au début des hostilités qu'elle s'est décidée à donner une vie réelle à l'Etat-major impérial. Aujourd'hui, cette sorte de comité à plusieurs têtes, qui somnolait en temps de paix, perd son temps à concilier sous l'autorité du Cabinet de guerre, lui-même réduction du Ministère, les points de vue souvent contradictoires des techniciens des trois armées. Encore l'Amirauté et la R. A. F., très jalouses de leur indépendance, ne prennent-elles une part suivie à ses délibérations que sous la pression des circonstances, lorsque l'urgence de leur coopération s'impose aux yeux les moins avertis. En Allemagne il en est autrement. En temps de paix comme en temps de guerre, un seul chef pour l'armée, pour la marine et pour l'air : le Führer. Pas de Conseil aulique, simplement des subordonnés, travaillant tous, quels que soient leurs uniformes, dans le même esprit, dans le même sens et selon les mêmes disciplines. Alentour, pas de vestons, pas d'ingérences parlementaires, ni de collusions avec des intérêts privés. Un Grand Quartier Général, d'où sortent des ordres précis et des instructions d'ensemble dont l'exécution sera l'affaire des trois grands Etats-majors. Des responsabilités bien définies dont chacun aura sa part dans le succès comme dans l'échec.

Cette différence entre les manières anglaise et allemande d'entendre la conduite de la guerre apparaît jusque dans les communiqués militaires des deux nations. Outre-Manche, l'Amirauté, la R. A. F. et les Etats-majors des armées de la Métropole, du Caire, de Nairobi ou des Indes, publient chacun leurs informations quotidiennes. Rien dans ces bulletins qui porte l'empreinte d'un chef unique. Trop de commentaires, peut-être parce que, du côté britannique, les faits ne parlent pas d'eux-mêmes. Les Allemands, eux, n'ont qu'un communiqué, daté du Grand Quartier Général, et il est d'une autre frappe. Il illustre, jour après jour, sous la signature du Führer, l'activité de la Wehrmacht sous ses trois formes conjuguées : terrestre, navale et aérienne. Car ce n'est pas par hasard que ce mot de Wehrmacht a été créé par le Chancelier pour désigner l'ensemble de la puissance militaire du Troisième Reich. Il est plein de sens et va loin. Il affirme un principe d'action exclusif de toute tendance au particularisme. Il signifie l'application de l'esprit totalitaire aux divers éléments de la force allemande et marque que leur âme est une, comme leur commandement et leur but. Une pareille organisation ne répond pas seulement aux disciplines du national-socialisme, elle s'inspire d'une compréhension exacte des exigences des luttes totales.

L'Angleterre démocratique et libérale n'avait pas le sens de cette unité. Alors que Berlin avait compris que pour avoir gardé son indépendance au cours de la dernière guerre l'Amirauté allemande n'avait pas joué dans la stratégie générale le rôle qui aurait dû lui revenir, à Londres on trouvait normal que la Home Fleet, clef de voûte du colossal Empire, ne s'intéressât qu'accessoirement aux opérations terrestres, jugées par elle secondaires. Même les hommes, que leur formation professionnelle aurait dû qualifier pour en juger

autrement, n'avaient pas une idée claire de l'absolue nécessité de la coopération de toutes les forces armées dans les opérations de guerre modernes. Loin de se rendre compte que bien des choses avaient changé depuis un quart de siècle, ils vivaient sur les errements d'un passé invariablement victorieux, alors que, de l'autre côté du Rhin, on se dégageait des préjugés et des rivalités d'armes pour s'élever à une forte doctrine unitaire. Outre-Manche, les militaires n'avaient retenu de la grande guerre que l'inviolabilité des fronts, à leurs yeux conséquence des progrès de l'armement, et ils basaient leur stratégie sur cette idée superficielle ; les marins, satisfaits d'avoir en 1917 réussi à enrayer tant bien que mal par le système des convois les dangereuses attaques des sous-marins, ne voyaient pas grand'chose à modifier dans leurs méthodes. Quant aux nouveaux venus de la R. A. F., ils étaient plus préoccupés de se faire une place bien à eux entre les deux grands corps déjà nantis que d'étudier avec ces corps les futures modalités de leur action. Le bonheur de la Wehrmacht a été d'avoir eu pour créateur un homme que son destin avait conduit naguère à combattre comme le plus humble des fantassins. Le Chancelier avait vu de près comment se déroule la bataille, ce qu'elle coûte, ce qu'elle met en jeu moralement et matériellement, ce qu'elle exige de chacun et l'importance primordiale du concours que doit lui apporter le pays tout entier. Il avait souffert, et vu souffrir autour de lui, des hésitations, des retards, des insuffisances, des erreurs, des divergences de vues, qui annihilent sous le feu de l'ennemi les plus méritoires efforts. Il avait senti que si l'ancienne armée impériale n'avait pas été payée de ses immenses sacrifices c'est parce qu'elle avait pâti des incompréhensions trop fréquentes entre les premières lignes et le Commandement, et plus encore des malentendus entre le Commandement et l'arrière. Il avait été conduit logiquement à attribuer l'échec final de cette armée au manque d'esprit unitaire de la nation. Aussi, son premier soin consista-t-il, dès son arrivée au pouvoir, à fondre, pour la guerre comme pour la paix, toutes les activités du pays en un bloc d'un alliage indestructible.

De la leçon du passé surgissait une conception et une organisation nouvelles de la force allemande, qui allaient se traduire au cours des hostilités par des réalisations stratégiques et tactiques d'une harmonie et d'une ampleur dont les adversaires du Troisième Reich ne possédaient pas le moindre soupçon. La propagande anglaise s'aveuglait en croyant qu'il existait encore outre-Rhin une armée, une marine peu ou prou en marge de la nation, des milieux de caste à l'ancienne, attachés à de vieux principes, uniquement préoccupés de leurs intérêts de carrière, et qu'une propagande bien faite pourrait un jour retourner contre le rénovateur de la grandeur allemande. Cette vue des choses montrait qu'à Londres on n'avait rien compris à la profondeur de l'idée qui faisait de la Wehrmacht l'image même de la nation dressée tout entière derrière son Führer pour la défense de son droit à la vie. On ne s'était même pas arrêté à cette constatation pourtant assez frappante que beaucoup de grands chefs de cette Wehrmacht si savamment instruite, militaires, aviateurs, ou marins, étaient ceux-là même qui, vingt ans auparavant, avaient laissé biens, grades, situations et familles, pour aller faire comme volontaires l'extraordinaire campagne du Baltikum, cette épopée des énergies du désespoir.

Si le Chancelier du Reich pouvait se dire à juste titre le premier soldat du Troisième Reich, par contre aucun des administrateurs de l'Empire britannique ne s'était pendant la grande guerre enlisé dans la boue sanglante des tranchées. Ces honorables gentlemen prétendaient conduire les hostilités à peu près dans le même esprit que leurs affaires et ne trouvaient dans le passé que des raisons de s'accommoder du présent. Sur la question militaire, ils en étaient restés aux idées de lord Haldane. Cette aristocratie de l'Industrie, du Commerce et de la Finance demeurait fermée à tout ce qui n'avait pas de rapport direct avec l'exploitation de positions économiques hors de pair. Sans doute aimait-elle la paix depuis que la guerre l'avait saturée de richesses, mais à la condition que cette paix fut anglaise et que personne ne s'avisât de porter ombrage à l'Empire. Et elle s'étonnait avec une sorte de candeur à la pensée que d'autres nations pouvaient se proposer d'échapper à son contrôle. Les grandes réactions nationales qui s'étaient produites en Italie, en Allemagne et en Espagne contre les excès démagogiques, lui paraissaient subversives de l'état de choses existant et par conséquent condamnables du point de vue de sa politique ; mais elle jugeait le Royaume-Uni assez solide pour ne pas s'alarmer de leurs éventuelles répercussions.

Le peuple anglais est victime du manque de sens humain de ses dirigeants, de leur secrète indifférence pour les valeurs spirituelles, de leur goût du désordre chez les autres peuples et de la foi qu'ils ont dans l'éternelle puissance de l'or. A la différence du peuple allemand, il ne s'est pas refait une âme par des années de souffrances morales et physiques. Aussi est-il entré dans ce conflit avec une sorte de détachement supérieur comme s'il était trop haut placé pour que sa vie et son avenir ne dussent pas s'en ressentir, sans

même se douter que sa décision de maintenir par les armes sa prééminence allait fournir à l'Allemagne une formidable puissance de choc, en lui donnant le sentiment de lutter pour sa libération.¹⁹

Comme il se doit dans les Démocraties d'ancien système, il ne s'intéressait que médiocrement à l'armée, d'autant moins que sa situation géographique ne l'obligeait pas à entretenir en permanence de grandes forces. Du moment qu'ils ne voyaient pas en lui une école de haute discipline nationale, qu'importait ce corps parasite à ses gouvernants, préoccupés avant tout d'envisager les choses sous l'angle de leurs commodités électorales. Il leur suffisait que les soldats de carrière fussent dans la Métropole assez nombreux pour encadrer le moment venu les effectifs coloniaux et que la Royal Navy travaillât, en dehors des discussions, à se maintenir à la hauteur de sa mission. Ils ne voyaient pas que cet isolement anachronique des militaires et des marins les priverait du haut en bas de la hiérarchie des trésors d'idées que leur aurait procuré une union intime et constante avec toutes les forces vives du pays.

Dans de pareilles conditions, il eut été surprenant que l'armée anglaise, improvisée en pleine guerre et renforcée à contrecœur, au fur et à mesure des besoins, par une sorte de conseil d'administration dans lequel ses vrais chefs ne siégeaient qu'à titre consultatif, se montrât l'égale sur les champs de bataille des troupes allemandes supérieurement préparées au moral comme au physique et tout entières dans la main de leur créateur.

Nous ne ferons pas aux Britanniques l'injure d'attribuer leurs déceptions militaires à quelque défaut d'énergie. Leur Histoire, si elle révèle parfois certaines défaillances mal expliquées du Commandement, s'illustre d'une foule d'authentiques faits d'armes. Quand il ne leur est pas possible de trouver des remplaçants, ils se battent eux-mêmes et avec la plus grande ténacité. Témoin, pour emprunter un exemple à cette guerre-ci sans aller chercher plus loin, la façon dont leurs marins, qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes, accomplissent avec constance jusqu'au sacrifice les périlleuses et difficiles missions qui leur incombent.

Mais il est certain qu'au Royaume-Uni les hommes d'Etat n'accordaient nulle importance au fait de créer et d'entretenir un idéal militaire. Leur excuse, s'il en existe une, peut à la rigueur être recherchée dans leur conviction que, si l'Angleterre avait un jour à combattre, ce serait pour ses intérêts, mais jamais pour ses foyers. Quoi qu'il en soit, leur mentalité n'avait pas beaucoup changé depuis l'époque où la guerre se faisait à l'entreprise, en achetant un peu partout des gens de métier. Par leur composition, les divisions impériales faisaient penser, avec plus d'ordonnance certes, aux chantiers de construction de la Tour de Babel. On y parlait toutes les langues. Depuis les Dominions, depuis les colonies et les plus petites, jusqu'aux territoires enlevés à la France et à la Belgique, tout avait été bon à leur fournir des contingents. Des naturels des îles Fidji, de la Papouasie ou du Kenya, des Malais, des Hindous, des Mauriciens, y côtoyaient des Cafres, des nègres du Bechuanaland, du Niger ou du Congo. C'était un conglomerat de pauvres diables, blancs, noirs ou jaunes, importés des lieux les plus reculés du monde et se demandant ce qu'ils faisaient là sous la conduite de cadres incapables de comprendre leurs idiomes. La propagande londonienne avait beau faire, aucun de ces malheureux ne réussissait à comprendre ou à s'imaginer qu'il symbolisait l'Empire accouru spontanément au secours de la civilisation chrétienne.

Comment l'Etat-major impérial pouvait-il croire que de pareilles gens, tirés brutalement de leur brousse natale, illettrés, ignorant pourquoi et pour qui ils se battaient, incapables, même si on avait voulu les instruire, si on en avait eu le temps, de s'adapter au métier de soldat moderne, triompheraient de combattants éprouvés et avertis, de techniciens expérimentés comme les Allemands et les Italiens ? Il y avait là de sa part soit une erreur de jugement montrant à quel point il se méprenait sur les nécessités de structure des armées dans les guerres de peuple à peuple, soit plutôt un effet de sa volonté d'épargner autant que possible et jusqu'au dernier moment les vrais sujets de Sa Majesté. En tout cas, ce recrutement mettait une fois de plus en évidence cette idée proprement anglaise que l'excellence et le nombre du matériel sont susceptibles de compenser l'insuffisance du personnel.

Où pouvait-on trouver dans ces unités improvisées et disparates, aux ordres de chefs pour la plupart novices eux-mêmes, les réflexes capables de répliquer avec bonheur aux initiatives d'Européens aussi minutieusement entraînés que les hommes du corps expéditionnaire italo-germain de Libye ? Malgré leur constante supériorité en effectifs, en artillerie, en aviation et en chars, malgré leur belle tenue au feu, ces

¹⁹ Sentant la faiblesse de leurs prétextes de guerre, MM. Churchill et Roosevelt ont tenté de rallier l'opinion mondiale à leurs drapeaux en publiant, sous le titre de *Charte de l'Atlantique*, une sorte de pastiche en réduction des fameux quatorze points de feu le président Wilson. Ce manifeste, d'une phraséologie rebattue, évoquait tant de déceptions passées et voilait si imparfaitement les véritables buts de l'impérialisme anglo-saxon, qu'il est tombé au milieu de l'indifférence générale. C'est la preuve que la logomachie démocratique n'intéresse plus que ses seuls professionnels.

troupes, sans homogénéité, sans intelligence profonde du combat, n'ont jamais pu bousculer sérieusement leurs adversaires ni encore moins les entamer. Même au cours de leurs manoeuvres de retraite sur Benghazi, ceux-ci n'ont jamais perdu le contrôle de leurs mouvements. Les victoires du maréchal Rommel ont couronné cette éducation unitaire de la Wehrmacht qui a élevé la qualité des hommes à la hauteur de la qualité du chef et permis aux différentes armes de répondre avec une cohésion parfaite et une sorte d'instantanéité à ses intentions les plus subtiles.

Peut-être, après tout, la toute-puissante Angleterre estimait-elle qu'il n'était pas dans son rôle de grande conductrice de peuples de participer à la lutte terrestre autrement que par ses cadres, ses professionnels et les spécialistes indispensables ? Elle fournissait des instructeurs, des chefs d'unités, voire des chefs subalternes, elle envoyait même certains de ses bataillons du temps de paix solidifier l'ossature des grandes formations coloniales, mais elle eut considéré comme une atteinte à son prestige que ses alliés, ses protégés, ses clients et ses esclaves dans l'univers vissent ses conscrits du récent service obligatoire combattre à leurs côtés dans le simple emploi d'hommes du rang. C'était bon pour les populations de ses Dominions. Aucun de ses régiments de nouvelle levée, de ceux où ne se trouvaient pas de soldats de métier n'avait quitté la Métropole ; ils s'étaient contentés d'expédier des détachements de volontaires. Se tenant pour une nation dirigeante, elle entendait le rester, dans la guerre comme dans la paix. Une pareille conception pouvait se comprendre tant qu'il s'agissait d'effectuer des opérations de police dans les possessions d'outremer, elle n'était certainement pas de mise dans une guerre contre des troupes européennes. L'orgueil anglais est à la base de ses revers.

De nos jours, il est stupide d'espérer vaincre un peuple de haute civilisation, d'esprit foncièrement militaire, qui met en ligne ses enfants, en se contentant de pourvoir d'un armement ultra-moderne une majorité d'étrangers et des indigènes recrutés à coups de matraque ou d'argent dans de lointaines colonies. Il n'est de bon sang de soldat que celui des hommes qui marchent au combat avec la conviction de défendre leur patrimoine national et des valeurs spirituelles plus chères encore que la vie. L'argent n'engendre pas l'héroïsme. Si puissant qu'il soit, il n'est tout de même pas assez fort pour retenir indéfiniment sous l'orage des batailles actuelles des troupes qui y ont été jetées pour des intérêts dans lesquels elles sentent plus ou moins obscurément qu'elles n'ont elles-mêmes rien à voir. Il y a trempe et trempe chez l'homme : la trempe individuelle et naturelle, qui a fait les grands aventuriers d'autrefois, et la trempe collective, forgée par un idéal commun, par la notion du service, par le sentiment du devoir envers la patrie, en un mot par une solide éducation nationale. Cette dernière est la seule qui puisse infuser une force anonyme, mais irrésistible, aux immenses armées d'aujourd'hui. Londres, pour autant qu'on en puisse juger, semble en avoir fait l'expérience à Hong-Kong, à Singapour et à Tobrouk.²⁰

La grande firme « Angleterre » n'a pas saisi cette distinction. De tendances essentiellement mercantiles, mal détachée des traditions coloniales, c'est tout juste si elle consentait à oublier les fastes de la Compagnie des Indes, orientée à l'opposé. Elle ne voyait, ni ne pouvait voir l'évolution rénovatrice de l'Allemagne et de l'Italie sous l'impulsion d'une idéologie mettant chaque individu au service de la nation. La différence était trop grande. Aveuglement ou inconscience, elle se montra incapable de s'élever aux grandes idées généreuses, faute de quoi un instrument de guerre, si perfectionné soit-il, est incomplet. Elle ne sentait pas sa décadence.

A l'Etat-major impérial, ces hommes en uniforme, dont la mission était d'ouvrir l'intelligence de la guerre aux masses qu'ils seraient appelés à commander, ne s'intéressaient vraiment qu'au côté ouvrier des choses, comme si, à l'heure de la décision, le déluge de feu de leurs canons devait pouvoir leur tenir lieu de pensée. Et l'Angleterre s'accommodait avec eux de cette absence d'imagination. Il est, en effet, remarquable que les discussions ouvertes à la Chambre des Communes après chacun des revers n'aient jamais porté que sur des questions d'armement et de matériel, comme s'il n'y avait pas d'autres raisons plus profondes à ces revers. Certes, il eut été maladroit de s'en prendre en pleine lutte à la compétence des chefs ou à leur autorité, à l'instruction des hommes et à la composition des unités. C'eut été mettre en cause toute la politique du pays et les pouvoirs publics, convaincus que la démoralisation de l'adversaire est un des plus sûrs moyens de gagner les guerres, se seraient refusés à laisser dire quoi que ce soit qui fût de nature à ruiner la confiance de leur propre peuple dans les armées de Sa Majesté. Mais il ne s'agissait pas là d'une prétention concertée. Au vrai, personne au Parlement n'était capable d'analyser le complexe qui faisait l'incroyable force de choc de l'ennemi.

²⁰ Dans chacune de ces places fortes, les Britanniques ont capitulé en quelques jours malgré leur grande supériorité numérique. A Singapour, dont l'armement avait coûté plusieurs milliards, 95.000 hommes se sont rendus à 50.000 Japonais.

L'idéologie démocratique et l'internationalisme pacifiste avaient affaibli l'esprit militaire français, autrefois capable de si beaux élans ; mais que dire de ce même esprit chez les Anglais, ennemis jurés du service obligatoire ? Il n'avait jamais été très développé. Le peu qu'il en restait n'était plus guère qu'une transposition de l'orgueil national chez les soldats. Aussi bien avait-il mal résisté aux atteintes des théories en faveur depuis vingt ans, prônant la facilité et la mollesse aux dépens des vertus viriles et nobles dont l'armée doit être le symbole. L'Amirauté elle-même, le grand corps armé de pied en cap dès le temps de paix, avait dû prendre avec ses équipages des ménagements qui auraient indigné l'irascible lord Nelson, de ses grands hommes, le plus dépourvu pourtant de préjugés. Tout se relâchait, sauf la façade, comme il va de soi, dans le pays de la respectabilité extérieure et des objecteurs de conscience. Mais personne ne s'inquiétait, car le faire c'eut été suspecter par incidence la véracité de cet axiome, cher entre tous, qu'un conflit britannique se règle sur terre avec des poitrines étrangères. Au surplus, les gouvernements travaillistes avaient aggravé les choses par surenchère politique et avec l'idée impérialiste, elle aussi, d'assurer à leur pays la direction d'une internationale européenne. Leurs slogans sur l'anachronisme militaire, sur la guerre qui ne paie pas ou qu'on peut gagner sans la faire, avaient éveillé bien des échos dans les milieux prédisposés de la City et dans les centres industriels. Ils réunissaient la grande majorité des suffrages. Et si quelque haut représentant de l'armée s'était permis de soulever des objections, on l'eut traité de nouveau Kitchener et soupçonné de chercher à étendre ses prérogatives, au détriment de cette chose sacrée, la marine. Outre-Manche, l'Etat-major a des excuses ; à chacune de ses suggestions ou de ses demandes il s'est heurté à cette réponse : Soyez sans crainte, n'exagérez pas vos besoins, la marine suffit à tout.

Comme on l'a souvent remarqué, rien de fort, de net, ni de durable, n'est jamais sorti des Comités, toujours inclinés vers les solutions de compromis. Les grands tournants de l'Histoire portent les uns et les autres la marque d'un homme réunissant dans ses mains la totalité des pouvoirs. Par malheur pour l'Angleterre, à la fois despotique et libérale, ses ministères, composés de gens que le jeu mesquin des partis amenait à y siéger, n'attachaient qu'une importance très relative aux questions d'ordre militaire : peut-être même certains d'entre eux s'honoraient-ils de ne s'en être jamais mêlés. En tout cas, aucun ne songeait aux moyens de faire face à une guerre révolutionnaire. De sorte que le gouvernement Chamberlain, continuant la tradition, a ouvert les hostilités comme s'il s'agissait de reprendre la Grande Guerre au point où ses prédécesseurs l'avaient laissée et de la conduire cette fois à des achèvements plus poussés, mais du même genre. La stratégie d'encerclement et de blocus avait inspiré les rédacteurs britanniques du Traité de Versailles ; ils l'avaient fait inscrire dans ses clauses géographiques et diplomatiques. Rien ne paraissait plus simple que de la faire passer, non de la virtualité à la réalité - elle n'avait jamais cessé d'être active - mais de la phase insidieuse et politique à la phase brutale et militaire.

Cette manière à la fois paresseuse, casanière et dissociée d'envisager les choses ne pouvait qu'engendrer des catastrophes en face d'une Allemagne totalitaire, chez qui les antagonismes internes avaient disparu en même temps que le vieil individualisme, d'une Allemagne résolue à supporter n'importe quel sacrifice plutôt que de revoir les heures tragiques de 1918 ou les années qui ont suivi la défaite. En écrasant les partis de démagogie, le Chancelier avait ruiné d'avance le plan stratégique anglais et il avait remis en honneur ces deux principes vieux comme le monde : l'union fait la force ; la force seule est respectée et respectable dans la mesure où elle crée l'ordre. Sous son commandement, les soldats, les aviateurs et les marins d'une Wehrmacht, tout entière plongée dans la nation, ont remporté d'immenses succès pour avoir appliqué avec vaillance ces directives si simples : ne pas regarder en arrière ; frapper fort et tous ensemble, chacun pour tous, tous pour chacun, dans le même esprit de dévouement à la patrie. Pour le reste, s'en remettre au chef suprême assumant la responsabilité de l'action commune. Il y a loin de cette conception directe de la guerre à l'arrière-pensée des Anglais que le blocus et la guerre maritime allaient être, comme autrefois, comme toujours, une bonne affaire commerciale.

CHAPITRE IX

La stratégie impériale transpose sur le plan de la violence la politique anglaise d'exploitation européenne. - Etranges doctrines militaires d'un Etat-major qui prétend ne pratiquer que l'empirisme. - Offensive de propagande et défensive militaire. - Les Soviets, suprême ressource. - Dangers de l'alliance avec Moscou. - Le concours américain présente plus d'inconvénients que d'intérêt. - Le mirage de la victoire décisive dissipé par les réserves des armées rouges. - Quoi qu'il arrive, il est trop tard. - Position inexpugnable des puissances de l'Axe. - L'Europe s'organise pour une guerre longue. - Une paix de compromis, ce serait encore la victoire allemande. - L'Angleterre a perdu ses titres à l'hégémonie mondiale.

Nous avons essayé de résumer dans ~~le~~ chapitre de ce livre l'état d'esprit des milieux dirigeants britanniques au mois d'août 1939. Ils ne voyaient dans la guerre qu'une transposition, sur le plan de la violence, de la politique d'exploitation que leur pays poursuivait en Europe depuis deux siècles et, de propos délibéré, ils précipitaient cette politique dans une crise, mais sans en modifier aucun principe. La question pour eux était simple : les méthodes du temps de paix s'étant avérées nuisibles au point de conduire l'Allemagne à un détestable système d'autarcie, il s'agissait de ramener par la force cette puissance aux disciplines du vieil ordre économique. A cet effet, le Cabinet de Londres allait mettre en oeuvre les supériorités politiques, militaires et maritimes de l'Empire pour hâter une solution, qui non seulement se faisait attendre mais qui risquait, avec les anciens errements, de ne jamais intervenir. En somme, tout se ramenait à doubler pour un temps l'exploitation politique et commerciale des nations continentales d'une exploitation militaire. Son idée aurait pu se défendre, s'il n'avait pas commis la double erreur de croire qu'il jouissait du monopole de la force comme il avait celui du commerce, et d'attribuer à son ennemi des faiblesses imaginaires.

L'Angleterre se trouvant depuis vingt ans en conflit larvé avec l'Allemagne, la guerre n'était que l'aboutissement d'une longue période d'hostilité sourde. Jugeant le moment venu d'en finir, elle passait à la lutte ouverte. Aucune discontinuité dans sa politique, pas plus que dans sa stratégie : une simple aggravation des procédés. Lasse du caractère illusoire des petites manoeuvres malveillantes, elle en venait à une solution franche parce que les milieux de la City n'admettaient pas que le national-socialisme allemand et le fascisme italien se permissent d'apporter une gêne à des habitudes ou à des méthodes auxquelles ils devaient leur richesse et leur prestige.

Le paradoxe c'est que, prenant résolument l'offensive sur le plan psychologique, économique et politique, Londres entendait s'en tenir sur le terrain militaire à une sorte de défensive agressive. Pour leur malheur, le Reich n'avait pas tiré les mêmes conclusions que les Britanniques des énormes progrès de l'armement et, attaqué, il entendait s'en rapporter à la décision des batailles. Au vrai, chacune des deux nations comprenait Clausewitz à sa façon. Le grand théoricien de la guerre moderne avait écrit que la défensive lui paraissait la forme la plus forte de la guerre et l'offensive la plus faible ; il ajoutait toutefois ce correctif d'importance que seule l'offensive est capable d'amener des résultats concluants. D'où la justesse de l'interprétation allemande et la fausseté de celle des Anglais ; car ce que Clausewitz qualifiait de défensive c'est la situation morale de celui des adversaires qui prend les armes pour la sauvegarde de ses foyers.

Le Reich seul était dans le vrai en se défendant par l'offensive.

Ainsi, au cours de cette guerre, l'Angleterre, en plein contre-sens stratégique, n'a réussi nulle part à prendre l'initiative et à mener les opérations à sa guise. Après la défaite de la France, lorsqu'elle a, pour la première fois, compris qu'elle ne pouvait plus se contenter d'être l'âme de la coalition et qu'il allait lui falloir défendre, non plus des intérêts économiques et commerciaux, mais sa propre existence, aucun de ses plans n'a abouti à un résultat positif. Partout elle a été prise de vitesse et les événements n'ont cessé de tourner autrement qu'elle ne l'avait prévu. Elle est allée de surprises en déceptions, parce qu'aucune erreur initiale ne se répare au cours des hostilités et que, lorsqu'on ne s'est pas préparé de longue date à toutes les éventualités il est impossible d'improviser des opérations quelconques avec des troupes elles-mêmes improvisées. Elle payait cher sa négligence. Une campagne comme celle de Norvège n'avait pu être montée de toutes pièces en

quelques jours et déclenchée à l'improviste que parce que l'organisation unitaire de la Wehrmacht et son instruction parfaite lui conféraient une incomparable aptitude à résoudre les problèmes les plus imprévus.

L'Etat-major impérial, lui, avait jugé inutile de rien préparer d'avance ou plutôt il s'en tenait à la règle : on garde les mêmes et on recommence, estimant qu'il aurait toujours le temps d'aviser en face d'un ennemi incapable, selon lui, de durer indéfiniment. Présomptueux, en conséquence, un conflit aux développements multiples, durables, étendus au monde entier, c'est tout juste s'il ne voyait dans sa négligence première une sorte de supériorité : au moins l'Allemagne ne pourrait pas tabler sur le sens et l'importance de ses préparatifs ; elle ignorerait tout de ses intentions et elle travaillerait dans le vide sur de vieux principes d'école, mauvaises conditions de réussite dans un ordre de choses aussi relatif que la guerre où tout se détermine par comparaison avec les moyens adverses. Il confondait simplement le néant avec le secret. La candeur de ses grands chefs était telle que bien qu'hostiles aux principes en matière de stratégie ils se faisaient presque une loi de la dispersion systématique des opérations pour mieux berner l'adversaire et l'embarrasser. Ces étranges idées résumaient à leurs yeux le fin du fin de la conduite de la guerre.

Voici quelques exemples de cette manière de doctrine, énoncés par le plus grave, le plus renommé et le plus écouté de leurs « experts »²¹ :

1°) *Ne pas attaquer l'ennemi, tant qu'il est en mesure de se défendre* (autrement dit, attendre qu'il soit à terre pour le frapper).

D'où le fait historique que la dernière bataille est toujours gagnée par l'Angleterre et, dans la guerre actuelle, la certitude que les soldats de Sa Majesté ne débarqueront en Europe occidentale, pour constituer le second front, que lorsqu'ils seront assurés que les Allemands en sont partis.

2°) *Ne jamais renouveler une attaque qui a échoué.*

L'ennemi, désormais sur ses gardes, pourrait s'être renforcé sur le point attaqué et jouirait de la supériorité morale du fait de son premier succès. Cette règle de ne jamais insister, que les rouges sont incapables d'appliquer, explique les retraites et rembarquements successifs d'Andalness, de Namsos, de Narvik, de Dunkerque et des Balkans, que la propagande anglo-saxonne a élevés au rang de chefs-d'oeuvre de la stratégie britannique.

3°) *N'entamer que des opérations ayant plusieurs objectifs*, de manière à garder des chances d'en atteindre au moins un.

Ne rien entreprendre de normal ou de rationnel, manoeuvrer au rebours du bon sens et avec une dispersion préméditée des efforts. L'ennemi ne comprenant rien à cette tactique perdra la tête ou sera dans la plus grande perplexité pour se concentrer et réagir à propos. Sans doute s'agit-il ici de la stratégie de harcèlement si prônée dans les milieux militaires d'outre-Manche ? Les opérations menées simultanément en Ethiopie et en Libye ont montré la valeur de cet axiome, de même que les débarquements de Saint-Nazaire, de Boulogne, de Dieppe, de Cherbourg ou de Tobrouk.

4°) *Exploiter la ligne de moindre résistance du dispositif adverse.*

Chose d'autant plus facile que l'ennemi manoeuvrant avec logique et clarté, suivant des principes simples et connus, on lira dans son jeu comme dans un livre. Ici, le problème est supposé résolu.

5°) *Eviter par dessus tout la standardisation dans la constitution des unités.*

On exposera l'adversaire à des surprises désagréables, en lui opposant des divisions hétéroclites dont il lui sera impossible de connaître par avance la composition et la valeur en effectifs et en armements.

C'est avec ces trouvailles, ces bariolages d'idées enfantines, ces moyens de comédie que l'Etat-major anglais croyait pouvoir surclasser la technique militaire d'outre-Rhin et remporter ses victoires. Cette peur du risque codifiée, ce fétichisme de l'inattendu, ce propos délibéré de jouer la subtilité, de ne rien faire qui puisse ressembler de près ou de loin à ce que pourrait penser l'adversaire, d'attendre le succès de stratagèmes homériques, tout cela passait pour des plus sérieux en Grande-Bretagne. Il semblait que le Reich fut comparable à un nouveau Polyphème dont il suffirait d'aveugler l'esprit simpliste par quelque mystification

²¹ Capitaine B. H. Liddel Hart : *La guerre moderne.*

pour le réduire à merci. Par malheur pour les Ulysses d'outre-Manche, l'Allemagne ne dormait pas et, si elle semblait n'avoir qu'un oeil fixé sur l'anéantissement de l'ennemi, cet oeil avait une vision autrement nette que celle des regards anglais dont le strabisme apercevait confusément tant de choses futiles, contradictoires et ridicules, qu'il se trouvait incapable de discerner l'essentiel. On a vu ce qu'a donné cette stratégie pulvérisée, velléitaire et inspirée du jeu de cache-cache en face de la sévère et profonde contention allemande. A aucun moment elle n'a ému la Wehrmacht. La guerre est chose trop sérieuse pour qu'on puisse escamoter ses difficultés avec des recettes puériles. Les militaires d'outre-Manche, fêrus à l'excès des prétendus prodiges accomplis par les généraux improvisés de la guerre de Sécession, ne pouvaient comprendre ce que doit être la guerre totale. L'Amirauté avait des conceptions autrement saines.

Quand l'Angleterre s'est décidée, après le désastre français, à faire une guerre intelligente, ses chances étaient déjà perdues. L'opération offensive qu'elle a tentée dans les Balkans, même si elle avait été sagement montée, se serait terminée par un échec parce qu'elle était d'avance barrée par les succès diplomatiques en Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie d'un adversaire qui, lui, savait ce que veut dire le mot de stratégie universelle. Restait la Russie, suprême ressource, mais celle-là, d'une extraordinaire puissance. Avec son entrée en scène, le facteur temps allait se doubler du facteur espace. Quel slogan pour la propagande de l'Empire et aussi que d'espoirs nouveaux ! Devant l'importance primordiale de ce concours, on s'est étonné que l'Angleterre n'ait pas envoyé une grande partie de ses divisions et de son aviation dans l'Est, comme il eut été de saine doctrine et de bonne camaraderie de le faire. Mais, outre que l'Angleterre ne suit pas les sentiers battus de la stratégie, il est juste de reconnaître qu'un pareil geste ne s'imposait pas absolument.

Les Soviétiques ne manquaient ni d'hommes, ni de cadres ; leurs effectifs étaient inépuisables. Ils avaient préparé la guerre au delà de l'imaginable et n'avaient rien à apprendre de leurs alliés. D'ailleurs pouvait-on affirmer que le Royaume-Uni n'aurait pas lui-même à se défendre ? Les Allemands occupaient toujours les côtes de la Manche, ils étaient gens à prendre et à exécuter les décisions les plus osées. N'avaient-ils pas montré, au cours de la guerre de 1914, qu'ils étaient de taille à combattre avec succès sur deux, voire sur trois fronts ? Tout de même, l'Angleterre a fait le possible et l'impossible, de concert avec l'Amérique, pour fournir à la Russie, vivres, équipement et matériel. Au point que, si les armées soviétiques ne se sont pas écroulées très vite sous les coups de la Wehrmacht, c'est pour une large part grâce à ses ravitaillements maritimes. L'Angleterre a ainsi permis à ces armées de livrer au cours d'un des plus terribles hivers qui ait jamais sévi dans l'Est européen une bataille sans précédent par son étendue, sa durée et sa violence, bataille qui, elle l'espérait, devait décider du sort des armes et dont l'issue n'a prouvé qu'une chose, c'est que ni l'extrême rigueur du climat, ni le nombre et la bravoure des soldats rouges, ni la puissance de leur armement n'étaient suffisants pour entamer la force de résistance des armées du Reich.

L'Angleterre comptait sur cette bataille pour détruire au moins la capacité offensive de l'ennemi. Sa propagande ne tarissait pas de commentaires sur les pertes effrayantes de la Wehrmacht. Suivant ses dires, les Allemands, s'ils n'étaient pas refoulés, n'auraient plus que la ressource d'essayer de se cramponner à leurs tranchées et d'attendre avec des unités épuisées et décimées que les innombrables forces russes, reconstituées grâce aux apports anglo-saxons, leur livrassent au printemps, en été ou au plus tard l'hiver suivant, une nouvelle bataille d'anéantissement, qui cette fois serait la bonne et la dernière. Et voici qu'elle assistait, non seulement à l'échec de la grande offensive d'enveloppement de l'aile droite allemande déclenchée depuis Kertch jusqu'à Kharkov par les troupes du maréchal Timochenko, mais à l'écrasement consécutif de ces troupes dans la boucle du Don et à leur repli en désordre au delà de la Volga et du Caucase, désormais coupé du reste de la Russie.

Les défaites des rouges au printemps et au cours de l'été 1942 ont plongé l'Angleterre dans une anxiété profonde. Rien ne lui réussissait. Elle avait escompté, sinon un retournement complet de la situation à l'Est, du moins une série de succès assez importants pour tarir les dernières réserves du Reich. La dure bataille de l'Atlantique n'avait de sens qu'autant qu'un espoir de vaincre subsistait pour la Russie. L'Amirauté savait qu'elle n'avait aucune chance de la gagner, mais elle tendait son effort au maximum en vue de la faire durer assez longtemps pour que le triomphe des rouges intervint avant qu'elle ne fut définitivement perdue. C'est à cette condition, et à cette condition seule, que la guerre pouvait encore être raisonnablement poursuivie. La victoire allemande du Don a fixé le destin : à la fin de juillet 1942 la stratégie anglaise avait épuisé ses dernières chances de succès.

Les rouges battus, la lutte perdait tout intérêt. Le mirage de la victoire décisive se dissipait. La menace qui n'avait cessé de peser sur les îles britanniques pouvait d'un jour à l'autre s'aggraver. L'Allemagne ramènerait à l'Ouest le gros de son aviation et le meilleur de ses armées. Le Pas-de-Calais n'avait pas trente kilomètres de largeur et la côte anglaise était sous le feu des canons de la Kriegsmarine. Les campagnes de Norvège, de

Crète et les opérations japonaises dans le Pacifique avaient prouvé que, pour qui sait son métier de soldat, les débarquements, autrefois considérés comme des tentatives hasardeuses, s'exécutaient désormais avec une facilité relative malgré la défense côtière, les flottes et les bombardements aériens. Aucun de ceux que les puissances de l'Axe avaient effectués n'avait été repoussé. Force était donc de prévoir que l'Etat-major de la Wehrmacht avait étudié et préparé une descente en Angleterre. En somme, jamais le danger n'avait été plus grand et, à moins de quelque miracle, on ne voyait point d'issue favorable à cette guerre, la plus onéreuse et la plus décevante que Londres ait jamais entreprise.

Les Etats-Unis ? Ils avaient si peu compté depuis huit mois de ce côté-ci de l'Atlantique. L'occupation de l'Islande et de quelques villes de l'Ulster par leurs détachements d'aviation et de marine avait une signification plus politique que militaire. Ce qu'ils avaient fait de plus utile, ç'avait été de continuer les ravitaillements malgré l'accroissement des difficultés depuis la rupture de la neutralité. Leurs escadres chassées des mers de Chine et des eaux de l'Australie, réduites de moitié, étaient absorbées par la tâche urgente et difficile de couvrir les abords de l'Alaska et du Canal de Panama. M. Roosevelt en restait toujours aux discours. Sa stratégie s'était bornée à assurer au pavillon étoilé le contrôle de la chaîne des îles antillaises et des Etats de l'Amérique centrale, sous prétexte d'une hypothétique défense commune. Il travaillait pour l'avenir beaucoup plus que pour le présent. Persuadé qu'il n'y avait rien à tenter avant très longtemps en Europe, il songeait surtout à profiter des événements pour construire un Nouveau Monde capable d'équilibrer la future puissance économique de l'Ancien. Autant que l'Allemagne, il jugeait l'Angleterre déchue de son ancienne grandeur et peut-être entrevoyait-il, dans ses rares moments d'optimisme, l'espoir d'en faire un jour une sorte d'avant-poste oriental de la puissance anglo-saxonne. L'amitié américaine : c'est la tunique de Nessus.

Aussi de bons esprits dans l'Empire commencent-ils à se demander s'il ne serait pas expédient de chercher à mettre un terme au conflit. Evidemment tout dépend de la résistance des armées rouges : tant qu'il restera possible de croire à leur victoire, la lutte doit être poursuivie, même à un rang secondaire vis-à-vis des Etats-Unis et de l'U. R. S. S., même au prix d'humiliations. La révolution européenne qui suivrait infailliblement la défaite allemande offrirait à une Angleterre en marge du Continent maintes occasions de rétablir une partie de son ancien prestige et peut-être même de son ancienne prépondérance. Mais les rouges battus, ne serait-il pas bien tard pour traiter ? Après les pertes subies au delà des mers, il ne pouvait plus être question de sauver la face par une paix de compromis qui, au fond, ne serait elle-même qu'une manière atténuée de reconnaître la victoire des puissances de l'Axe.

Si M. Churchill n'est pas déjà tombé malgré tant de revers accumulés c'est que la situation devient trop grave pour que personne se soucie au Parlement de recueillir sa succession. Cet Anglais de tempérament, patriote mais impulsif et malchanceux, au passé politique plein de contradictions et qui a réalisé son rêve de devenir Premier Ministre à la faveur de la guerre, commence à se rendre compte que l'esprit public n'est plus tout à fait d'accord avec lui. On discute sa stratégie et un grand nombre de ses compatriotes se prennent à regretter que ce descendant de Marlborough n'ait pas eu la lucidité et la sagesse de son illustre ancêtre qui avait recommandé à la reine Anne de faire la paix après sa victoire d'Oudenarde. Dans ce pays où l'on se réfère si volontiers à l'écriture, certains trouvent que son accord avec le Tsar rouge, dont ils discernent déjà dans la rue quelques conséquences assez fâcheuses, rappelle par trop l'apologue de l'aveugle et du paralytique. A n'en pas douter, l'alliance avec Moscou a favorisé outre-Manche le développement de l'agitation communiste. Aussi le Cabinet de guerre s'irrite-t-il de l'active campagne menée dans les milieux populaires pour la constitution d'un second front continental. Cette campagne le gêne ; elle le talonne et elle l'énerve, parce qu'il sait mieux que quiconque l'impossibilité de constituer ce second front, au moins tant que les Allemands laisseront des forces importantes en Europe occidentale. Ses armées de nouvelle formation, dont les hommes vivent encore, pour la plupart, douillettement chez l'habitant, faute de camps et de casernes, ne connaissent l'atmosphère des batailles que par ouï-dire. Il n'ignore pas qu'il serait de la dernière imprudence de les lancer ex abrupto contre les vétérans chevronnés de six dures campagnes victorieuses. Au surplus, il ne dispose ni de la maîtrise des airs, ni de la maîtrise navale, ni des trois millions de tonnes nécessaires au transport et à l'entretien de cinquante à soixante divisions dans les régions occidentales de l'Europe ; car il ne saurait être question de tenter une diversion efficace et durable avec des effectifs inférieurs à ce chiffre. Au surplus risquer une pareille opération, ce serait supprimer du même coup tout ravitaillement des rouges : le remède serait pire que le mal.

D'autre part, aucune entreprise d'envergure ne peut être raisonnablement tentée sur les côtes belges ou françaises.²² Les organisations défensives y sont trop nombreuses et trop fortes, trop savamment articulées. Ce serait offrir à l'ennemi l'occasion de remporter à peu de frais une victoire complète sur les unités débarquées. Une nouvelle retraite de Dunkerque, exécutée cette fois sans le sacrifice des arrière-gardes françaises, tournerait inéluctablement à la catastrophe terrestre et maritime. Seuls peuvent apparaître accessibles les rivages hispano-portugais parce que l'ennemi ne les occupe pas, et encore à la condition de bénéficier de la surprise, ce qui serait difficile étant donné la distance et la surveillance exercée par les unités navales et aériennes du Reich jusque dans la région des Açores.

D'ailleurs, depuis la destruction de la moitié de ses porte-avions, l'Amirauté ne dispose plus des moyens de soutenir efficacement un débarquement dans les eaux de l'Atlantique. A la première alerte, les escadrilles allemandes viendraient d'un coup d'aile occuper tous les aérodromes intéressants de la péninsule ibérique.

Elles bombarderaient et mitrailleraient les assaillants en attendant l'arrivée des divisions motorisées. Et puis, rien ne dit que les Portugais et les Espagnols ne s'opposeraient point par les armes à la violation de leur territoire. Ce serait, sur une grande échelle, le même insuccès qu'en Norvège et pour les mêmes raisons.

Si l'on devait voir un jour un débarquement dans l'Ouest ce serait plutôt celui des Allemands en Grande-Bretagne, le problème ne se posant pas pour eux dans les mêmes termes : la Wehrmacht est rompue à la coopération des armes dans les trois dimensions ; elle jouirait de la supériorité dans les airs et le Pas-de-Calais ne serait qu'un canal à traverser, comparé à la distance séparant le Péloponnèse de la Crète qu'elle a franchi allégrement malgré la flotte et l'aviation anglaises. Nul besoin pour le passer de théories de bâtiments de six mille tonnes. Il ne s'agirait pas d'une expédition au long cours et de convois processionnaires, mais d'une grande bataille d'ensemble livrée pour la possession d'un bras de mer. Par temps favorable, des flottilles de bateaux de toutes grandeurs spécialement aménagés, couvertes par les tirs d'une puissante artillerie côtière, par des divisions échelonnées de destroyers et de vedettes rapides, par de fortes escadres aériennes et par un réseau de sous-marins judicieusement apostés, peuvent permettre d'aborder en Angleterre. Qu'une tête de pont soit établie quelque part sur sa rive nord, et le canal tout entier tombe entre les mains des Allemands. Avec des batteries croisant désormais leurs feux des deux côtés de la Manche et des champs de mines aux bons endroits, ses approches seraient interdites à la Home Fleet et les transports de troupes pourraient passer en permanence. Ce ne serait plus alors qu'une question de force entre les armées. Or les soldats du Reich ont prouvé qu'ils sont capables de triompher de tous les obstacles terrestres. Bien entendu, il ne s'agit ici que d'une idée très superficielle et toute personnelle de la solution susceptible d'être apportée à un problème complexe dont bien des facteurs nous échappent. Mais elle nous paraît suffire à montrer que l'Etat-major impérial a de bonnes raisons de ne pas se démunir de ses forces territoriales.

²² L'affaire du 19 août à Dieppe s'est révélée comme une opération de grand style, mais menée sans vraie conviction par l'Etat-major impérial. Il s'agissait de calmer les impatiences des Soviétiques, tout au moins de faire preuve de bonne volonté à leur égard. Ceux-ci invoquaient avec raison l'exemple des Japonais à Hong-Kong, à Singapour et à Corregidor. Les objections anglaises tenaient d'autant moins devant eux qu'ils avaient eux-mêmes débarqué dans la presqu'île de Kertch sous le feu des canons allemands et qu'ils s'y étaient maintenus pendant des mois. Devant cette argumentation sans réplique, M. W. Churchill n'avait qu'à s'exécuter. Il le fit sans plus tarder parce que le Kremlin se fâchait et qu'à la guerre, sait-on jamais... Peut-être ses troupes auraient-elles le temps d'organiser à Dieppe une tête de pont, d'y former au pis aller une sorte d'abcès de fixation qui retiendrait cinq ou six divisions ennemies pendant un certain temps. Il ne pouvait être question de soulager le front russe agonisant, mais ainsi serait accompli le geste de solidarité attendu depuis si longtemps par Moscou. Le front choisi offrait de grands avantages. A courte distance des bases aériennes anglaises, il permettait l'intervention de nombreuses escadrilles de chasse. Son occupation aurait constitué une menace pour le Havre et les unités d'occupation cantonnées au nord de la Somme. Enfin, le fait que l'opération a été confiée à des Canadiens parlant notre langue souligne qu'à Londres on comptait rallier une bonne partie de la population française et la mettre au service des envahisseurs. Pour réussir, le Commandement britannique comptait sur la suprématie aérienne. Sa vraie surprise et sa plus grande, déconvenue furent de constater que la Luftwaffe avait repris la maîtrise du ciel moins d'une heure après l'attaque. A partir de ce moment il devenait d'autant moins utile d'insister qu'aucun des objectifs terrestres assignés n'avait été atteint. Selon nous, le Cabinet de Londres n'a marché que contraint et forcé, à moins qu'il ait eu la sottise de croire que les développements de la guerre en Russie avaient modifié dans un sens défavorable la situation stratégique des Allemands. Ceux-ci avaient fait toutes leurs campagnes dans l'Ouest et le Sud-Est européen en laissant un certain nombre de divisions de couverture contre une éventuelle agression russe ; inversement, depuis juin 1941, ils guerroyaient dans l'Est en maintenant à l'Ouest un nombre moindre de divisions en prévision d'une hypothétique attaque anglaise. Leur position était donc retournée dans l'espace, mais restait du même ordre et ne s'était nullement aggravée. Elle était même bien meilleure, car la menace britannique s'annonçait, pour de multiples raisons, beaucoup moins sérieuse que n'avait été la menace soviétique pendant les deux premières années de la guerre. En dehors de toute question de transport, la condition nécessaire pour qu'un débarquement pût être raisonnablement tenté sur les côtes de France, des Pays-Bas ou de Norvège était que la Wehrmacht ne fut pas maîtresse de la situation en Russie, ce qui n'était pas le cas étant donné les victoires allemandes. Restaient encore Dakar et le Maroc pour une aventure de ce genre. Là ce n'était plus l'affaire du Reich de préparer la riposte, cela regardait le Gouvernement français. Nous ne ferons pas l'injure à celui-ci de supposer qu'il n'a pas depuis deux ans pris toutes les mesures nécessaires pour que cette riposte soit sévère.

On répondra que, dans le Pas-de-Calais, ce qui serait possible pour les Allemands le serait aussi pour les Anglais. Tel n'est pas tout à fait notre sentiment ; car, outre que la différence de puissance entre les deux flottes, déjà réduite depuis deux ans, serait encore atténuée par l'exiguïté relative du théâtre d'opérations ainsi que par la présence de nombreuses batteries côtières, l'écart d'expérience tactique et de valeur combative entre les troupes jouerait à plein en faveur des armées du Reich. Répétons-le, si le Haut Commandement de la Wehrmacht décide une offensive sur l'Angleterre, quel que soit le point choisi, il s'agira d'une grande bataille d'un seul tenant conduite par dessus la Manche ou la Mer du Nord et non d'opérations successives, d'abord navales, puis terrestres. M. Churchill sait cela mieux que nous. Aussi prétend-il que le second front existe depuis longtemps, qu'il est même à triple ou quadruple effet et d'une extrême efficacité. C'est, d'après lui, le front aérien des raids de la Royal Air Force sur les territoires occupés et sur l'Allemagne ; le front d'Egypte, étendu en Asie Mineure jusqu'à la Caspienne ; le front psychologique de sa propagande tour à tour insidieuse, provocante ou menaçante qui divise les peuples vaincus et empêche certains d'entre eux de voir les choses comme elles sont ; c'est enfin le front des attentats criminels, lâches et stupides, constitué dès l'armistice et singulièrement élargi après l'ouverture de la campagne de Russie, grâce au concours des cellules communistes aux ordres du Komintern. Le Premier ministre ne cesse de faire valoir à Moscou que ce front, organisé par ses soins, rend d'immenses services aux armées russes en retenant loin des champs de bataille de l'Est près de deux millions de soldats, d'aviateurs et de marins allemands. Aux impatiences des marxistes, il oppose ses activités terroristes et les prétendus résultats de son action démoralisante. Il n'est d'ailleurs pas entièrement de mauvaise foi : au stade actuel des hostilités, la stratégie britannique, autrefois si encline à multiplier les objectifs, n'en a plus désormais qu'un double : faire durer la guerre et l'étendre, la faire durer par n'importe quel moyen et aussi longtemps qu'il le faudra pour amener le bouleversement social des Etats européens ; l'étendre pour diluer au maximum les effectifs de l'ennemi et réduire ainsi au minimum leur capacité de résistance. Le malheur est qu'il est trop tard, comme toujours ! L'Angleterre a été battue sur le terrain diplomatique comme sur le terrain militaire. Le Reich n'est pas seul à combattre. Toutes les nations pauvres de l'Europe se sont ralliées à ses drapeaux et l'intervention du Japon a détruit le dernier espoir de M. W. Churchill.

Mais cette propagande incessante en faveur de la création d'un second front est trop contraire aux vrais intérêts britanniques ; elle peut avoir des conséquences militaires et politiques trop dangereuses pour être réellement originaire d'outre-Manche. Au vrai, elle est orchestrée par les dirigeants de la communauté juive, aujourd'hui réunis à Washington, de compte à demi avec les organisations de la Troisième Internationale. Les premiers réclament la guerre jusqu'au bout, avec d'autant plus de violence que personne parmi eux n'y prend une part effective.²³ Les seconds exigent le sauvetage des armées rouges dans l'espoir que la victoire des Soviets leur permettra d'instaurer le bolchevisme sur les ruines de la civilisation occidentale.

Toujours est-il que ces mouvements d'opinion échappent en majeure partie au contrôle de l'Angleterre. Celle-ci les voit se développer en dehors d'elle et contre elle. En s'alliant avec les Soviets et en acceptant l'intrusion juive dans ses affaires, elle a signé un pacte avec le diable. Comme l'apprenti sorcier, elle assiste au déchaînement des forces occultes et puissantes qu'elle a imprudemment libérées et dont elle se demande où elles la mèneraient en cas de défaite. Les concessions et les promesses faites au Kremlin dans l'ordre moral et social sont au moins aussi malheureuses que celles qu'elle a accordées à Washington dans l'ordre géographique et stratégique.

Certes il est jusqu'à un certain point explicable qu'elle n'ait pas transigé avec l'Allemagne après la défaite de la France ; elle était alors en droit de penser que malgré ce coup, à notre avis décisif,²⁴ elle n'avait pas

²³ Il est remarquable qu'il n'ait jamais été possible de recruter une armée juive parmi les seize millions d'Israélites qui souhaitent passionnément l'écrasement de l'hitlérisme. Ce n'est pourtant pas l'argent qui leur manque.

²⁴ Trop de gens considèrent encore aujourd'hui la défaite française comme un incident transitoire pour ne pas dire négligeable de l'immense conflit actuel. C'est sous-estimer le rôle que devait jouer notre pays, rôle si important que l'Angleterre n'eut jamais osé déclarer la guerre sans notre accord et sans notre soutien. En réalité, notre désastre a été le fait capital et déterminant dont les conséquences n'ont cessé de peser sur le cours des événements ultérieurs. De même que, pendant la grande guerre, l'Allemagne impériale a perdu ses chances de vaincre sur la Marne, en septembre 1914 ; de même les Démocraties ont été irrémédiablement battues en mai et juin 1940, dans les Flandres, en Picardie et en Champagne. Tout ce que l'Angleterre a tenté par la suite était d'avance voué à l'échec. Aucune comparaison n'est valable entre la situation européenne de 1914 à 1916 et celle qui existe depuis l'armistice. Les éclatants succès des armées du Reich dans le Sud-Est et dans l'Est du vieux continent apparaissent comme de rigoureux corollaires de sa victoire dans l'Ouest.

Si médiocres que soient les Britanniques dans le domaine militaire, ils ont si bien compris le sens et la portée de l'acte franco-allemand signé à Rethondes, le 22 juin 1940, qu'ils ont tout essayé pour le rompre et pour nous faire reprendre les armes partout où il

perdu tous ses atouts. Il restait les Balkans, l'Afrique, la Russie, les Etats-Unis et toute la puissance impériale. Mais aujourd'hui ? L'armée soviétique agonise, la Démocratie américaine n'est pas prête et ne le sera sans doute jamais ; le Japon domine désormais le Pacifique ; Hong-Kong et Singapour ne sont plus que des souvenirs ; la Birmanie est tombée ; Alexandrie et Le Caire s'attendent à voir paraître l'Afrika-Korps sous leurs murs, et les Indes, ce joyau de la Couronne, préparent leur libération.

Dans ces conditions, il ne serait pas surprenant que le visionnaire M. Churchill disparût de la scène politique plus rapidement qu'on ne le pense ; les événements se déroulent de telle façon et comportent tant de sévères leçons que l'Angleterre peut revenir à son réalisme d'autrefois. Sa stratégie avait toujours dépendu de considérations géographiques et commerciales. Persuadée avec raison que la domination économique entraîne tôt ou tard la domination politique, elle se flattait d'avoir remporté ses triomphes passés pour n'avoir jamais cédé au mirage de la victoire décisive. Ses guerres, invariablement entreprises sous le signe des intérêts matériels, elle avait toujours eu la sagesse de les arrêter au bon moment, dès qu'elles n'étaient plus « payantes », ou qu'il lui paraissait que, même victorieuses, leur poursuite entraînerait plus d'inconvénients que de profits. Outre-Manche, un des grands griefs qu'on faisait aux militaires, c'était d'attacher trop d'importance à leurs succès. Cette stratégie strictement utilitaire, cette stratégie de businessmen, qui lui donnait l'avantage de paraître dominer sa victoire, a été à la base de l'édification de l'Empire. Grâce à cette apparente mesure, elle est parvenue à faire accepter assez facilement sa tutelle par les vaincus. A l'inverse, dans la défaite, le même système réfléchi lui a permis, non seulement de limiter les conséquences de ses échecs, mais d'attendre avec une espèce de sérénité des occasions meilleures de reprendre sa politique de conquête. C'est en ce sens qu'elle attachait du prix au temps.

D'où vient qu'elle ait, cette fois, renoncé à la méthode objective qui avait fait sa grandeur ; d'où vient qu'elle ait perdu ce sang-froid si connu, et parfois si admiré, sous le nom de flegme britannique ; d'où vient qu'il règne aujourd'hui outre-Manche une nervosité, une sorte de besoin de se payer de mots qu'on ne trouve pas chez les autres belligérants, sauf en Amérique où tout se traduit ridiculement par des slogans publicitaires ? Nous pensons qu'un pareil changement est dû à l'influence de la communauté juive, plus forte et plus intrigante que jamais à Londres comme à Washington et tout entière ameutée contre les Etats totalitaires. Il est clair que l'Etat-major israélite a été assez puissant pour empêcher le Gouvernement de Sa Majesté de faire depuis 1938 une politique purement anglaise, la vieille politique de naguère, celle qui aurait peut-être évité la guerre ou l'aurait arrêtée à temps, dès que le chancelier Hitler a offert la paix en juillet 1940. C'est cet Etat-major occulte, sans patrie et sans entrailles, qui a poussé cette grande nation capitaliste, ostensiblement chrétienne et conservatrice, à essayer de se sauver en cherchant à précipiter l'Europe entière dans les horreurs de la révolution communiste. On ne trouve dans le passé aucun exemple d'un pays menacé qui en soit venu à cette odieuse extrémité.

Mais, dorénavant, quoi qu'il arrive, il est trop tard. Si, par impossible, la victoire ne devait pas être allemande, elle serait russe, elle serait communiste, elle porterait n'importe quelle marque, mais ce ne serait certainement pas le sceau britannique. Les mots « trop tard » retentissent comme un glas à chacune des velléités d'initiative des conseillers de Sa Majesté.

Aujourd'hui les jeux sont faits. De toute évidence la situation stratégique est favorable aux puissances de l'Axe. Elle se présente de telle sorte qu'il n'est plus humainement possible aux Anglo-Saxons de la modifier à leur avantage. Certes, ils pourront prolonger le conflit au prix d'efforts démesurés, mais les victoires allemandes leur ont d'ores et déjà fait perdre toute chance de venir à bout de l'Europe par le blocus. Quoi qu'ils fassent, celle-ci vivra, dans des conditions sévères peut-être, mais pas plus sévères que celles de ses adversaires, et en tout cas suffisantes pour l'assurer du lendemain. Désormais le temps, ce temps dans lequel les nations unies voyaient le plus sûr agent de leur victoire, ne travaille plus pour elles, si tant est qu'il l'ait jamais fait. Sous l'impulsion du Reich, le vieux continent s'adapte peu à peu aux exigences d'une guerre longue et s'organise dans le sens de ses intérêts communautaires. Déjà, il tire de substantiels profits des immenses ressources industrielles et agricoles de ses territoires de l'Est, et ce n'est qu'un commencement. Son économie s'harmonise et se développe à un rythme accéléré. Si grands, si tenaces que soient les efforts de propagande déployés par les Démocraties pour troubler le nouvel ordre de choses, ils ne sauraient prévaloir sur des disciplines dont les bénéfiques finiront par apparaître aux esprits les moins disposés à s'y

leur a paru que cela pouvait encore être possible. La France était la pièce maîtresse de leur échiquier stratégique. La faute de trop d'entre nous a été de ne pas vouloir lire dans le jeu pourtant bien clair de nos alliés, et surtout de ne pas comprendre que la défaite, loin d'interrompre le rôle européen de notre pays, pouvait lui ouvrir au contraire de nouvelles et vastes perspectives. Les grandes épreuves ne sont profitables qu'aux âmes généreuses et fortes.

soumettre. Après la destruction de la capacité offensive des armées russes, la guerre, faute de prise sur l'Europe, va se déplacer vers l'Afrique, dont l'importance politique, économique et militaire s'affirme davantage chaque jour. Et, dans cette partie du monde, c'est encore aux Etats totalitaires qu'iront les supériorités stratégiques conférées par les lignes de communications intérieures : liberté, rapidité et sécurité des mouvements. Car, c'est un fait géographique qu'il est plus facile et plus court d'aller de Berlin ou de Naples au Caire que de s'y rendre de Londres ou de Washington. L'Etat-major impérial a beau sacrifier actuellement des milliers de noirs, hommes et femmes, pour construire à travers les brousses du centre africain trois routes destinées à éviter à ses transports le long et dangereux détour par le Cap, il n'en restera pas moins 5.000 kilomètres d'espaces océaniques à franchir pour atteindre Bathurst, Lagos et Pointe-Noire. Rien ne supprimera le lourd handicap des distances.

D'ailleurs, même avec l'aménagement relativement facile de certains parcours fluviaux, créer de toutes pièces des ports et des voies à trafic intense dans des contrées inhospitalières ou désertiques est une oeuvre de très longue haleine lorsque ne se trouvent sur place ni personnel spécialisé, ni matériel, ni outillage. Ces routes de l'Atlantique à la Mer Rouge seront-elles utilisables avant l'entrée des troupes germano-italiennes à Khartoum ? Ce n'est pas sûr. Il se pourrait qu'elles fussent achevées par la Wehrmacht. Les Américains ont bien forcé un Etat comme le Brésil, manifestement étranger à leur querelle, à se ranger à leurs côtés, mais ce n'est pas le chantage diplomatique et financier qui réduira le nombre des kilomètres séparant Natal des rives du Nil. La question du tonnage reste posée, dominante et, quoi qu'on prétende, insoluble.

Au vrai, pour les Britanniques et leurs alliés, le continent noir ne présente d'intérêt immédiat qu'au point de vue des communications aériennes. Il est assez facile d'y établir rapidement des relais de fortune, mais ce ne sera jamais par avions qu'arriveront en Haute Egypte les ravitaillements de toute nature indispensables à l'entretien de trente ou quarante divisions. Force sera toujours d'emprunter l'aléatoire voie maritime. D'où, par contrecoup, impossibilité de ravitailler sérieusement les armées russes et surtout de réduire le nouveau et redoutable centre de puissance qu'organise le Japon en Extrême-Orient et dans le Pacifique. Ce qui rend tragique le cas des Démocraties, c'est son extrême complexité : il pose dans le temps, dans l'espace et dans l'ordre psychologique tant de problèmes simultanés, différents et contradictoires, qu'un Commandement sans génie est tenté de le régler par des demi-mesures, des compromis, des expédients, des solutions fragmentaires. Tout se passe comme si l'étendue de l'Empire et la nécessité de ne pas laisser entamer son prestige s'opposaient à toute vraie concentration des efforts, à toute décision résolument militaire. L'Angleterre se croit tenue d'être partout, ou tout au moins d'en avoir l'air. Aussi donne-t-elle toujours l'impression de ne faire les choses qu'à moitié, de ne pas aller jusqu'au bout de ses idées, de garder on ne sait quelles arrière-pensées qui affaiblissent son action et la morcellent. Sa politique d'omniprésence se défendait dans la paix ; elle avait même besoin de la paix pour se soutenir. Mais, dès qu'il a fallu l'intégrer dans la stratégie, l'accord s'est révélé impossible. Elle a vicié cette stratégie parce qu'incompatible avec elle. Pour avoir voulu l'inspirer, elle a été une des causes profondes de ses infériorités. Il ne semble possible, par exemple, de sauver l'Afrique qu'en sacrifiant l'Asie et inversement. Or, l'orgueil britannique n'accepterait pas une pareille détermination. L'Histoire n'a connu qu'un Bonaparte ayant assez de clairvoyance et de force de caractère pour lever deux fois le siège de Mantoue. Quand on va au fond des choses, on se rend compte que la stratégie britannique est dominée par une incroyable peur du risque qui gêne toutes les décisions et lui confère un caractère étriqué dont jusqu'à présent elle a été incapable de se dégager.

Quoi qu'il en soit, la position des puissances de l'Axe est trop forte pour que rien, sauf une révolution intérieure, puisse désormais l'ébranler. Aucune comparaison ne vaut entre la situation présente et celle de 1917 où les armées américaines débarquèrent tranquillement en France et où l'Allemagne, réduite à la défensive, se trouvait étroitement bloquée à ses frontières par une coalition de vingt-sept Etats. Sur tous les points du globe, la position des Anglo-Saxons est négative et rien n'autorise à penser que militairement elle puisse un jour changer de sens. En fait, ces puissances ne réussissent que péniblement à tenir des fronts terrestres trop éloignés pour servir de bases d'attaque, et d'ailleurs mieux protégés par leurs situations excentriques que par leurs canons, leurs chars et leurs mitrailleuses. Si ces fronts venaient à s'écrouler tout serait perdu, car ce n'est pas les forces navales qui, même si elles étaient intactes, résoudraient à elles seules le problème de la victoire. Sans front terrestre, le front maritime n'a pas de sens.

En se berçant de l'illusion d'une grande victoire décisive, M. Churchill n'a réussi qu'à faire une démonstration éclatante - et qui n'est pas près d'être oubliée - c'est que son pays est incapable de soutenir par

les armes, c'est-à-dire de la justifier, sa prétention à l'impérialisme mondial. Ce n'est pas en criant à l'aide, comme elle n'a cessé de le faire depuis deux ans, que l'Angleterre affirme sa suprématie. Ses communiqués de guerre n'ont jamais triomphé que des prétendues victoires des autres. Elle a beau s'efforcer de masquer sa propre impuissance sous la fiction d'une sorte de mise en commun des succès et des revers dans la lutte des Démocraties pour la liberté humaine, personne, ni ses alliés ni les neutres, n'est assez simple pour s'y tromper.

Heureusement, les rouges n'ont subi que des défaites ; tant de défaites qu'un jour ou l'autre ils peuvent finir par se lasser de se faire tuer pour une nation qui les regarde se battre sans rien faire d'autre que de promener la nuit des avions dans le ciel allemand ou d'envoyer des convois dont il n'arrive que des débris dans les ports de la Mer Blanche. Mieux que quiconque, ils voient la détresse anglaise, détresse si manifeste et si profonde qu'elle va jusqu'à se traduire par des demandes de renforts russes en Iran, en Irak, en Syrie et demain peut-être en Egypte. Une alliée qui demande tout et qui donne si peu n'a pas droit à des égards et les Bolcheviks ne sont pas gens à s'encombrer de scrupules, on l'a vu dans la dernière guerre.

S'ils abandonnent la lutte, que pourra faire l'Angleterre, sinon traiter, elle aussi ? Les Etats-Unis devenus, belligérants lui apportent aujourd'hui une aide moins efficace qu'au temps où, à l'abri d'une neutralité simulée, leurs croiseurs patrouillaient impunément jusque dans la Mer du Nord. Pour avoir méconnu depuis vingt ans les exigences de la guerre totale ; pour avoir sous-estimé le dynamisme des Etats totalitaires ; pour s'être satisfaite, au début, d'un plan qui n'avait de militaire que le nom ; pour avoir ensuite pratiqué la stratégie des Curiace ; pour avoir méconnu ce fait historique essentiel qu'il existe, qu'on le veuille ou non, une grande Allemagne consciente de son unité ; pour n'avoir pas soupçonné l'anachronisme de sa dictature des mers ; pour avoir tenté cette chose insensée d'arrêter à coups de canon une évolution des idées née de la force des choses ; pour s'être montrée incapable de justifier son agression par de solides et entraînantes raisons morales ; enfin, pour n'avoir pas compris dès 1920 que, pas plus que la défaite n'arrête l'ascension d'un peuple, la victoire n'arrête une nation sur les pentes de la décadence, elle a perdu ses titres à l'hégémonie mondiale.

Titres périmés d'ailleurs, devenus caducs, sans qu'elle s'en aperçut. Sa puissance n'était qu'apparente : elle reposait sur une sorte de consentement universel et fragile dont la plus élémentaire prudence aurait dû lui commander de ne jamais abuser. Sa faute première, irréparable, a été de se tromper sur elle-même et de vouloir pratiquer une politique de force sans disposer de la force. Du fait qu'il lui fallait l'emprunter à autrui, elle perdait sa prééminence. Ne l'a-t-on pas vue s'abaisser jusqu'à recourir aux bons offices d'un maréchal chinois ou d'agents américains comme MM. Johnson et Kirk pour essayer d'imposer ses volontés à ses propres sujets de l'Inde ou à ses protégés d'Egypte ?

Une pareille abdication est un aveu.

Quand on possède le privilège de jouir dans le monde d'une situation hors de pair, de biens immenses et d'un crédit incomparable, quand on n'a rien à envier à personne et que personne ne vous menace, on ne commet pas la folie de risquer de tout ruiner en s'attaquant à des nations pauvres mais fortes et résolues à défendre jusqu'à la mort leur droit à une vie normale, indépendante et fière.

L'Angleterre a trouvé des prétextes pour faire cette guerre ; il est douteux qu'elle puisse jamais trouver des raisons pour l'excuser devant l'Histoire de l'avoir faite.

Paris, 25 août 1942.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

CHAPITRE PREMIER

Stratégies d'hier et d'aujourd'hui. - L'Angleterre a une philosophie particulière de la guerre et ne prend modèle sur personne. - Ses « experts » contestent la valeur des doctrines militaires en honneur sur le continent. - A une situation économique et politique hors de pair doit correspondre une stratégie d'exception. - La stratégie de choc est une stratégie de pauvre, celle des Britanniques ne se base que sur la Géographie et l'Histoire. - La guerre est une affaire. - Primauté et avantages du blocus. - Sens anglo-saxon de l'honneur. - Londres n'entend pas renouveler les sacrifices consentis pendant la première guerre mondiale.

CHAPITRE II.....

Conception anglaise de la stratégie de coalition. - Le droit au commandement. - Tout le monde peut et doit vivre... sous la dépendance britannique. - L'espace vital vu de Londres. - Des mercenaires pour cette basse besogne qu'est la guerre. - La victoire dépend de la puissance navale, c'est-à-dire de l'Angleterre ; elle ne peut donc être qu'anglaise. - Préoccupations secondaires en ce qui concerne les forces de terre et de l'air. - Militairement les Britanniques n'ont pas besoin d'être prêts au sens continental du terme. - Il n'est pas de meilleures armes que l'intrigue, le chantage, la propagande et l'or.

CHAPITRE III

La guerre. - Une application de la stratégie d'encerclement et de blocus conforme à la doctrine du « wait and see ». - Constitution du front continental. - Son dispositif primitif. - Tout s'annonce normalement. - Londres accueille avec flegme la défaite polonaise et l'interprète à l'avantage des démocraties. - Les alliés se désintéressent du conflit russo-finnois, mais cherchent à en tirer prétexte pour envahir la Norvège. - Surprise et retraite de la Royal Navy. - Campagne de Scandinavie et raisons de son échec. - Premier remaniement du plan d'encerclement et de blocus de l'Allemagne. Le coup de tonnerre du 10 mai 1940.

CHAPITRE IV

Causes et conséquences de la débâcle française. - L'Angleterre n'admet pas que la France échappe à son emprise. - Elle essaie de soulever l'Empire contre les signataires de l'armistice. - Le général Gort passe de Dunkerque au Maroc. - Les Britanniques s'emparent de nos colonies de l'Afrique équatoriale et du Pacifique. - L'entrée en guerre de l'Italie a modifié la situation stratégique. - Importance du Moyen-Orient. - Londres prend l'initiative des opérations en Libye et en Abyssinie. - Succès tactiques et revers stratégiques. - Effets décisifs de l'intervention allemande en Afrique. - L'Angleterre réduite sur son seul front continental à une défensive coûteuse et pénible.

CHAPITRE V

De l'expectative au dynamisme. - Second plan d'encerclement et de blocus de l'ennemi par le Sud et l'Est européens. - Tares de la stratégie de coalition. - Marché de dupes avec les Soviétiques. - L'Allemagne résolue à ne pas perdre l'initiative. - Le putsch de Belgrade et ses conséquences. - A peine constitué, le front balkanique s'effondre. - Nouvel échec britannique en Grèce et en Crète. - Ses raisons. - La Wehrmacht fait disparaître la menace que l'armée rouge constituait pour l'Occident. - L'Angleterre incapable de créer une diversion d'envergure à l'Ouest pendant le drame germano-russe.

CHAPITRE VI

Sous la pression judéo-américaine, Londres a commis la faute de ne pas traiter après la défaite française. - Le déclin de l'Empire devient visible. - L'aide américaine et les appréhensions qu'elle fait naître dans beaucoup de milieux anglais. - Son intérêt plus politique que militaire. - La Métropole en vient à hypothéquer l'Empire pour payer le concours des Etats-Unis. - L'impérialisme yankee se substitue à l'impérialisme britannique et méconnaît la puissance militaire des Japonais. - Pearl Harbour et les désastres anglo-saxons dans le Pacifique. - La situation des démocraties s'aggrave.

CHAPITRE VII

Causes profondes des échecs britanniques. - Faillite de l'armée française. - Manque de véritable esprit de guerre outre-Manche. - Une stratégie d'hommes d'affaires qui s'oppose à une stratégie de soldats. - L'Empire combat pour des intérêts, l'Allemagne pour son existence. - La Royal Navy, instrument de la victoire des Démocraties, réduite à la défensive. - La R. A. F. incapable d'acquérir la maîtrise des airs. - Raisons multiples des déconvenues de ces deux éléments essentiels du succès. - Le blocus se retourne contre les insulaires.

CHAPITRE VIII

Mauvaise organisation du Commandement britannique. - Haute signification de la Wehrmacht. - Son esprit unitaire. Son créateur est un ancien combattant. Incompatibilité de l'idéologie des régimes démocratiques avec le sentiment des grandes obligations militaires. - L'Angleterre, victime de sa richesse et de son impérialisme utilitaire. - Dangers du disparate dans la composition des unités de combat britanniques. - Faiblesse de la stratégie de Comité. - Une nation de dirigeants incapables de se plier aux exigences de la guerre moderne. - Londres applique à une situation révolutionnaire des solutions d'un conservatisme anachronique.

CHAPITRE IX

La stratégie impériale transpose sur le plan de la violence la politique anglaise d'exploitation européenne. - Etranges doctrines militaires d'un Etat-major qui prétend ne pratiquer que l'empirisme. - Offensive de propagande et défensive militaire. - Les Soviets, suprême ressource. - Dangers de l'alliance avec Moscou. - Le concours américain présente plus d'inconvénients que d'intérêt. - Le mirage de la victoire décisive dissipé par les revers des armées rouges. - Quoi qu'il arrive il est trop tard. - Position inexpugnable des puissances de l'Axe. - L'Europe s'organise pour une guerre longue. - Une paix de compromis, ce serait encore la victoire allemande. - L'Angleterre a perdu ses titres à l'hégémonie mondiale.